

Septième année
No. 140 (1)
Novembre 1939

La Fédération Balkanique

Organe
des peuples opprimés
et minorités nationales
des Balkans

paraissant tous les deux mois

★

Adresse: Wien IX,
Postamt 71 : Postfach 50

Sommaire

	page
<i>A nos Lecteurs</i>	1
<i>D. Vlahhoff</i> : La situation dans les Balkans	2
<i>Paul Louis</i> : L'antagonisme des grandes puissances impérialistes dans les Balkans	6
<i>G. Dimitrov</i> : Les bases, les voies et les perspectives des mouvements nationaux-révolutionnaires aux Balkans	8
<i>P. Drag</i> : Les préliminaires et les résultats de la Conférence d'Athènes	10
<i>A. W.</i> : Mariage royal et fascisme en Bulgarie	14
<i>L. Borshi</i> : Les Albanais du Kossovo	17
<i>L. Foundo</i> : Le mouvement de libération en Albanie	19
<i>F. Jourdain</i> : Locarno de Bourreaux	22
<i>P. Mavros</i> : Angora — Athènes	24
<i>A. Rilski</i> : Le mouvement national macédonien de libération	26
<i>Importantes Déclarations du Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans</i>	30
<i>Un Manifeste de la section bulgare de la Ligue Antiimpérialiste</i>	36
<i>Chronique</i>	38

Prix du Numéro: 3.— frs fr; 0.80 schilling; 0.60 fr suisse; 0.50 mark, 0.20 dollar.

Abonnement six mois: 10.— frs fr; 2.40 schillings; 1.80 frs suisses; 1.50 marks; 0.60 dollar.

Abonnement un an: 20.— frs fr; 4.80 schillings; 3.60 frs suisses; 3.— marks; 1.20 dollars.

Adresse pour lettres simples ou chargées:

Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50.

Adresse pour mandats-postaux:

Postscheckkonto No D-73.796 Wien.

A nos Lecteurs

La «Fédération Balkanique» entre dans sa septième année.

Depuis un an, nous avons, par des raisons techniques, séparé l'Édition Européenne, en français et en allemand, de l'Édition Balkanique, paraissant en différentes langues balkaniques.

L'Édition Balkanique continuera, comme jusqu'ici, de paraître deux fois par mois et dans sa forme actuelle.

Quant à l'Édition Européenne, nous avons décidé de la réorganiser.

Nous la publierons à l'avenir exclusivement en français, étant convaincus que cette langue est plus accessible au grand public qui s'intéresse aux affaires balkaniques et travaille dans le domaine de ces questions; nous pourrons ainsi donner bien plus de matériel concernant ce problème. Et, toujours par cette même considération, notre journal deviendra dorénavant une forte Revue. Cette Revue paraîtra, pour le moment, une fois tous les deux mois. Dans un proche avenir, cependant, nous espérons la voir paraître une fois par mois — cela dépendra surtout du soutien que nous recevrons du public.

La voie que nous suivrons sera toujours celle que nous avons suivie jusqu'ici. Nous continuerons à présenter la situation dans les pays balkaniques sous son véritable jour, publiant des données exactement vérifiées sur l'oppression nationale, la terreur politique et le joug économique et social dont sont victimes les peuples des Balkans; nous continuerons à démasquer la politique de dénationalisation, de violence, d'oppression, d'exploitation et de terreur que les oppresseurs balkaniques pratiquent contre les peuples opprimés et minorités nationales des Balkans, et contre les masses travailleuses des nations dominantes; nous continuerons à stigmatiser les méthodes fascistes que les gouvernements d'oppression des Balkans emploient contre ces peuples et masses travailleuses, ainsi que leur politique contre-révolutionnaire et impérialiste; nous mettrons en relief la politique balkanique des grandes puissances capitalistes, qui est dictée par le souci de réaliser dans ces pays leurs intérêts impérialistes et capitalistes; nous continuerons à élucider dans les luttes des peuples balkaniques pour leur libération nationale, économique et sociale. Simultanément, nous propagerons l'idée du front unique révolutionnaire dans chaque pays balkanique et celle de la lutte commune de tous les mouvements révolutionnaires aux Balkans — du front unique révolutionnaire des Balkans, en élucidant la question de la lutte révolutionnaire de masse et celle des méthodes et de la tactique de ces luttes. Nous continuerons aussi à donner des renseignements sur les luttes des peuples nationalement opprimés et des minorités nationales dans les pays capitalistes, et des peuples coloniaux et semi-coloniaux, afin de pouvoir en tirer les enseignements nécessaires pour les peuples balkaniques. Nous ne manquerons également pas de publier des données sur la vie des multiples nationalités libres vivant sur le territoire de l'Union Soviétique, et sur la manière par laquelle le problème national y a été résolu. Etc., etc.

La «Fédération Balkanique», au cours de ses six années d'existence, a fourni du matériel ample et documenté sur tous ces problèmes; les colonnes de notre Revue nous permettront la publication d'un matériel documenté plus abondant encore, avec des commentaires plus amples, un examen plus multilatéral de toutes les questions y rattachées.

Les chaudes sympathies dont la «Fédération Balkanique» jouit depuis six ans, et dont tant de preuves nous ont été témoignées, nous donnent le droit de croire que notre Revue sera accueillie et lue avec plus d'intérêt encore par le public qui lui prêtera sur une plus large échelle son appui moral pour la juste cause qu'elle continuera à défendre.

Nous espérons aussi que les abondants renseignements que nous fournirons seront judicieusement utilisés par tous ceux qui ont à coeur la cause de la libération des peuples balkaniques, dans les multiples occasions qui se présentent dans leur vie politique. Ils rendront par là un précieux service aux peuples balkaniques opprimés et minorités nationales, dans leurs luttes pour leur affranchissement politique, national, économique et social.

Nous adressons, enfin, un vif appel à tous les amis du mouvement de libération des peuples balkaniques, pour nous aider en s'abonnant personnellement à notre Revue et en nous recrutant des abonnés, afin de nous mettre en état de continuer avec plus d'ampleur encore la tâche que nous nous sommes posée.

La Rédaction de la «Fédération Balkanique»

La situation dans les Balkans

Sous le signe de la crise économique aiguë; oppression politique et nationale renforcée; préparation du bloc anti-soviétique

Les événements qui se développent aux Balkans depuis ces derniers mois surtout, attirent sur eux l'attention sérieuse du monde politique en entier.

La situation aux Balkans devient de jour en jour plus intenable et menace de faire de nouveau jaillir les étincelles susceptibles d'embraser l'Europe et le monde entier.

La crise économique mondiale prend aux Balkans des formes particulièrement aiguës, et la crise agricole une acuité tout-à-fait extraordinaire. La situation des masses travailleuses paysannes empire terriblement, à la suite surtout de la baisse particulièrement catastrophale des prix des céréales, qui, depuis 1929, ont diminué de 50 à 60%. C'est ainsi qu'au mois d'août 1929, le froment se vendait à la Bourse de Bourgas à 6.35 leva, et au mois de septembre de cette année, à 3.23; l'orge coûtait en août 1929, 4.37 leva, et en août 1930, 2.42; le seigle: 4.69, et 1.75. Ce sont là les prix de la Bourse; les producteurs sont obligés de vendre leurs produits de 20 à 30% plus bas. De même, en Yougoslavie: le froment, qui y coûtait l'année dernière 2 à 2.50 dinars, coûte aujourd'hui 1 à 1.20; le maïs s'y vend maintenant 0.60 dinars, et l'orge, 0.80, c'est-à-dire deux fois plus bas que l'année dernière. De même en Dobroudja: les paysans y sont obligés de vendre leur froment de 2.20 à 4 leis, alors qu'à cette même époque de l'année dernière ils le vendaient de 7 à 8 leis. Et il en est de même dans tous les autres pays balkaniques.

Une dépréciation également catastrophique peut être constatée pour tous les autres produits agricoles. Le tabac en Macédoine sous la Serbie est acheté par le monopole d'Etat à 17 dinars en moyenne, alors qu'il coûte au producteur de 25 à 28 dinars (par kg); les cocons sont vendus de 15 à 18 dinars le kg, alors qu'ils l'étaient de 110 à 120 dinars l'année dernière; l'opium est coté à 310 dinars, alors qu'il l'était 1000 dinars l'année dernière. Etc., etc.

Et les spéculateurs et les banquiers profitent à qui mieux mieux de cette situation pour dépouiller complètement les petits producteurs.

La crise agricole, qui sévit actuellement dans tous les pays et qui est due principalement aux grandes réserves en céréales des pays producteurs — Etats-Unis, Argentine, Canada, Australie — a provoqué en général une baisse moyenne de 25% des produits agricoles; mais aux Balkans, cette baisse a été de plus de 50%. Car, dans les pays balkaniques, les producteurs ne vendent pas seulement le surplus de leurs céréales, mais leur production toute entière afin de pouvoir payer leurs dettes aux usuriers, aux banquiers et à l'Etat.

Ces dettes ont pris ces dernières années des dimensions terrifiantes. En Yougoslavie, dans l'ancienne Serbie, la dette des producteurs dépasse le chiffre de cinq milliards de dinars, c'est-à-dire 2000 dinars par personne; en Roumanie, elle dépasse soixante milliards de leis, soit 4000 leis par hectare de terre cultivable; en Grèce, 280.000 mandats d'arrêt ont été lancés contre des producteurs paysans pour dettes impayées; en Bulgarie, l'inventaire vivant et mort des paysans est vendu aux enchères publiques pour les mêmes raisons: c'est ainsi qu'au cours de l'année dernière on y a vendu aux enchères les biens de 5500 paysans rien que dans les régions de Plovdiv, Lom, Tétéven et Troyan, et que le 2 septembre dernier, plus de 2000 billets de créances, d'un montant total de quinze millions de leva, ont été protestés rien que dans la région de Nova-Zagora.

On voit donc que le paupérisme est un fait général pour les paysans de tous les pays balkaniques, et ce non seulement pour les paysans agriculteurs, mais aussi pour les éleveurs, les forestiers, etc., les prix de la viande, du lait et de ses produits, du bois et du charbon du bois, etc. ayant aussi subi des baisses énormes.

Les autres domaines de la vie économique des pays balkaniques traversent également une crise profonde. L'industrie est en pleine stagnation. Beaucoup de fabriques ont arrêté leur travail; d'autres entreprises, en grand nombre, ont diminué de trois quarts le nombre de leurs ouvriers; d'autres, encore, n'occupent leurs ouvriers que trois ou quatre jours par semaine. Ainsi, le nombre des chômeurs augmente catastrophiquement: 300.000 ouvriers sont sans travail en Yougoslavie (rien qu'en Macédoine, 100.000); 150.000, en Bulgarie; 100.000, en Grèce; 300.000, en Roumanie, et en Albanie, plus d'un tiers de la population. Et le tableau de la misère sera complet quand on saura que ce million de sans-travail — quatre ou cinq millions de sans-ressources, avec leurs familles — ne reçoivent aucune aide ni assistance ni de l'Etat et ni d'autres institutions. Un grand nombre de travailleurs intellectuels sont également condamnés à la misère, faute de travail (en Bulgarie, par exemple, 7000 instituteurs d'écoles primaires, c'est-à-dire un tiers du nombre total des instituteurs, ont été jetés sur le pavé). La situation de ces intellectuels est désastreuse et désespérée surtout dans les pays nationalement opprimés tels que la Bessarabie, la Transylvanie, la Bukovine, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, etc.,

où ils n'ont aucun espoir d'occuper des postes dans les services de l'Etat ou des Communes.

Les artisans aux Balkans souffrent aussi atrocement de la crise, et un grand nombre d'entre eux sont sans travail, donc sans ressources, sans pain.

Seules, les fabriques et arsenaux militaires travaillent de plus belle.

Le commerce traverse également une crise aiguë. Le bilan commercial de presque tous les pays balkaniques est passif, et dans certains d'entre eux l'exportation ne représente que les 50% de l'importation. Il s'ensuit un nombre toujours grandissant de faillites et de traites protestées, dans tous les Balkans.

Les masses travailleuses des Balkans, strangulées par cette crise, doivent cependant subir encore les effets d'un système fiscal scandaleux. Les impôts indirects et les monopoles sans limites leur donnent le coup de grâce. Les impôts indirects sont augmentés sans cesse, sans relâche. Et ces augmentations, qui achèvent d'écraser complètement les masses travailleuses, n'augmentent pourtant pas les recettes de l'Etat, car l'appauvrissement des masses a restreint au tout dernier minimum leur capacité d'achat. D'autre part, et par la même raison, ces masses ne peuvent pas payer non plus les lourdes charges des impôts directs. Ainsi, les budgets des Etats balkaniques accusent toujours des déficits, et ces déficits augmentent d'année en année grâce aux augmentations des budgets de l'armée, de la police et de la gendarmerie qui engloutissent les 35 à 50% du total des revenus de ces Etats. Quant aux énormes dépenses nécessitées par la course effrénée aux armements, achats de munitions, constructions de flottes maritimes et aériennes, de casernes, de voies stratégiques, etc., etc., elles sont couvertes par des emprunts spéciaux contractés auprès des capitalistes étrangers sous la garantie de leurs gouvernements impérialistes respectifs. Par ces emprunts spéciaux, qui viennent s'ajouter à ceux que les gouvernements fascistes balkaniques sont obligés de conclure continuellement à l'étranger pour combler leurs déficits budgétaires réguliers, les détenteurs du pouvoir aux Balkans vendent les richesses nationales et l'indépendance politique de leurs pays.

Enfin, pour maintenir le pouvoir dont ils se sont emparé par de la fourberie ou par des coups d'Etat, les gouvernements balkaniques appliquent tous le système d'une terreur effrénée. Les droits politiques et civils n'existent point pour les Balkaniques. Les bastonnades, les terrorisations, les arrestations en masse, l'inquisition, les condamnations à de lourdes peines, et à la mort, sont pratiquées sans frein dans les pays balkaniques; le fascisme y règne partout; partout, dans ces pays, il est de même nature, ce n'en est que l'expression extérieure qui diffère parfois quelque peu ci et là. Des massacres ont été organisés en Bassarabie et Dobroudja, des tueries en masse d'ouvriers et paysans en Bulgarie, des boucheries en Macédoine et Kossovo, des carnages d'ouvriers et paysans serbes et minoritaires en Yougoslavie, etc., etc. Ce sont là des faits trop connus pour nous y arrêter en ce lieu.

Toute cette situation aux Balkans y crée un profond mécontentement et une violente indignation chez les masses, qui prennent des formes de plus en plus révolutionnaires. Ils se manifestent par des protestations, des démonstrations dans les rues et dans les salles mêmes des tribunaux, des grèves à caractères politiques, des résistances aux représentants du fisc, des démonstrations armées, des soulèvements de villages entiers, des insurrections, et dans les prisons, par des grèves de la faim. Les Balkans sont en ébullition. Et les gouvernements balkaniques sont saisis de panique devant cette indignation générale des masses travailleuses. Devant cette puissante colère populaire, les gouvernements cherchent des issues pour s'y réfugier. Et, tous les gouvernements balkaniques ont recours à la fourberie. Ils essaient de berner leurs peuples. Ils essaient de faire accroire aux masses travailleuses, et surtout aux paysans, qu'ils ne songent qu'à améliorer leur situation, qu'ils ne travaillent que pour cela; ils convoquent des conférences, des experts discutent sur des mesures devant assurer des crédits aux paysans, élever les prix des produits agricoles, diminuer ceux des produits industriels nécessaires aux larges masses des villages, etc., etc. En même temps, ils se rangent aux côtés des capitalistes et impérialistes étrangers pour lutter contre le soi-disant *dumping* de l'Union Soviétique, prétendant gravement que la baisse des prix des céréales aurait été provoquée par les méchants bolchéviks. Les fascistes balkaniques, eux, savent fort bien que les prix des céréales soviétiques ne peuvent aucunement avoir contribué à la baisse générale des céréales sur le marché international, attendu que l'exportation et l'importation de l'Union Soviétique ne représentent que les 1% à 2% du marché international. Mais, par leur lutte contre le «dumping» soviétique, ils cherchent à faire dévier l'attention des masses populaires des véritables causes de la profonde crise qui étrangle les peuples balkaniques, alors que la légende du dumping soviétique a été lancée au moment même où les pays capitalistes pratiquent, eux, un véritable dumping de produits de toutes sortes. Dans le but, toujours, de leurrer les masses populaires et de briser leur résistance, ils soutiennent les organisations fascistes balkaniques qui opèrent, avec des mots d'ordre trompeurs et fourbes. Simultanément, ils lancent des foudres contre les spéculateurs et les usuriers, et accordent des facilités, des crédits, etc. aux paysans aisés et essaient d'attirer vers eux la bourgeoisie oppositionnelle, pour créer ainsi un front général fasciste contre le front des masses travailleuses opprimées et

exploitées. Mais, toutes ces supercheries ne sont pour les gouvernements balkaniques que moyens auxiliaires: pour briser l'opposition des masses travailleuses, ces gouvernements ne comptent en dernier lieu que sur la brutalité et la férocité de leurs forces armées: l'armée, la police, la gendarmerie, et les organisations spéciales fascistes fondées et armées par eux.

Depuis quelques temps, les gouvernements balkaniques, pour maintenir par tous les moyens, à tout prix, le pouvoir qu'ils détiennent, essaient, à l'instar des grands pays européens, de conclure entre eux des ententes aux fins d'actions communes contre les masses en ébullition. L'initiateur principal en a été, il y a quatre ou cinq ans, le gouvernement grec, qui a lancé le mot d'ordre d'un Locarno balkanique. Il y a été aidé par la Ligue internationale pour la Société des Nations, et particulièrement par son président d'alors, feu le professeur A. Aulard. L'idée avait été, en réalité, suggérée par les pays auteurs du pacte de Locarno. Mais, en ce temps-là, les conditions pour la conclusion d'un Locarno balkanique n'étaient nullement favorables. Cependant, avec l'extension de la crise et le développement du mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes, dans les colonies et les semi-colonies, et surtout après la consolidation définitive du pouvoir des ouvriers et paysans et le développement de l'édification socialiste dans l'Union Soviétique, le monde capitaliste commença à se préparer pour briser le pouvoir soviétique vers lequel étaient dirigés tous les regards des masses opprimées. La campagne menée systématiquement contre l'Union Soviétique depuis surtout quelques années, les représailles exercées contre les mouvements révolutionnaires dans tous les pays capitalistes, les méthodes sanglantes d'oppression appliquées à l'égard des masses travailleuses subjuguées luttant pour leur indépendance nationale, la campagne farouche menée d'abord contre les soi-disant persécutions religieuses en Russie Soviétique et ensuite contre le soi-disant dumping soviétique — tous ces faits constituent les différents anneaux de la chaîne des préparatifs de la guerre contre l'Union Soviétique. Or, contre ce bloc anti-soviétique, les peuples balkaniques détiennent un secteur important du front des masses travailleuses. D'où, efforts systématiques et tenaces des grandes puissances capitalistes, particulièrement de l'Angleterre et de la France, pour réaliser une entente, un bloc des gouvernements fascistes balkaniques, pour briser l'action certaine des masses balkaniques.

Cependant, des antagonismes très sérieux existent aussi bien entre les pays balkaniques qu'entre les grandes puissances.

C'est la dictature yougoslave, agent de l'impérialisme français dans les Balkans, qui veut prendre la place de l'ancienne monarchie austro-hongroise, et qui se heurte à l'opposition farouche de l'Italie qui se sent également l'héritière de l'ancienne monarchie dualiste. La dictature yougoslave s'efforce d'étendre son territoire vers l'Istrie, la Venise Julienne, l'Albanie du Nord, éventuellement toute l'Albanie, pour devenir maîtresse absolue de l'Adriatique, d'une part; d'étendre, d'autre part, son pouvoir vers Salonique, l'Egée, à l'Est et au Sud-Est, vers la Bulgarie, et au Nord-Est, de s'emparer du reste du Banat qui se trouve sous la domination roumaine;

c'est la Grèce de l'impérialiste Vénizélos, qui songe toujours à élargir son territoire au Nord-Ouest, — aux dépens de l'Albanie —, au Nord — région de Pétritch en Bulgarie et Macédoine sous le joug serbe —, et à l'Est — la Thrace Orientale;

c'est la Bulgarie fasciste qui s'efforce de déplacer ses frontières vers le Nord-Est, Sud, Sud-Ouest et Ouest;

c'est la Roumanie fasciste des boyards qui aspire à s'élargir au Sud-Est (Roussé—Razgrad—Varna), à occuper tout le Banat, la République Moldave Soviétique, et la partie Ouest de l'Ukraine Soviétique;

c'est la dictature féodale fasciste albanaise — où Mussolini règne en maître absolu — qui s'efforce également d'élargir son territoire au Nord, à l'Est et au Sud-Est.

En dehors de ces oppositions d'intérêts territoriaux, il en est bien d'autres encore. Il n'existe de relations effectivement amicales entre aucun des gouvernements balkaniques, pas même entre les gouvernements roumain et grec: il y a deux mois, le gouvernement grec dénonçait l'entente commerciale provisoire avec la Roumanie, acte auquel le gouvernement roumain répondait par des représailles envers des sujets grecs habitant la Roumanie.

Malgré tous ces antagonismes, les gouvernements balkaniques se rassemblent sans cesse, pour discuter, se concerter: dans la seconde moitié de juillet, à Bucarest, et quelques jours après, à Sinaïa, la Roumanie et la Yougoslavie négociaient des tarifs douaniers; un mois plus tard se tenait à Varsovie une Conférence à laquelle assistaient des représentants roumains, yougoslaves et bulgares; enfin, au commencement d'octobre, la Conférence Interbalkanique se tenait à Athènes.

Quels sont donc les buts poursuivis par ces délibérations continues?

Les deux premières Conférences avaient été convoquées pour organiser: à Sinaïa, un bloc économique entre la Roumanie et la Yougoslavie, à Bucarest et à Varsovie, un bloc économique et militaire contre l'Union Soviétique.

A Athènes, les gouvernements balkaniques se sont réunis pour coordonner leurs efforts contre les mouvements révolutionnaires des masses travailleuses balkaniques,

sanctionner le *status* actuel des Balkans, rendre éternel l'esclavage des nationalités balkaniques subjuguées — dix-sept millions de minoritaires sur les quarante-deux millions d'habitants, aux Balkans —, consolider les régimes existants, bernier et leurrer les masses balkaniques appauvries en leur indiquant mensongèrement de fausses causes pour la crise et la misère dont elles souffrent si atrocement, renforcer les liens économiques entre les bourgeoisies balkaniques, garantir leurs marchés intérieurs, créer un contact entre leurs intellectuels fascistes dirigeants, et préparer ainsi psychologiquement, tout en parlant contre la guerre, la future intervention armée contre l'Union Soviétique.

Evidemment, les impérialistes européens en général et balkaniques en particulier ne peuvent point réaliser facilement les criminels buts qu'ils se posent. Nous l'avons vu aussi bien lors de la campagne préparatoire de la Conférence d'Athènes, qu'à cette Conférence elle-même: on n'y a point manqué de parler hypocritement de la solidarité des peuples balkaniques, en même temps que les délégations albanaise et bulgare, soutenues par celles de la Grèce, de la Turquie et de la Roumanie, agissaient de concert, surtout dans la question des minorités nationales, et que la délégation yougoslave restait isolée, obligée d'entendre la délégation albanaise lui relever l'existence en Yougoslavie d'un million d'Albanais privés de tous droits élémentaires humains. Des questions d'importance primordiale pour les peuples balkaniques, tel par exemple celle des minorités nationales, ne furent qu'effleurées à peine et en lignes générales dans l'une des Résolutions prises relativement aux concessions que la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce durent faire à l'Albanie et à la Bulgarie en vue du travail commun à entreprendre contre les masses populaires. Ayant toujours en vue ce travail commun, Vénizélos reconnaissait, dans des déclarations faites à des journalistes bulgares, l'existence des minorités bulgares en Macédoine sous son pouvoir et s'affirmait prêt à leur reconnaître les droits prévus par les traités d'avoir des écoles et des églises, à donner à la Bulgarie, si elle le demandait, non pas une zone, mais un port sur la mer Egée. Vénizélos soulignait tout spécialement le mot «port», en ajoutant que jusqu'à la solution de cette question, il était prêt à accorder à la Bulgarie une zone libre à Salonique, pareille à celle donnée à la Yougoslavie.

Les contradictions manifestées à la Conférence d'Athènes sont aussi les résultats de l'influence aux Balkans des antagonismes des grandes puissances impérialistes entre elles. Les impérialismes italien et français se livrent depuis plusieurs années des batailles acharnées pour les Balkans, et l'impérialisme anglais, de son côté, s'efforce de réunir tous les impérialismes balkaniques dans un bloc antisoviétique — tout en s'efforçant d'augmenter sa propre influence économique aux Balkans et de créer au Sud-Est de l'Europe des bases maritimes pour l'action générale projetée contre l'Union Soviétique. Et ces trois grands impérialismes procurent aussi aux gouvernements actuels balkaniques tous les matériaux nécessaires pour la guerre antisoviétique.

D'importants événements se sont déroulés ces dernières semaines, rendant plus aiguës encore la tension des relations entre les pays balkaniques, partant, plus proche encore le danger d'une guerre éclatant des Balkans. Rappelons-en les principaux:

le mariage du chef des fascistes bulgares, le roi Boris, avec la princesse Giovanna d'Italie, la joie indescriptible que les fascistes bulgares en ressentirent — ils déclarèrent ne plus être seuls —, le mécontentement provoqué à Belgrade par ce mariage; la visite de Bethlen à Angora et à Sofia, après celle de Walko; celle de Liaptcheff à Budapest; celles de Vénizélos et de Michalakopoulos à Angora et la conclusion de certains traités entre la Grèce et la Turquie — amitié, neutralité, arbitrage, convention commerciale —, les télégrammes de remerciements adressés à Mussolini par le ministre turc des Affaires Etrangères et Vénizélos dans lesquels ils relèvent l'aide importante rendue par le chef fasciste pour la conclusion de ces traités; le discours prononcé tout récemment par Mussolini devant les secrétaires-généraux des Fédérations fascistes dans lequel il a ouvertement déclaré que l'on se préparait à une guerre à la frontière italienne, que l'Italie devait s'armer, *qu'elle ne pouvait s'étendre pacifiquement que vers l'Est*, qu'il était absurde de soutenir que les traités étaient sacrés et inviolables, que, d'après lui, le fascisme était international et que l'on pouvait prévoir une Europe fasciste, etc., etc.

Voici, d'autre part, quelques autres événements montrant combien les impérialistes européens, et surtout les impérialistes anglais et français travaillent aux Balkans, fiévreusement, aux préparatifs de la guerre antisoviétique:

les préparatifs pour une dictature ouverte fasciste et militaire en Roumanie; la visite rendue par l'escadrille aérienne italienne en Bulgarie; la visite d'escadrilles anglaises en Roumanie et en Yougoslavie; la construction d'une flotte maritime en Roumanie; l'intention des impérialistes anglais de faire de Constantza un port de base navale; les visites régulières de généraux français en Roumanie et en Yougoslavie pour y inspecter les forces de terre; les parades militaires systématiques, dans ce dernier pays, en présence des représentants des Etats-majors français et tchécoslovaque; le projet anglais de construire un aéroport et un port militaire à Salonique, le projet de la construction de chemins de fer et de ponts stratégiques sur le Danube devant relier la Roumanie avec la Bulgarie et la Yougoslavie; les nouveaux et exorbitants crédits pour les armements dans les pays balkaniques; la visite de M. Flandin, ministre français du Commerce,

dans les capitales balkaniques où il était reçu pompeusement, et enfin la convocation des différentes Conférences citées plus haut.

Tout cela montre nettement que les impérialistes européens veulent faire des peuples balkaniques de la chair à canon dans leur guerre contre l'Etat des ouvriers et paysans.

La situation aux Balkans doit être surveillée de bien près, car elle cache de bien graves dangers. Les contradictions et les conflits qui existent entre les Etats balkaniques actuels, sont une permanente menace de guerre. D'autre part, les fascistes et militaristes balkaniques, craignant de perdre leur pouvoir à la suite de l'énorme mécontentement et du bouillonnement des masses, renforcent leurs systèmes d'exploitation, de terreur et d'oppression, d'un côté, et de l'autre, déploient des efforts désespérés pour éteindre l'acuité de leurs contradictions et s'unir, afin de pouvoir attaquer les mouvements révolutionnaires des ouvriers, paysans et peuples nationalement opprimés, en briser l'élan, et jeter les peuples balkaniques dans la guerre projetée contre l'Union Soviétique.

Dans ces efforts, les oppresseurs balkaniques sont activement aidés par la social-démocratie balkanique. Ses représentants les plus en vue, Sakasoff et Topalovitch, ont pris part à la Conférence d'Athènes comme délégués des dictatures respectives bulgare et yougoslave. Les leaders de la social-démocratie balkanique prennent une part des plus active dans la campagne antisoviétique, dans les préparatifs idéologiques de la guerre contre le premier Etat des ouvriers et paysans. Ils soutiennent la dictature fasciste dans leurs pays respectifs, contre les mouvements révolutionnaires des ouvriers, des paysans et des peuples nationalement opprimés; ils déclarent même que dans ces dernières années la social-démocratie a joué un rôle historique en isolant (!?) les masses travailleuses des mouvements révolutionnaires (Topalovitch).

Vains sont cependant les efforts déployés par les impérialistes européens et balkaniques pour essayer d'envoyer les masses travailleuses balkaniques à la boucherie contre l'Union Soviétique, afin d'y périr pour des intérêts qui leur sont étrangers. Les temps de ces guerres balkaniques et mondiales où l'on faisait mourir par millions les masses travailleuses pour des causes étrangères, sont définitivement passés. Les peuples balkaniques ne feront pas la guerre, entre eux; et ils ne feront pas non plus la guerre contre leurs frères de l'Union Soviétique. Ils en prendront, au contraire, la défense. Les peuples balkaniques ne lutteront que pour leurs propres intérêts, pour leur propre cause; mais alors, ils lutteront de toutes leurs forces, de tout leur sang. Et ils s'y apprêtent. Ils se préparent pour ce jour où ils lèveront en commun l'étendard révolutionnaire, où ils briseront d'un commun effort les chaînes de l'esclavage et de l'exploitation, où ils renverseront les dictatures sanglantes et érigeront la Fédération des Républiques des Masses Travailleuses des Balkans.

D. Vlahoff

L'antagonisme des grandes puissances impérialistes dans les Balkans

Les Balkans sont, depuis un demi siècle et plus, le champs clos où s'exerce l'antagonisme des puissances impérialistes d'Europe. Bien des raisons expliquent cette situation et l'ont expliquée dans le passé.

Les Balkans constituent une des zones les plus importantes de l'Europe; ils s'étendent entre le Danube qui est une des grandes artères de circulation du Continent, et les Détroits, qui séparent ce Continent de l'Asie; Constantinople a été le point de mire de quantités d'ambitions, parce que là était le lieu de passage entre l'Occident et l'Orient. Or, la région balkanique devait être naturellement convoitée par tous ceux qui voulaient se rapprocher de cette ville unique. Les puissances européennes ne pouvaient admettre que l'une d'elles s'en rendit maîtresse, car sa possession eût valu des avantages exceptionnels à qui se la fit appropriée.

Mais les Balkans tentaient encore les ambitions, parce que les prétextes d'intervention n'y manquaient pas; ils abondaient, au contraire, dans une région où les frottements ethniques étaient plus nombreux et plus violents que partout ailleurs. La presqu'île Sud-Orientale a été sillonnée par des invasions successives, et des dominations plus ou moins durables s'y sont établies à travers les âges. Les races s'y sont pénétrées les unes les autres, et il est malaisé de tracer les frontières de chacune d'elles. Il y a là, d'autre part, un véritable chaos des religions, des cultures et des langues. Les chancelleries prenaient naturellement plus de liberté avec des collectivités hétérogènes et qui étaient profondément divisées entre elles-mêmes. A l'époque où l'Empire Ottoman s'étendait sur la presqu'île, elles s'armaient, pour agir, des violences qu'il exerçait sur les sujets chrétiens, et chacune d'elles avait sa clientèle spéciale. Lorsque certaines nationalités se furent affranchies, elles ne tardèrent pas à entrer en lutte les unes avec les autres et à faire appel aux grandes puissances. Celles-ci n'entrèrent qu'avec trop d'em-

pressément et de joie dans ce jeu qui leur permettait de réduire des petits peuples à l'état de vassalité, et, en même temps, de pousser leur influence vers l'Est Européen. En réalité, du jour où les nouvelles nationalités se constituèrent là-bas en des royaumes libérés du joug turc, ou en des principautés qui ne gardaient plus avec la Porte qu'un lien nominal, elles furent moralement assujetties aux impérialismes qui allaient se développer.

Plus elles bataillaient entre elles, plus la concurrence des appétits territoriaux sévissait entre leurs dynasties qui, la plupart du temps, venaient elles-mêmes du dehors — dynasties allemandes en Bulgarie et en Roumanie, allemande, puis danoise en Grèce — et plus cet assujettissement se marquait. Il arrivait, d'ailleurs, qu'un impérialisme remplaçât l'autre, en d'autres termes, qu'une dynastie, après s'être livrée à un impérialisme, s'abandonnât ensuite à un autre. Tel fut le cas en Bulgarie et en Serbie.

Il n'en eût pas été ainsi dans l'hypothèse où les peuples auraient eu la libre disposition d'eux mêmes. Mais ces peuples ne jouissaient d'aucune liberté. Ils étaient la proie d'oligarchies économiques ou politiciennes qui les rongeaient. Ce furent les grands agrariens, par exemple les boyards en Roumanie dans une première période, et ensuite la ploutocratie industrielle et financière, lorsque le régime capitaliste se développa. Ces minorités puissantes, qui soutenaient les monarchies, s'appuyaient elles-mêmes sur un militarisme insolent et dévorant et engendraient pour leur propre service des coteries gouvernementales qui se battaient entre elles, sans reculer même devant l'assassinat. Naturellement, ces coteries étaient prêtes à se vendre au plus offrant, pourvu qu'on leur garantît la possession paisible du pouvoir. Les ministres des grandes chancelleries à Belgrade, Sofia, Athènes, Bucarest, connaissaient la valeur de chaque conscience, et l'argent jouait là, plus encore qu'ailleurs, son rôle dans la politique.

Tel est le spectacle qu'ont offert les Balkans dans la dernière partie du XIX^{me} siècle et la première partie du XX^{me}. Et les tares de la période d'après guerre sont égales aux tares de la période d'avant guerre. Quarante millions d'êtres humains sont subjugués et exploités par des camarillas, en dépit des formes mensongères qu'a revêtues le régime de l'Etat. On n'a jamais pu prendre au sérieux les élections des pays balkaniques où, au surplus, la dictature brutale et officielle s'installait chaque fois qu'elle le jugeait à propos, avec l'approbation, sinon l'appui d'un des impérialismes européens.

Jusqu'à la guerre de 1914, les deux grandes puissances qui se disputaient l'empire des Balkans, furent la Russie et l'Autriche-Hongrie. La dynastie des Romanow, qui avait voulu créer en 1878, au traité de San Stéfano, la Grande Bulgarie, pour son usage personnel, ne se consolait pas d'avoir été jouée par Bismarck qui, d'ailleurs, s'appuyait alors sur les inquiétudes anglaises et austro-hongroises. Bismarck, au Congrès de Berlin, fit donner au cabinet de Vienne l'administration de la Bosnie-Herzégovine. Alors, le cabinet de Vienne inaugura sa poussée vers l'Orient, plus exactement vers Salonique, qui le mit en concurrence directe avec la Russie.

Derrière l'Autriche Hongrie, l'Allemagne, au temps de Guillaume II, marchait aussi vers l'Est, et après avoir construit la majeure partie du Bagdad-Bahn, qui lui assurait une emprise sur l'Anatolie, établit sa tutelle militaire sur la Turquie dont elle réorganisa l'armée. L'Italie, bien qu'alliée de l'Autriche, lui disputait l'Albanie, sur laquelle elle avait jeté, de longue date, son dévolu. L'Angleterre suivait avec appréhension les progrès de l'Allemagne à Constantinople, et la France ne jouait dans les Balkans qu'un rôle secondaire, se bornant à assister la Russie.

Vers 1908 éclata la grande querelle Isvolski-d'Aerenthal. Isvolski était ministre des Affaires Etrangères de Russie, et d'Aerenthal exerçait la même fonction en Autriche-Hongrie. L'empereur François Joseph annexa la Bosnie-Herzégovine, en lacérant l'acte de Berlin. La Russie se fût tue si elle avait obtenue une compensation, mais on la lui refusa, et l'Allemagne, pour soutenir l'Autriche, alla jusqu'à lui remettre un ultimatum (celui de Pourtalès).

Peu après, la Russie, pour se venger de l'Autriche rassembla la Serbie, la Bulgarie, le Monténégro et la Grèce dans une coalition contre la Turquie. L'Etat Ottoman s'effondra : c'était un échec pour les puissances germaniques qui avaient des liens étroits avec le cabinet de Constantinople. On peut dire que la guerre de 1914 est sortie de l'antagonisme austro-russe, qui était allée s'aggravant sans trêve, depuis 1908. A maintes reprises, en 1909, en 1912, en 1913, la cour de Vienne avait lancé des sommations au cabinet de Belgrade qui, à ce moment, était inféodé au tsarisme.

La lutte des impérialismes russe et austro-hongrois avait donc rempli la période 1908—1914. Si l'épisode de Séradjévo a pu incendier le Continent, c'est précisément parce que ces deux impérialismes s'affrontaient l'un l'autre sur le Danube et plus au Sud.

L'histoire a changé. La Russie, libérée des Romanow et de leurs ambitions qui visaient la domination des Balkans et de Constantinople en particulier (voyez les traités secrets conclus entre les puissances de l'Entente de 1914 à 1917), ne prétend plus à un rôle dans la presque orientale. Ni l'Autriche, ni la Hongrie ne peuvent nourrir les mêmes ambitions que l'Empire Austro-Hongrois. Mais la France a remplacé la Russie, et l'Italie l'Autriche. L'Angleterre déploie une activité de second plan à Sofia et à Athènes, sans que cette activité puisse influencer sur les événements immédiats.

Pourquoi la France s'ingère-t-elle dans les affaires balkaniques? Parce qu'elle s'attache surtout à garantir la conservation des traités, et c'est par esprit de conservation qu'elle maintient une armée de plus de 600.000 hommes, qu'elle a signé toute une série de traités secrets, et qu'elle a fait des contingents yougoslaves et roumains, comme d'ailleurs des effectifs polonais et tchécoslovaques ou belges, des forces complémentaires des siennes. L'impérialisme français se manifeste de toutes les manières dans les Balkans, soit que le cabinet de Paris passe des pactes d'amitié ou même d'alliance avec telle ou telle chancellerie, soit que des inspecteurs militaires dépêchés par lui contrôlent l'instruction des divisions de Roumanie ou de Yougoslavie, soit que la diplomatie française aide Carol à rentrer dans son pays ou incite Alexandre Karaguéorguévitch à faire un coup d'Etat et à instaurer la dictature.

L'impérialisme italien se développe en contre-partie. Le régime fasciste a jeté son dévolu, lui aussi, sur la presqu'île Sud-Orientale, dans une autre pensée, d'ailleurs, que la France. Celle-ci, par intérêt, défend les traités existants; celui-là, par intérêt, veut les rompre. C'est la raison pour laquelle il s'allie aux mécontents, par exemple, à la Hongrie qui se plaint de la Roumanie et de la Yougoslavie, et à la Bulgarie qui revendique la Macédoine, la Thrace et la Dobroudja. Mais le *duce* a surtout réussi à faire de l'Albanie sa place d'armes en rangeant ce pays sous son protectorat par les deux traités de Tirana de 1926 et de 1927, et en proclamant Ahmed Zogou roi sous le nom de Zogou I.

La France a lié la Yougoslavie et la Roumanie à son impérialisme, et la Petite Entente, qui associe la Tchécoslovaquie à ces deux Etats, subit son inspiration. L'Italie régit l'Albanie et la Bulgarie; la Grèce et la Turquie restent à peu près neutres. Mais les Balkans sont, pourtant, dans leur ensemble, l'arène où se rencontrent les grandes puissances expansionnistes, et c'est pourquoi, de par le jeu des traités secrets conclus ou par le Quai d'Orsay ou par le *duce*, le feu peut être mis un jour à l'Europe. Il faut penser sans cesse à Séradjévo, et à l'ultimatum austro-hongrois de 1914, qui déclencha le mouvement de toutes les alliances. La situation n'a pas varié, hormis, répétons-le, la substitution de la rivalité franco-italienne, à la fois économique et politique, à l'ancienne rivalité austro-russe. La Yougoslavie est menacée aujourd'hui par l'Italie, comme elle le fut jadis par l'Autriche, mais le panserbisme travaille à agrandir le royaume Sud-Slave avec autant d'acharnement que jadis.

Seule la Fédération Républicaine Ouvrière et Paysanne des Balkans pourrait affranchir les Balkaniques de leurs servitudes de toute espèce et des risques permanents d'une guerre. Car 40 millions d'hommes réunis et dont les volontés seraient concertées, pourraient former un front suffisant pour se défendre contre les intrusions étrangères. La France et l'Italie, ou mieux les gouvernements réactionnaires de France et d'Italie, seraient obligés de renoncer à leurs convoitises, à leurs tentatives de protectorat, si les Etats de l'Europe Sud-Orientale n'avaient plus à rechercher, en prévision de conflits armés, des alliés ou des patrons au dehors. La révolution qui émanciperait les peuples balkaniques de leurs dynasties et de leurs oligarchies, excluerait immédiatement le jeu sanglant des impérialismes qui, depuis un demi-siècle et plus, entretiennent là-bas le désordre et la misère.

Paul Louis

Les bases, les voies et les perspectives des mouvements nationaux-révolutionnaires aux Balkans

La lutte pour la libération nationale aux Balkans a une histoire bien instructive. L'analyse et la mise en valeur des expériences de jusqu'ici des mouvements nationaux macédonien, croate, albanais, dobroudjanais, thraciens, etc. est une tâche de toute primordiale importance pour le développement continu des mouvements nationaux-révolutionnaires des Balkans et la préparation et la sûreté de leur victoire.

L'article de ci-dessous est écrit comme contribution à ce thème.

I.

La révolution bourgeoise-démocratique aux Balkans devait autrement se développer et autrement aboutir qu'il n'en a été le cas en Occident. Elle commença principalement en connection avec les guerres contre l'imperium turc et se termina avec ce dernier. Les classes bourgeoises qui se formèrent dans les pays balkaniques sont parvenues à leur position dominante non point à la suite de la victoire de la révolution bourgeoise-démocratique visant la destruction du féodalisme et la constitution d'Etats nationaux, mais à la suite du renversement de la domination féodale turque aux Balkans provoquée par la guerre. Les classes bourgeoises qui, dès le début même de leur existence étaient totalement dépendantes de la Russie tsariste et des Etats de l'Europe Occidentale, abandon-

nèrent leur sort entre les mains des conquérants étrangers des Balkans, se transformèrent en un instrument de leurs projets de conquêtes et des buts de leur politique internationale, devinrent leurs intermédiaires pour le pillage et l'oppression des peuples balkaniques, et, après avoir abandonné pour toujours les voies de la révolution bourgeoise-démocratique, se transformèrent définitivement en une classe contre-révolutionnaire.

La libération des pays balkaniques de la longue domination féodale turque et leur détachement en des Etats séparés fut réalisé à la suite de l'immixtion active des grandes puissances intéressées à la domination aux Balkans, et à la suite d'une série de guerres contre l'imperium ture. Aussi, lors de la fixation des frontières de ces pays (Grèce, Serbie, Roumanie, Bulgarie, Albanie), les intérêts des grandes puissances capitalistes y jouèrent-ils un rôle très important, tout comme les rapports réciproques effectifs de leurs forces aux Balkans dans les conditions données. Par contre, les considérations de caractère ethnographique et la question de l'union nationale des peuples balkaniques durent rester à l'arrière-plan. Ainsi, la division étatique des Balkans, loin de correspondre aux intérêts vitaux des peuples balkaniques, aux exigences principales de leur développement économique, au développement de leurs forces productives, y a souvent été en contradiction directe.

Certes, les guerres contre la Turquie, qui activèrent la pénétration du capitalisme aux Balkans, ont bien porté une solution partielle des tâches de la révolution bourgeoise-démocratique. Le féodalisme a été détruit définitivement en Serbie et en Bulgarie, et en plus grande partie en Grèce. Il s'ensuivit tout naturellement la constitution des Etats nationaux de la Grèce, de la Serbie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de l'Albanie. Le pouvoir se transmit, dans les pays balkaniques, entre les mains de la bourgeoisie nationale qui y règne en alliance avec les dynasties imposées par les grandes puissances. Les Balkans furent incorporés dans le cercle du développement capitaliste.

Néanmoins, la question agraire aux Balkans (en Roumanie, en Albanie, en Macédoine, en Thrace et partiellement en Grèce) n'avait point été définitivement résolue. Le problème national ne fut également pas résolu. Sous les conditions d'alors, la solution de ces deux problèmes fondamentaux était impossible sans une fin victorieuse de la révolution bourgeoise-démocratique. La méthode des guerres capitalistes de conquêtes ne pouvait point le faire.

La guerre balkanique contre la Turquie (1912—1913) avait eu pour conséquence que l'imperium ture perdit presque la totalité de ses provinces balkaniques. Elle n'avait cependant pas pu porter la libération nationale aux Macédoniens, Thraciens, Albanais et Dobroudjanais subjugués. L'alliance entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, réalisée sous le patronat de la Russie tsariste aux fins de la guerre contre la Turquie, se basait sur le plan de la prise possession de la Macédoine et de sa répartition entre les alliés. Cette alliance a provoqué par la suite, on le sait, une guerre entre les alliés pour le partage du butin arraché à la Turquie. La Roumanie intervint aussi dans cette guerre et s'empara de la partie sud de la Dobroudja, qui jusque là appartenait à la Bulgarie.

C'est ainsi que la guerre balkanique, déclarée officiellement pour la libération des peuples balkaniques opprimés, se termina par le partage de la Macédoine en trois parts, entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie, et par le dépeçement de la Thrace également en trois parts, entre la Grèce, la Bulgarie et la Turquie, par la conquête de la Dobroudja par la Roumanie, par un nouvel asservissement de la population albanaise de la contrée de Kossovo de l'ancien imperium ture, etc. La guerre balkanique augmenta le morcellement national, renforça l'oppression nationale et rendit plus compliqué encore le problème national aux Balkans.

Du point de vue de la question nationale, la situation aux Balkans devint pire et plus compliquée encore par la guerre impérialiste de 1914—1918 et les négociations de paix qui y succédèrent. Le morcellement existant de la Macédoine et de la Thrace, l'asservissement de la Dobroudja du Sud par la Roumanie, et la conquête par la Serbie de la région albanaise du Kossovo ne furent point modifiés par les pourparlers de paix, et d'autres provinces et de nouvelles et énormes masses de populations furent placées sous des jougs nationaux étrangers. La Croatie, la Dalmatie, la Slovénie, la Bosnie, l'Herzégovine, la Voyvodina, le Monténégro furent jetés sous la domination nationale des impérialistes grand-serbes et de leur régime monarchiste-militariste. Les contrées de Tzaribrod et Bossilégrad, à populations purement bulgares, furent également adjugées à la Yougoslavie. Et actuellement, l'impérialisme grand-serbe règne sur des Macédoniens, des Albanais, des Croates, des Slovènes, des Monténégrins, des Hongrois, des Bulgares, des Turcs, des Allemands et des Roumains, qui constituent ensemble plus des deux-tiers de la population totale de la Yougoslavie. Le joug de la *Romania Mare*, de la Grande-Roumanie, s'étendit sur la Bessarabie, la Dobroudja, la Bukovina, la Transylvanie et le Banat, dont les populations se composent en plus grande majorité de Moldaves, de Hongrois, de Russes, d'Ukrainiens, de Turcs, de Bulgares, d'Allemands, etc. La plus grande partie de l'Albanie se trouve sous le joug de la Yougoslavie et de la Grèce; la plus grande partie des Albanais vit en dehors de l'Albanie. Ainsi, après la guerre impérialiste, le problème national général, aux Balkans, ne se limita plus aux questions de la Macédoine, de la Dobroudja, de la Thrace et de l'Albanie, mais s'étendit encore à celles de la Bessarabie, de la Croatie, du Monténégro, de la Dalmatie, de la

Slovénie, de la Transylvanie, de la Bukovina, etc. La multiplicité et diversité des conditions historiques, sociales-culturelles et ethnographiques, qui existent dans les différentes régions balkaniques, prêtent au problème national aux Balkans un caractère particulièrement compliqué. Ce qui, pourtant, par rapport à la question nationale est absolument commun dans presque toutes les contrées balkaniques, ce qui constitue la base commune du mouvement national-révolutionnaire aux Balkans, ce qui conditionne les tendances fondamentales de son développement et ses perspectives principales, — c'est le fait qu'aux Balkans le problème national est entièrement lié et amalgamé à la question agraire et paysanne, que les cadres mêmes du mouvement national-révolutionnaire s'y composent des masses paysannes laborieuses, que la libération nationale des nationalités balkaniques subjuguées ne peut plus être obtenue par une révolution conduite par la bourgeoisie, et que la révolution nationale aux Balkans est une partie composante et l'un des facteurs de la lutte totale de libération des peuples travailleurs balkaniques qui ne peuvent atteindre à leur victoire que par le front uni révolutionnaire des ouvriers, des paysans travailleurs et des masses nationalement opprimées.

Le problème national aux Balkans reste non résolu. Jamais il n'a été aussi aigu qu'aujourd'hui. Et il gagne d'acuité, toujours, et s'approche de son stade décisif. Il appartient aux questions les plus importantes de la lutte contre la dictature du capital et le règne de l'impérialisme aux Balkans, et aussi de la lutte contre le danger d'une guerre impérialiste. Ce problème exerce une énorme influence sur la politique générale, sur la situation générale aux Balkans.

(A suivre)

G. Dimitrov

Les préliminaires et les résultats de la Conférence d'Athènes

L'événement important, significatif, historique, la Conférence Balkanique d'Athènes, la première réunion des hommes politiques des Etats balkaniques depuis l'existence même de ces Etats, est terminée. Si l'on considère les positions des dirigeants d'aujourd'hui des Etats balkaniques, en particulier celles que les dirigeants de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie observent les uns envers les autres — poignards et bombes en mains, prêts à se jeter les uns sur les autres — on croirait presque que la Conférence d'Athènes a été un merveilleux miracle politique, né sous le chaleureux souffle du Bureau International de Paix. Mais comme il n'y a pas de miracle dans la politique des impérialistes et capitalistes, cette Conférence d'Athènes des représentants des hommes politiques des Balkans ne pouvait être, et n'a point été un miracle.

Les pays balkaniques sont des pays agricoles par excellence, et la crise agricole les atteint tous, et plus lourdement que les autres pays, car l'agriculture se trouve dans les pays balkaniques sur un niveau bien plus bas, et ils sont tous financièrement bien trop faibles pour pouvoir résister sur le marché mondial aux grands pays agricoles capitalistes tels que le Canada, l'Amérique et l'Australie. La crise économique provoqua dans les pays balkaniques une situation désespérée, ainsi que le reconnaissent aussi les ministres, les hommes d'Etat et les experts économiques officiels.

Nous releverons ici quelques faits caractéristiques:

La Yougoslavie a jusqu'aujourd'hui, à côté de 783.000 charrues en fer, 327.000 outils médiévaux en bois servant à labourer la terre et appelés «ralitza». Dans les régions de misère, comme p. ex. dans le district de Mostar, cette proportion est plus terrifiante encore: 350 charrues en fer contre 15.800 ralitas. Dans le courant des dix dernières années, la récolte pro hectare n'a pas augmenté d'un seul kilogramme: elle était et resta de 7 à 15 quintaux métriques pour le froment, et de 5 à 10 quintaux métriques pour le seigle, l'avoine et l'orge. La récolte dans les régions qui représentent les greniers de la Yougoslavie, à Dounavska Banovina, au Banat, à Batchka, à Baranja, à Srem, à Matchva, et à Koloubara, a été, en 1930, de 9.5 millions de tonnes, c'est-à-dire de 40% en moins qu'en 1929. La récolte du maïs est très mauvaise. Les prix du froment sont de 50% plus bas qu'en 1929: 120 à 145 dinars par quintal métrique; et dans les contrées plus éloignées, comme en Macédoine et au Kossovo, 100 dinars. Les prix du maïs sont de 80 à 100 dinars par quintal métrique, et en Macédoine, jusqu'à 60 dinars. Les prix du blé ont baissé en général jusque 30 à 50% au-dessous du coût de la production. L'exportation du froment a baissé de 60% en comparaison avec celle de l'année écoulée, et il n'existe aucun espoir d'en exporter encore. Le Congrès économique de Belgrade préconisa une modification dans l'orientation de l'agriculture: l'abandon complet de l'exportation du froment et l'encouragement de l'exportation du maïs et du bétail. Mais la statistique du cheptel montre, pourtant, combien faibles sont les possibilités d'une augmentation de l'exportation de bétail: en 1924, il y avait 3,869.000 boeufs; en 1927, 3,729.000, et en 1929, 3,728.000.

Les résultats de cette situation désespérée de l'agriculture se reflètent dans le bilan commercial: en 1929, l'exportation s'élevait à 7.800 millions de dinars au lieu des 8.697.330.000 prévus, soit donc de 900 millions en moins; dans les premiers neuf mois de 1930, l'exportation, en comparaison avec les premiers neuf mois de l'année écoulée, a été de 332.871.812 en moins, et le passif du bilan commercial s'est élevé à 271.718.605 dinars. L'affaiblissement continu de la force d'achat des masses se manifeste aussi dans l'importation qui, durant ces mêmes neuf mois, a été de 348.664.230 dinars en moins que dans la période analogue de 1929.

Il appert du style même des journaux les plus importants du régime, tels que le «Yougoslovenski Lloyd», le «Politika», etc., que les paysans ne peuvent payer leurs impôts que s'ils vendent leur bétail ou une partie de leurs biens.

La situation économique en Grèce présente un tableau identique, voire même plus noir encore sous plusieurs rapports. Tandis qu'en Yougoslavie la superficie des champs de blé croît et le rendement baisse, nous voyons en Grèce diminuer et les champs, et le rendement: il y avait, en 1927, 10.771.000 hectares de champs de blé; en 1928, 9.900.000 hectares, et en 1929, 9.336.000 hectares. Avant 1912, les 3,5 millions d'hectares de champs de maïs de la Grèce rendaient 340.000 tonnes; aujourd'hui, les 5 millions d'hectares ne rendent en tout que 360.000 tonnes. L'exportation des articles principaux: du raisin sec et du tabac, a baissé. Les raisins secs grecs ont perdu le marché anglais, où leur quote-part n'est plus que de 30%, alors que, jusqu'en 1929, elle était de 75%. L'exportation du tabac a baissé de 7000 tonnes dans la première moitié de 1930; l'exportation de cigarettes, qui représentait en 1929 une valeur de 5,9 millions de drachmes, a baissé en 1930 à 4,9 millions. Le prix de l'huile d'olive a baissé de 50%. L'exportation générale a baissé dans les premiers mois de 1930, de 40%, et l'importation, de 17%.

Parallèlement avec la croissance de l'acuité de la crise économique, on voit les finances de l'Etat empirer d'une façon terrible. La dette de l'Etat, de 36.251 millions de drachmes, s'accrût à 43.299 millions, jusqu'au commencement de 1930; les annuités en atteignent le chiffre de 3.724 millions, soit les 35,6% du budget de l'Etat.

Les efforts désespérés des Etats balkaniques de sortir à tout prix de l'impasse du bilan commercial passif, en diminuant l'importation et augmentant l'exportation de différents articles, se manifestent tout particulièrement en Bulgarie. Il en résulte une exploitation et un pillage effrénés des masses paysannes et l'affaïssement complet de leurs forces de consommation. Dans les premiers neuf mois de 1930, l'importation, comparée à celle de 1929, a été réduite de 122,5 millions de kg. L'exportation dut grossir de 165,9 millions de kg pour atteindre la valeur de celle de l'année précédente. Le prix du tabac a tellement baissé que, malgré le fait qu'en l'année courante il a été exporté 2 millions de kg en plus que l'année précédente, la valeur en est égale. Le prix des oeufs, un des articles d'exportation les plus importants, a baissé de 70%. Dans les premiers neuf mois de 1930, 15,8 millions de kg d'oeufs ont été exportés, d'une valeur de 571,6 millions de léva; dans la même période de 1929, il y eut 9,7 million de kg d'exportés, d'une valeur de 591,4 millions de léva. Le froment, pour l'exportation, est tombé au cinquième rang, il ne compte plus comme article d'exportation.

Les phénomènes de la crise agricole en Roumanie sont les mêmes que ceux des autres pays balkaniques: baisse du rendement du sol, baisse des prix jusqu'à 40% au-dessous du coût de la production, bilan commercial passif, stagnation de l'exportation des céréales et des autres produits agricoles. Il est utile de mentionner ici les déclarations faites au «Times» de Londres par l'entourage immédiat du roi. Il y est relevé que les causes principales de la crise sont les bas prix des produits agricoles, le taux élevé d'intérêt pour les crédits, et la lourde imposition. Il y est constaté que les paysans doivent vendre leurs bêtes de trait pour pouvoir payer leurs impôts. La révolte des paysans en Moldavie et en Bessarabie, l'été dernier, contre leurs créanciers, illustre le mieux la situation de la paysannerie, et le refus des paysans de semer du blé dont ils n'ont aucun profit, n'est pas de moindre importance. Le nouveau gouvernement de Titulescu pense empêcher de nouvelles révoltes paysannes en achetant tout le blé restant, 30.000 wagons; mais ce n'est pas le paysan qui en bénéficiera, mais bien le gros commerçant qui détient déjà ce blé, ou qui, après la publication de cette décision du gouvernement, l'achètera immédiatement du paysan à chaque prix.

Pour avoir une idée de la situation des paysans en Albanie, il suffit de songer que la moitié de la population y souffre littéralement de faim.

Cette pression générale et insupportable de la crise agricole dans tous les Etats balkaniques, qui a provoqué le mécontentement actif des larges masses paysannes, les révoltes partielles de ces masses contre les pillards et les créanciers, et même contre les autorités, qui a ébranlé les fondements mêmes de tous les régimes balkaniques, et qui, surtout dans les pays où se trouvent des masses de nations opprimées, a commencé à provoquer des crises d'Etat — a éveillé chez tous les dirigeants des Etats balkaniques un intérêt général à chercher en commun des voies et des moyens pour sauver les régimes balkaniques d'aujourd'hui, pour détourner de la lutte l'attention des masses et la faire dévier sur les «grands» projets de la création d'une Union Balkanique devant résoudre la crise économique et porter le bien-être aux masses.

Un second intérêt commun, qui a également dicté la réunion «fraternelle» des potentats balkaniques et de leurs agents, c'est la lutte contre l'Union Soviétique qui, en ce temps de crise économique destructive des Etats capitalistes, fait preuve d'un progrès économique gigantesque et exerce une influence contagieuse sur le révolutionnement des larges masses paysannes et ouvrières aux Balkans, de ces masses qui sont déjà objectivement préparées à un règlement révolutionnaire des comptes avec leurs gouvernants et oppresseurs nationaux. Dans cette question de la lutte contre l'Union Soviétique, tous les Etats balkaniques, de n'importe quel groupement impérialiste, se sentent obligés d'agir en commun, espérant pouvoir ainsi se défendre contre les mouvements révolutionnaires dans leurs pays, et aussi parce que les grands impérialistes, de tous les groupements, exigent catégoriquement de leurs agents balkaniques de prendre une part active dans le front anti-soviétique, en laissant de côté, s'il le faut, pour le moment, le règlement de leurs conflits interbalkaniques. On sait, d'ailleurs, que c'est la France qui a été la protectrice principale de la Conférence, et que le ministre français du Commerce, Flandin, était à Athènes pendant la Conférence. Le caractère de la Conférence a été d'ailleurs nettement précisé aussi par le fait qu'elle a été organisée par le soi-disant Bureau International de Paix, un organe de la Société des Nations impérialiste, qui a préconisé un boycottage économique et, par la suite, un bloc de guerre contre l'Union Soviétique.

C'est ainsi que, poussés par de lourds soucis communs, des représentants officiels et officieux des Etats balkaniques se sont rencontrés à la Conférence d'Athènes pour créer en commun, et pour les masses, cette image bariolée et trompeuse d'une «Union Balkanique». Tous ces Etats continuent cependant à rester fortement enchaînés à des groupements politiques adverses, et à poursuivre leur politique de préparatifs pour des discussions et luttes armées pour la prédominance aux Balkans. Ils avaient d'ailleurs tous pris leurs dispositions pour réaliser, chacun pour soi-même, à cette Conférence même d'Athènes des combinaisons spéciales, chacun pour ses propres intérêts.

La première séance de la Conférence mit immédiatement à jour toutes les contradictions existant entre ces «frères» balkaniques, entre ces impérialistes et oppresseurs. L'observateur naïf a dû, par la suite, considérer comme un miracle le fait que la Conférence a été quand même continuée et qu'elle a même pu être close par certaines décisions. Mais, du moment que, tout compréhensiblement, un premier «miracle», la réunion même de la Conférence, a bien pu avoir lieu, un second «miracle» put bien facilement en résulter.

La Conférence résolut d'accepter en principe le plan d'une Union Balkanique, et d'en créer déjà les conditions préliminaires de réalisation par des Comités économiques communs ayant à s'occuper de la création de relations économiques suivies, de banques communes, de tarifs communs de communications, etc. Les relations culturelles seront fortifiées par des Comités communs culturels. L'idée d'un Locarno Balkanique est réalisée par les décisions suivantes: la guerre est déclarée illégale, tous les conflits, sans exception, devront être réglés pacifiquement, une assistance réciproque devra être prêtée pour le cas où la défense de déclarer la guerre venait à être enfreinte. Et vint le troisième «miracle»: les délégations bulgare et albanaise déclarèrent accepter la Résolution sur les minorités nationales, qui sanctionne l'asservissement national des Bulgares, des Macédoniens et d'autres peuples.

La Résolution de la Commission de l'«Union Balkanique» déclare que l'Union Balkanique reconnaît l'indépendance des peuples et la souveraineté des Etats balkaniques d'aujourd'hui; c'est-à-dire qu'elle sanctionne l'oppression nationale. Les Etats, de leurs côtés, s'engagent à remplir loyalement tous leurs engagements découlant des traités de paix, partant aussi leurs engagements envers les minorités nationales. Cette stipulation sur les minorités nationales ne porte rien de nouveau, attendu que la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce, par exemple, s'étaient jusqu'ici engagées envers la Société des Nations à remplir les stipulations relatives aux droits des minorités. Seulement, la Yougoslavie a tout simplement refusé de reconnaître qu'en Macédoine et au Kossovo il existe d'autres peuples que le peuple serbe. Le peuple monténégrin fut déclaré être un peuple purement serbe qui ne songe même pas à des libertés nationales quelconques. Et la théorie que les Croates et les Slovènes ne sont pas des peuples spéciaux, mais bien des parties d'un et même peuple, est devenue pour la Yougoslavie une théorie d'Etat aucunement modifiable par d'autres Etats balkaniques qui respectent effectivement la souveraineté de cet Etat — d'après la Résolution de la Conférence d'Athènes.

C'est ainsi que, pour le grand public, se termina, «joliment et gentiment», la Conférence «fraternelle» des impérialistes et fascistes des Balkans, avec l'appui actif des social-démocrates balkaniques, des Topalovitch et Sakasoff grand-serbe et bulgare, qui soulignèrent tout particulièrement «les mérites historiques que s'acquiert les social-démocrates balkaniques en détournant des mouvements révolutionnaires la classe ouvrière».

En même temps que ces Résolutions «de paix» devant servir à tranquilliser les masses balkaniques trop en émoi, des Résolutions spéciales furent arrêtées avec bien plus de zèle encore entre les Etats balkaniques, les rapports avec les grands protecteurs impérialistes furent améliorés et fortifiés. Et les résultats s'en font déjà ressentir sur une large échelle.

Immédiatement après la Conférence d'Athènes, une convention gréco-turque fut conclue par l'intervention de l'Italie. Naturellement, cette entente, qui eut l'Italie comme intermédiaire, est bien loin d'être utile à l'Union Balkanique, et, encore moins, de servir la politique balkanique de la France qui se représente l'Union Balkanique comme un bloc francophile sous l'hégémonie de la Yougoslavie, de cet agent fidèle de sa politique impérialiste dans le Proche-Orient. L'entente gréco-turque est dirigée en tout premier lieu contre l'hégémonie de la Yougoslavie dans les Balkans. La base même de cette entente constitue le pacte naval devant protéger le port grec de Salonique contre les grands appétits des impérialistes grand-serbes qui veulent faire de Salonique le port principal du grand Empire grand-serbe de Yougoslavie. Appuyée par la Turquie, la Grèce tâche de devenir dans l'avenir le facteur décisif dans la politique balkanique, et par des succès de politique extérieure, d'apaiser le mécontentement des masses paysannes et ouvrières effondrées sous le poids des impôts et des dettes. Naturellement, la Turquie s'attend elle aussi à des profits de cette entente. La Turquie est particulièrement intéressée à la protection de la côte de l'Asie Mineure contre la flotte française par trop belliqueuse. Et c'est donc après cette Conférence d'Athènes que l'on peut s'expliquer pourquoi la Turquie a témoigné un si vif intérêt aux affaires balkaniques et pourquoi, au dernier moment, elle a décidé d'envoyer à la Conférence toute une délégation, au lieu d'un simple observateur, tel qu'elle l'avait premièrement décidé.

Le ministre turc des Affaires Etrangères n'a aussi nullement hésité à déclarer même publiquement, que l'entente gréco-turque n'est contemplée ni par lui et ni par Vénizélos à travers le prisme de la Conférence Balkanique. Il déclara au correspondant de la «Corriere della Sera» et à celui de la «Volonté» de Paris: «Ni Vénizélos, ni moi ne croyons qu'une Alliance Balkanique soit déjà possible... Des ententes sont seules possibles entre des Etats balkaniques particuliers. Et c'est cette voie que nous avons adoptée...» Voilà un éclatant soufflet pour l'Union Balkanique, et ce précisément de la part des Grecs, des organisateurs principaux de la Conférence d'Athènes!

Et du côté de la Bulgarie? Le gouvernement bulgare faisait depuis longtemps déjà des préparatifs pour le mariage du roi bulgare Boris avec la princesse italienne Giovanna, et il vient de réaliser ce mariage précisément au lendemain de la fin de la Conférence d'Athènes, raffermissant ainsi plus encore l'alliance du fascisme italien et bulgare. En tout cas, ce mariage, ainsi que le mariage prochain du prétendant au trône austro-hongrois, Otto, avec la plus jeune princesse italienne, ne sont point de la moindre utilité non seulement à la politique française aux Balkans, mais aussi aux relations amicales entre les «fraternels» fascistes grand-serbes et bulgares au pouvoir. Tout ceci n'est que la trop précise expression d'un raffermissement hâtif d'un bloc anti-français aux Balkans et en Europe Centrale.

Il est donc, croyons-nous, bien clair pour tous quelle importance et quelle valeur peuvent avoir les déclarations des fascistes bulgares, qui ont proclamé officiellement s'en remettre à la Société des Nations dans la question des minorités bulgares en Yougoslavie (et en Roumanie, et en Grèce). Il serait vraiment d'une naïveté enfantine que de croire que les fascistes et militaristes bulgares se sont réconciliés avec le *status quo* en Macédoine.

Ces déclarations, les fascistes bulgares en ont besoin pour l'opinion publique, afin de camoufler leur préparatifs pour des alliances militaires avec l'Italie et d'autres amis, tout comme la Yougoslavie proclame au son des tambours et des trompettes qu'elle est la principale militante pour la paix aux Balkans et pour l'Union Balkanique, afin de pouvoir en tout secret, et sans en être empêchée, recevoir des armes et des munitions de la France, construire de nouvelles fabriques d'armes et d'aéroplanes, de nouvelles voies ferrées stratégiques, de nouvelles routes stratégiques pour automobiles. Et de ce côté-ci: en liaison avec la Conférence, et après qu'elle fut terminée, des préparatifs de guerre plus fiévreux encore furent entrepris par la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

Dans quelle mesure les potentats balkaniques espèrent remédier à la crise agricole au moyen de ces conférences interbalkaniques, agraires, ou autres, le roi de Roumanie l'a déclaré au «Times» de Londres: «... de ces efforts actuels du gouvernement roumain, de trouver, d'accord avec les autres Etats agricoles, un débouché pour les produits agricoles, le roi n'espère nullement de résultats immédiats...». «Le roi roumain, dit tout ouvertement le correspondant du «Times», commença par prendre les rênes en ses propres mains», et, au printemps «il essaiera de former un gouvernement au-dessus des partis», c'est-à-dire, qu'il proclamera ouvertement la dictature militaire-fasciste. Les faits qui, après la Conférence d'Athènes, se suivent avec une rapidité par trop grande et inattendue pour le grand public, prouvent que les pays balkaniques qui ont encore gardé certains restes d'un régime parlementaire, ont eux aussi l'intention de chercher dans une dictature ouverte une issue de la crise économique et politique.

En considérant tous ces phénomènes, nous devons forcément poser la question suivante: Mais alors, pourquoi la Conférence d'Athènes était-elle nécessaire? Pour dévoiler devant le grand public toutes les contradictions qui existent entre les Etats balkaniques, pour montrer l'impossibilité de trouver une issue de la crise agricole? Certes non, car c'est ce que les hommes d'Etat des Balkans participant à la Conférence ont

désiré le moins. La Conférence d'Athènes a été convoquée parce que les régimes balkaniques d'aujourd'hui se trouvent acculés à la toute dernière extrémité de leur impuissance et que, par des actions communes, ils veulent se défendre contre les mouvements révolutionnaires des masses, participer, en commun, et par ordre des grandes puissances, au bloc anti-soviétique.

Mais ces intérêts communs ne sont pas et ne furent pas en état de dissimuler les contradictions et les hostilités existant entre les Etats balkaniques d'aujourd'hui et qui mènent inévitablement à des chocs armés.

Les masses révolutionnaires nationaux et ouvriers aux Balkans connaissent bien les contradictions entre les potentats et leurs préparatifs pour de nouvelles guerres interbalkaniques. Elles connaissent également les intentions criminelles de ces gouvernements, d'étouffer dans le sang les mouvements révolutionnaires de libération afin de pouvoir plus facilement placer les masses des peuples balkaniques au service des grands impérialistes, contre l'Union Soviétique, le premier Etat qui ait donné à tous les peuples une pleine et entière liberté nationale. Aussi, les masses balkaniques révolutionnaires sauront ramasser leurs forces pour empêcher ces politiques criminelles des gouvernants d'aujourd'hui aux Balkans. Elles sauront le faire, et elles auront la force nécessaire de construire, d'ériger de leurs propres mains l'Union des peuples balkaniques, dans la Fédération Balkanique des Peuples Travailleurs.

P. Drag

Mariage royal et fascisme en Bulgarie

(Correspondance de Sofia)

Le mariage du tsar bulgare Boris avec la fille du roi italien — Giovanna — est un événement de grande portée politique, ce non pas seulement pour les Balkans. Le fait même que ce mariage avait été préparé depuis longtemps mais gardé secret jusque ces tout derniers temps, montre que l'on s'attendait à certains obstacles et difficultés. D'autre part, cependant, les derniers préparatifs du mariage furent poussés avec une hâte fiévreuse. Et cette hâte dénote certaines intentions.

Les motifs de ce mariage et des circonstances y afférentes ont leurs racines dans la situation politique intérieure et extérieure dans laquelle se trouve la Bulgarie.

La situation intérieure est caractérisée par une acuité excessive des contradictions et des luttes de classe. Depuis le coup d'Etat du 5 juin 1923, un gouffre infranchissable s'est formé entre le gouvernement et les larges masses populaires. La tentative d'induire en erreur ces masses par une nouvelle édition « revue et corrigée » des anciens partis bourgeois, subit un échec complet. En août 1923, déjà, les partis bourgeois se repartagèrent leurs rôles, en gouvernants et oppositionnels, et en septembre de la même année, la dictature fasciste, ayant à sa tête le gouvernement Tsankoff, fut pour une première fois ébranlée à sa base même. Dans une anxiété mortelle, le gouvernement organisa, plusieurs années durant, des systématiques exterminations en masse du « danger bolchéviste ». 25 à 30.000 ouvriers, paysans et intellectuels furent sacrifiés à la peur et à la vengeance des gouvernants bulgares et de la bourgeoisie oppositionnelle. Des lois médiévales de baillonnement « légalisèrent » chaque nouvelle oppression et destruction de l'« ennemi intérieur ». La presse, les possibilités de réunions, d'organisations, etc. ne devaient plus jamais être permises aux travailleurs. Toute tentative d'une action légale au nom des travailleurs devait être étouffée dans son germe même. Et si aujourd'hui, à l'occasion de ce mariage royal, la presse bourgeoise du pays et de l'étranger fête Boris III et le proclame le sauveur de la Bulgarie, c'est qu'il a bien rempli son rôle de bourreau principal du peuple bulgare. Mais c'est justement pour cela qu'il est tellement haï par les travailleurs qui le nomment Boris le Dernier.

Mais la terreur seule n'est point en état d'exterminer un mouvement profondément enraciné dans les masses. La crise d'après-guerre du capitalisme, aiguësée par l'état économique arriéré du pays et le pressurage de sommes énormes pour des paiements de réparations et de super-profits de toutes sortes, rendirent de plus en plus aiguës les contradictions des classes. La dernière acuité de la crise agricole dont l'agriculture bulgare souffre tout particulièrement par suite de son état arriéré, jeta le pays dans une situation catastrophale. Les paysans petits et moyens sont prolétarisés en masse, leurs biens vendus aux enchères publiques à vil prix par les banques de l'Etat et privées et les usuriers. Les prix du blé, le produit principal de 750.000 entreprises paysannes, c'est-à-dire des $\frac{9}{10}$ mes de toutes les entreprises paysannes du pays, sont tombés de $2\frac{1}{2}$ à 3 fois plus bas, de sorte que les paysans ne peuvent plus payer les dépenses de la récolte et les impôts.

Sur un total de 300.000 à 400.000 ouvriers, il y a 150.000 à 200.000 sans-travail. Les salaires sont tombés à un niveau que l'on n'avait jamais vu jusqu'ici. D'après les statistiques officielles, la grande majorité des ouvriers reçoivent un salaire qui

suffit à peine à acheter au jour le jour une nourriture excessivement misérable. Les trois quarts de tous les ouvriers ont un salaire d'au-dessous de 60 leva (2.25 francs suisses) par jour. Les conditions du travail sont, d'après des observateurs bourgeois, tellement insupportables qu'elles ruinent en quelques années la santé et la vie des ouvriers. Tout l'appareil étatique n'a qu'une seule tâche: réprimer et étouffer toutes les grèves et luttes ouvrières.

Depuis 1927, les ouvriers, dans leurs grèves et luttes, ont répondu aux attaques de la bourgeoisie par des contre-attaques. La rationalisation capitaliste se heurta à une résistance toujours croissante. Les ouvriers multiplièrent de plus en plus les actions du PCB et de la JCB, avec une énergie toujours plus véhémence et en lutte ouverte contre le pouvoir fasciste étatique.

Dans des centaines de villages, les paysans se sont violemment opposés au pouvoir étatique. Dans de très nombreux villages, les percepteurs du fisc, les créanciers et les huissiers sont prévenus que les paysans ne peuvent assumer nulle responsabilité quant à leur vie et leur santé. Dans les dernières élections communales des villages, les paysans ont répondu à la terreur gouvernementale par de l'énergique résistance. Des agitateurs gouvernementaux, qui étaient en même temps des agents de police, furent, malgré leurs pistolets, tellement battus que plusieurs d'entre eux en moururent. Les tentatives de tenir les paysans loin des locaux d'élection eurent bien souvent pour conséquence le désarmement des policiers par la population. Malgré de nombreuses annulations des élections dans beaucoup de villages, parce que les paysans avaient voté contre les candidats gouvernementaux, et malgré la terreur renforcée, le gouvernement ne réussit point à obtenir une augmentation de voix.

Le caractère de masse de la résistance contre la terreur gouvernementale se reflète surtout dans le fait que, ces derniers temps, les procès politiques sont intentés non pas seulement contre les ouvriers actifs et responsables des mouvements légaux, mais aussi contre des ouvriers et paysans sans parti. C'est ainsi qu'au mois de septembre dernier il y eut 21 procès dans lesquels furent condamnés, pour de l'activité politique, des douzaines d'ouvriers et de paysans non organisés; et en octobre, il y eut une trentaine de tels procès. Naturellement, les procès contre les fonctionnaires et rédacteurs appartenant au mouvement légal ne sont pas devenus plus rares. En moyenne, tous les rédacteurs de la presse légale ouvrière sont en prison tous les deux mois.

Toutes ces circonstances ont fait de la crise économique une crise politique de la bourgeoisie bulgare. Et cette crise politique est caractérisée par plusieurs faits. En présence du danger de la nouvelle ascension politique du mouvement ouvrier et de la rapide radicalisation des masses paysannes, les fractions du parti gouvernemental (avec à leur tête Liaptcheff, Bouroff et Tsankoff) ont essayé d'attirer dans le gouvernement leurs premières forces, quoiqu'ils mènent encore les uns contre les autres des combats très acharnés. Mais, quelques mois après la modification du cabinet, par laquelle 3 ministères ont été adjugés à la fraction Tsankoff, les flammes des luttes des fractions se ravivèrent à nouveau. Les prochaines élections parlementaires, la lutte pour les mandats législatifs, portefeuilles ministériels et postes importants de l'administration, ont de nouveau rendu aux luttes fractionnelles une acuité particulière. Il y a quelques jours, nous assistâmes à cette affaire dite d'espionnage, à la suite de laquelle quelques officiers supérieurs se seraient suicidés. Or, dans les derniers conseils du cabinet, les ministres de la fraction de Tsankoff ont affirmé que ces officiers auraient été tout simplement assassinés, par des raisons politiques. La corruption de l'appareil étatique fait des progrès effroyables. On apprend journellement des détournements plus ou moins importants de fonds étatiques ou communaux. Que la corruption ait atteint aussi les sommités de l'administration, l'affaire de ce percepteur qui a été assassiné pour qu'il ne puisse point parler, le prouve amplement.

La situation et l'attitude des partis de l'opposition ne sont pas moins caractéristiques pour la crise politique de la bourgeoisie bulgare. La tentative de la direction de l'Union paysanne de provoquer un raffermissement de ses organisations par sa comédie de la réunion de ses ailes droite et «gauche», et de rétablir son influence, d'endiguer la radicalisation des masses paysannes et de rendre l'Union plus apte à gouverner, a piteusement et complètement échoué. La tendance de repousser toute coalition avec les partis bourgeois et de ne vouloir que la lutte commune, ensemble avec les ouvriers, gagne journellement du terrain. Et c'est précisément pourquoi les leaders de l'aile soi-disant «gauche» recommencent à se prévaloir de radicalisme. Il y a quelques jours, ils repoussèrent toute coalition avec les partis bourgeois, exigèrent la suppression sans condition de toutes les lois d'exception, et en tout premier lieu de celle de la Défense de l'Etat, demandèrent une amnistie générale et également sans condition, etc. Ils ont, cependant, de nouveau capitulé devant la droite officielle, qui s'efforce par tous les moyens à arriver à une coalition avec la dictature fasciste. Toutefois, dans la propagande, ils feront semblant d'être des radicaux, pour atteler ainsi les masses paysannes à la voiture du fascisme agraire.

Le même rôle est joué par les social-démocrates «de gauche», mais avec plus d'habileté. Dans le récent Congrès des social-fascistes, les «gauches» se sont déclarés «décisivement» contre toute coalition avec les partis bourgeois. Plus encore: ils voulaient introduire absolument le principe de la lutte de classe dans la Résolution sur la situation générale. Ils ont maintenu leurs positions jusqu'à la dernière session du parti, et plusieurs même d'entre eux ne voulurent point participer à la direction du parti. Ils veulent ainsi attirer vers eux une masse plus radicale d'ouvriers, pour les gagner à la cause du social-fascisme. Ils sont pour des coalitions, mais seulement après que le social-fascisme ait pris des racines dans les masses.

On voit donc qu'avec plus ou moins d'habileté, le fascisme agraire et le fascisme social servent la dictature fasciste de la bourgeoisie bulgare. Ils se mettront, naturellement, au service de l'oppression violente des masses travailleuses et de l'extermination de leurs organisations de classe, jusqu'à ce qu'ils participent activement à la dictature fasciste.

Les autres partis bourgeois poursuivent une opposition «décisive» contre le gouvernement, mais sont prêts, à tout instant, à combattre avec le gouvernement le danger bolchéviste, à partager le pouvoir avec le parti gouvernemental.

Il est caractéristique, pour la situation intérieure du pays, que, aux jours des préparatifs pour la réception du couple couronné, le pays tout entier a été déclaré en état de siège.

Les arrestations en masse, les perquisitions, le contrôle des légitimations, etc., représentaient la partie la plus importante de ces préparatifs. Toute la garnison de Sofia fut mobilisée le jour de la cérémonie nuptiale. Un triple rang de soldats a dû protéger le couple royal contre «l'amour du peuple», tandis que la police avait occupé les quartiers ouvriers pour étouffer immédiatement toute démonstration ouvrière. Jusqu'au tout dernier moment, toute la presse bourgeoise et jaune répandait des mensonges sur la date d'arrivée et du trajet projeté du roi sur territoire bulgare. On voit donc combien «le plus aimé de tous les rois» se sentait sûr dans son propre pays. Pour essayer de justifier toutes ces mesures, créer un courant de pogromes contre les organisations légales de masse, et renforcer la terreur contre elles, on exploita même le tout dernier moyen — un attentat contre le train royal. Il est bien possible qu'un attentat ait été réellement exécuté, mais il est plus probable que l'attentat ait été mis en scène par la police elle-même. Il est, en effet, bien étrange que des coups de feu soient tirés contre le train, et qu'un soldat de la garde de la voie ferrée en soit blessé. On raconte qu'en réalité, ledit soldat aurait lui-même tiré un coup de feu, suivant une ancienne coutume populaire de tirer des coups de fusil à l'occasion d'un mariage. Mais la direction de la police, dont le chef est Liaptcheff lui-même, veut en faire un moyen de combat contre les communistes. Elle veut surtout justifier par là les persécutions des émigrés politiques retournant au pays, leurs internements, leurs emprisonnements, leurs maltraitements.

Dans la politique extérieure, le mariage de Boris a clos l'étape du développement vers la franche orientation italienne de la bourgeoisie bulgare. Certes, et depuis plusieurs années déjà, la Bulgarie est devenue une base de guerre contre l'URSS, sous la protection et la direction des grandes puissances impérialistes. Depuis plusieurs années, les préparatifs de guerre sont poussés presque tout ouvertement. Des écoles «secrètes» d'officiers augmentent tous les ans les cadres des officiers. Tous les ans, les officiers de réserve sont mobilisés pour des manoeuvres de 45 jours. La jeunesse scolaire est éduquée militairement, et dans le sens patriotico-chauviniste, contre «l'ennemi intérieur et extérieur». Les munitions entrent «en contrebande», de l'étranger, et des pays qui s'affublent de pacifisme y participent aussi. L'armée «de volontaires» est exercée fiévreusement par des manoeuvres des plus compliquées. Depuis plusieurs années, on ne peut d'ailleurs pas parler d'une armée «de volontaires», car seuls les fils de la grosse bourgeoisie ne sont pas tenus de s'enrôler dans l'armée: nul autre ne peut se libérer du service militaire moyennant la taxe dite «de guerre». Il est déclaré tout ouvertement que «nous devons nous tenir prêts, car cela peut éclater à chaque instant». Depuis plusieurs années déjà, l'Italie avait assumé le rôle de dirigeant principal de ces préparatifs de guerre. Elle ne fait, à présent, que continuer ce même rôle avec plus de conséquence, plus de système, plus de succès.

Mais, ces préparatifs de guerre ont une autre pointe encore. L'aiguïsement des contradictions impérialistes entre les grandes puissances ont depuis toujours aiguïse aussi les contradictions aux Balkans. Le mariage de Boris le Dernier est, cependant, un grand pas en avant dans la complication plus violente encore des rapports entre les Etats balkaniques capitalistes d'une part, et entre la France et l'Italie, de l'autre. Les rapports entre la Bulgarie et la Yougoslavie ressentiront tout particulièrement l'influence de l'orientation italienne de la bourgeoisie bulgare. Le danger de guerre aux Balkans a ainsi approché de beaucoup. Mais les rapports avec la Grèce et la Roumanie s'en ressentiront aussi, et fort sensiblement.

Mussolini a lui-même souligné avec une franchise cynique l'importance du mariage royal pour la pénétration aux Balkans du fascisme italien. Il dit encore que le fascisme

ne se trouvait plus limité économiquement, et qu'il n'était plus une spécialité italienne, comme il l'avait jadis prétendu. Mussolini avait bien dit que «le fascisme n'était point un article d'exportation», mais ceci ne correspondrait plus à la réalité, parce que le fascisme aurait fait d'immenses progrès dans le monde entier.

La presse officieuse française souligne, elle aussi, l'importance ci-haut mentionnée du mariage royal, considérée naturellement du point de vue de l'impérialisme français. Néanmoins, la politique française fait cause commune avec l'impérialisme italien dans les préparatifs à la guerre anti-soviétique. C'est ainsi qu'il faut expliquer la visite de M. Flandin, ministre français du Commerce, à Sofia et dans les autres capitales balkaniques. L'impérialisme français veut tirer profit de la profonde crise agricole des pays balkaniques pour les enrôler dans le front économique et de guerre contre l'Union Soviétique.

A. W.

Les Albanais du Kossovo

Les serfs du régime panserbe

Une minorité nationale qui a toujours été opprimée, et qui à l'heure actuelle l'est plus que jamais, et est en voie d'être exterminée, c'est le peuple albanais de Kossovo, condamné par les puissances impérialistes à subir le joug serbe.

Ceux qui sont peu au courant des méthodes barbares appliquées par les militaristes serbes pour exterminer les Albanais du Kossovo pensent peut-être que les révélations que nous avons toujours faites et que nous continuons à faire sur les atrocités serbes au Kossovo sont quelque peu exagérées. La vérité est, cependant, que tout ce que nous avons dit et écrit jusqu'ici à ce sujet, loin d'être exagéré, reste au contraire bien au-dessous de la réalité. Nous devons, en effet, avouer à notre honte que nous n'avons pas su faire connaître par le détail à l'opinion publique mondiale les innombrables faits criants sur toutes les souffrances, toutes les infâmies endurées par cette malheureuse population albanaise.

Le sort des minorités nationales aux Balkans est beaucoup plus cruel, beaucoup plus insupportable que celui des minorités nationales de l'Europe centrale et nord-orientale. Mais les Albanais du Kossovo, non seulement ne jouissent d'aucun droit national ni civils ni politiques, mais sont condamnés à l'extermination par le régime panserbe. Le massacre de dizaines de milliers d'hommes, femmes, vieillards et enfants, la destruction par le feu de milliers de maisons de paysans, l'expropriation brutale et systématique de la population travailleuse dans les villages — voilà les faits tragiques qui caractérisent l'histoire des souffrances de cette minorité nationale albanaise, et qui ont été perpétrés non point pendant les siècles barbares des invasions du Moyen-Age, mais actuellement, en 1930, en notre siècle de haute civilisation.

Oui, à l'heure actuelle, le peuple albanais endure, et d'une façon de plus en plus féroce, les pires des atrocités qui, dans le royaume des Karaguéorguévitch, ont toujours été et sont plus que jamais à l'ordre du jour. Lorsqu'elles déclanchèrent la guerre mondiale, les puissances impérialistes, pour masquer les vrais buts de leur politique, lancèrent le fameux mot d'ordre de la libération des peuples opprimés et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Mais ce fut en réalité après cette guerre que commença l'asservissement réel de maints peuples qui avaient jusque là joui d'une certaine indépendance nationale. Les minorités balkaniques, qui subissaient le joug de l'oppression nationale avant la guerre mondiale, ont à un moment donné vraiment cru que le fameux aréopage de Genève prendrait effectivement la défense de leurs droits. Car la Société des Nations avait fait siens tous ces fallacieux mots d'ordre lancés par les impérialistes au cours de la guerre mondiale. Notamment le peuple albanais de Kossovo et de Tchamria avait plus que toute autre minorité nationale placé ses espoirs en l'aréopage genevois, et il s'est évertué à lui fournir d'amples informations sur la terreur des autorités civiles et militaires serbes et grecques. Mais la Société des Nations s'est obstinée et s'obstine toujours à faire la sourde oreille. Car les puissances que représentent aujourd'hui les dirigeants de la Société des Nations, ont elles aussi fait la sourde oreille aux gémissements qui s'élevaient à la suite des sévices perpétrés au Kossovo par la soldatesque serbe pendant et immédiatement après les guerres balkaniques. Les panserbes s'étaient emparé du Kossovo, y avaient déclaré l'état de siège, et, sous différents prétextes, ils y avaient massacré plus de 150.000 Albanais, afin d'y exterminer les Albanais, afin de désalbaniser le Kossovo. Et aucune des grandes puissances ne s'était opposée à l'impérialisme serbe qui avait détaché du peuple albanais la moitié du pays albanais et l'avait placée sous sa propre botte. Un cas d'une occupation pure et simple d'un pays par un autre dans cette Europe civilisée, et passée sous le silence criminel le plus absolu.

Les Etats actuels de l'Europe, qui se taisent sur tout ce qui se passe au Kossovo après la guerre mondiale, se taisent surtout sur la terreur serbe continue au Kossovo qui y est si féroce exercée dans le but d'achever la dénationalisation de ce pays et sa transformation en une province serbe — dans le but d'y exterminer les Albanais qui,

avant la guerre, y constituaient les 85% de la population toute entière. Nous en donnons ci-après quelques précisions et chiffres :

12.371 hommes, femmes et enfants furent massacrés ou brûlés vifs dans leurs propres maisons, par les bandes officielles du régime serbe; 22.100 personnes ont été emprisonnées et féroce­ment torturées par les autorités serbes, et un grand nombre en ont péri à la suite des souffrances subies; 10.795 familles ont été déracinées de leurs foyers et jetées sur le grand chemin de l'exil; 6000 maisons, ainsi que tous les villages du district de Plava et de Goussigné et 30 villages du district de Drenitza ont été incendiés et complètement rasés. L'Organisation nationale albanaise pour la défense de la population de Kossovo, par des rapports documentés, a porté à la connaissance de la Société des Nations toutes ces barbaries perpétrées dans un coin de l'Europe par un Etat membre de la Société des Nations, et elle a demandé à maintes reprises la nomination d'une commission internationale d'enquête et la prise immédiate de mesures pour mettre fin à ces massacres qui constituent une honte pour la civilisation européenne. Mais la Société des Nations n'a jamais daigné donner une suite quelconque à ces réclamations.

Cette criminelle carence de la Société des Nations a encouragé les terroristes panserbes à redoubler leurs forfaits. Ils avaient déjà nié à la minorité nationale albanaise tout droit national, politique et culturel, de sorte que les presque 700.000 Albanais de Kossovo et de Dibra, c'est-à-dire une population à peu près égale à celle de l'Etat albanaise actuel, ne possèdent pas une seule école albanaise. Par la suite, les livres albanais ont été interdits, la langue albanaise a été interdite, les enfants albanais sont contraints à fréquenter les écoles serbes, les noms albanais — à l'instar des noms en Macédoine — ont dû être serbisés par ordre de la préfecture de la police: par exemple, un Youssouf Békir doit s'appeler dorénavant Youssouf Békirovitch, etc. Simultanément, la terreur du régime panserbe s'est acharnée à appauvrir le paysan albanaise. Les terres des paysans albanais ont été confisquées et données à des agents fidèles du gouvernement qui ont été installés dans les foyers des Albanais. Et l'Albanais du Kossovo n'a même pas le droit de se plaindre auprès des tribunaux et autorités serbes des iniquités qu'il subit à chaque instant — car cette plainte même est considérée par le régime serbe comme un crime qu'il punit féroce­ment. Ainsi, Ferhad Draga, ancien député à la Constituante, un des hommes les plus en vue du Kossovo, pour avoir osé élever la voix contre des crimes a été arrêté et condamné à 20 ans de travaux forcés. Un autre intellectuel albanaise, Nazim Gafouri, pour avoir osé protester par des voies légales contre les crimes perpétrés par des spadassins serbes lors d'une campagne électorale municipale, a été immédiatement assassiné devant sa propre maison par des gendarmes serbes. Le prêtre catholique albanaise Stjefen Ghetchovi, âgé de 60 ans, homme de lettres et archéologue éminent, pour avoir osé se rendre au commissariat de police de Prizrend pour y protester contre les persécutions auxquelles il était en butte parce qu'il enseignait, par des leçons privées, l'alphabet albanaise, a été abattu par deux balles au moment même où il quittait le bureau de police pour rentrer chez lui. Un autre vieux Albanais, Mulla Aga Pllava, qui avait adressé au gouvernement central une plainte contre les crimes perpétrés par les autorités locales, fut assassiné au sein même de sa famille, et sa femme et un enfant de deux ans furent grièvement blessés. Etc. etc.

Les bandes terroristes organisées par le gouvernement au cours de ces 18 années de domination serbe au Kossovo, à côté de leurs crimes contre des individus ont bien souvent procédé aussi à des exécutions en masse, sans épargner ni femmes, ni enfants. Des volumes entiers ne suffiraient pas à énumérer tous les forfaits, assassinats, massacres, pillages, etc., commis au cours de ces 18 années d'esclavage au Kossovo et Dibra par ces bandes terroristes officielles dirigées par la clique militariste de la Main Blanche et par son organe exécutif «La Défense Nationale», l'organisation fasciste panserbe. Les Albanais de Tchamria ont, du reste, subi un sort analogue sous le joug grec.

*

Les Kossoviotes ont joué un rôle de tout premier ordre dans la lutte pour l'indépendance du peuple albanaise. Sous la domination turque, les Albanais du Kossovo ont joui d'une certaine autonomie administrative locale qu'ils ont toujours défendue par les armes contre toutes les tentatives de centralisation dénationalisatrice du régime des sultans. En 1908, les paysans kossoviotes ont soutenu la révolution jeune-turque dans l'espoir de conquérir, dans les cadres de l'Empire ottoman, une autonomie administrative et culturelle qu'ils considéraient comme la dernière étape vers l'indépendance du peuple albanaise tout entier. Mais les Jeunes-Turcs, arrivés au pouvoir, n'ayant pas tenu les promesses qu'ils avaient faites, les Kossoviotes, qui avaient été induits en erreur par les beys féodaux et s'étaient mis en marche pour sauver le régime du sultan (1918), se révoltèrent, en 1912, conquièrent Skopié qui était alors le centre administratif du Kossovo, et, après avoir infligé à l'armée turque de nombreuses défaites, se rendirent maîtres de tout le Kossovo. Ils purent ainsi imposer au gouvernement turc une grande partie des revendications nationales albanaises. Cette victoire remportée sur l'Empire ottoman par les révolutionnaires kossoviotes a accéléré la conclusion de l'alliance des Etats balkaniques contre la Turquie et le déclanchement de la guerre balkanique. Le résultat de

cette guerre fut, cependant, le morcellement de l'Albanie en trois parties, dont deux furent adjugées à la Yougoslavie et à la Grèce, et de la troisième partie fut constitué l'Etat albanais. Ainsi, Kossovo, qui avait tant fait pour la libération du peuple albanais, est retombé sous un joug beaucoup plus lourd et beaucoup plus cruel que celui des sultans.

La vérité historique exige que nous ajoutions à ce que nous venons d'exposer que les beys albanais, à part quelques rares exceptions, n'écoutant que la voix de leurs propres intérêts et fidèles à leurs traditions de vils serviteurs des étrangers, pour le prix de la sauvegarde de leurs possessions féodales se mirent au service des subjugués de l'Albanie et secondèrent l'asservissement du peuple albanais. Ces beys, relevons-le, ont toujours joué un rôle néfaste dans les héroïques mouvements révolutionnaires du peuple albanais. En 1914, ils se sont placés sous le commandement d'Essad pacha Toptani et ont lutté contre les nationalistes albanais, pour le compte des impérialistes grecs et serbes. Ils ont ainsi directement contribué à la dévastation et au pillage de l'Albanie par les troupes serbes et grecques qui, après avoir désarmé la population, ont incendié des centaines de villages et massacré des milliers d'Albanais.

*

La situation des minorités nationales en Yougoslavie est affreuse. Ces peuples opprimés ne doivent attendre leur salut ni de la Société des Nations, et ni des grandes puissances impérialistes. Il ne pourront s'affranchir de leur esclavage que par leur propre lutte révolutionnaire contre leurs oppresseurs.

Le jour n'est pas loin où les peuples opprimés de Yougoslavie et de tous les Balkans s'uniront pour secouer d'un commun effort le joug de leurs ennemis intérieurs et extérieurs. Dans cette lutte des opprimés contre les oppresseurs, les Albanais de Kossovo et de Dibra sont appelés à jouer un rôle de tout premier ordre pour l'union de tout le peuple albanais en une République vraiment indépendante, dans le sein de la Fédération Balkanique.

Lano Borshi

Le mouvement de libération en Albanie

De tous les peuples des Balkans, les Albanais ont été les derniers à conquérir leur soi-disant liberté nationale. Tous les mouvements nationaux avaient dû leur naissance à l'oppression nationale; or, les Albanais, surtout ceux qui avaient embrassé la religion islamique — et c'en était la grande majorité — ne se sentaient aucunement opprimés en tant que nation dans les cadres de l'Empire Ottoman.

D'après nos braves historiens, un beau matin, vers le milieu du XIX. siècle, la conscience nationale des Albanais se serait tout d'un coup réveillée et se serait mise à chanter des hymnes patriotiques et à casser de la vaisselle . . . et voilà que le mouvement national albanais aurait commencé.

Mais, en a-t-il été ainsi, en réalité?

Pour bien pouvoir comprendre l'histoire du mouvement national de l'Albanie, il est nécessaire de connaître, ne fût-ce qu'en grandes lignes, la structure économique et sociale d'avant-guerre de ce pays.

A lire les histoires merveilleuses et épouvantables que les écrivains bourgeois racontent de l'Albanie, on s'imaginerait vraiment que ce pays n'est qu'un agglomérat de montagnes romantiquement sauvages et terriblement pittoresques, dans lesquelles vit altièrement une race de héros et de brigands. Ceci, c'est le mythe albanais qui, comme tous les mythes, ne contient qu'un grain de vérité, et tout le produit précieux d'une féconde imagination poétique.

La réalité, pourtant, est plus prosaïque, et bien triste.

*

On peut, en grands traits, diviser l'Albanie en quatre zones qui, par leur structure économique et sociale, par le niveau de culture et les mœurs de leurs habitants, sont bien distinctes les unes des autres. Ce sont: les montagnes du Nord, le littoral Adriatique, le Sud, et le Kossovo qui est actuellement occupé par les Serbes.

Au Nord, ce sont des montagnes inaccessibles, et environ deux cent mille Albanais y vivent dans des conditions tout-à-fait primitives. Leur principal moyen de subsistance, c'est l'élevage du petit bétail, un élevage pratiqué comme aux bienheureux temps bibliques. L'agriculture (maïs, pommes de terre, fruits) n'y tient qu'une place tout à fait secondaire. Le montagnard qui produit chaque année assez de maïs pour se nourrir, lui et les siens, pendant plus de quatre ou cinq mois, c'est un aisé, une exception.

Dans ces régions, l'économie naturelle règne en maîtresse absolue. On y produit soi-même presque tout ce dont on a besoin: vêtements, meubles, nourriture. On achète du maïs au marché, et on y vend des peaux, du bétail, du bois, que l'on transporte sur le dos de son âne, et, à défaut d'âne, sur son propre dos, à trois ou quatre journées de distance. Si l'on n'a ni peaux, ni bétail et ni bois à vendre, on embrasse alors la pro-

fession honnête de brigand. Ce n'est pas là un sport, c'est une tragédie. Si on y laisse sa peau, tant pis! Chaque métier a bien ses risques. Cela vaut en tout cas mieux que de regarder, les bras croisés, ses enfants mourir de faim, lentement. Il y a, il est vrai, un autre métier encore: la guerre. Si le sultan a besoin de mercenaires, on n'hésite point, on s'engage, et on s'en va en guerre, au Yémen, au Crimée, en Lybie, partout. Si on en sort vivant, c'est tout autant de gagné, on rentre toujours chez soi avec quelques bonnes pièces d'argent en poche, et le maïs est assuré pour quelques mois.

La famille, toujours très nombreuse, est dans ces montagnes une unité économique et sociale très solide. La famille y est tout; l'individu, bien peu de chose. La famille produit presque tout ce dont elle a besoin. L'argent ne sert qu'à régler les rapports économiques, d'ailleurs bien restreints, entre la ville et la montagne; dans les échanges courants, de famille à famille, l'argent ne joue presque pas de rôle; le troc, l'échange en nature, suffit pleinement aux besoins économiques rudimentaires de cette société patriarcale. L'unité générale du troc, c'est le mouton.

A l'intérieur de cette famille de la montagne, il y a deux espèces de divisions pour le travail: division d'après le sexe, et division d'après l'âge. La femme fait tout; l'homme ne fait presque rien. Si! Il va à l'Assemblée — disons *agora*, avec Homère — de temps en temps, il descend en ville pour y faire du commerce. Et puis, toujours, il porte son fusil. Ceci, c'est non seulement du travail, c'est une fonction sociale, car il y a la *vendetta*. La famille, c'est un Etat en miniature, et chaque branche y a son ministre: guerre, politique, économie, etc. Les plus jeunes font les travaux les moins nobles, le plus noble étant le métier de la guerre. Dans ces régions où la guerre a toujours été la règle et la paix presque un accident, le métier de guerrier acquiert naturellement une importance sociale extraordinaire, et c'est ce qui précisément confère au mâle une haute valeur et lui assure dans la famille une situation privilégiée. L'homme, c'est l'être supérieur, le *trim*, le héros; la femme, elle, c'est quelque chose comme un être vicieux, lubrique, dont un Albanais des montagnes a toujours honte de prononcer le nom. La femme, c'est un mal nécessaire. Le guerrier, lui, déteste, naturellement, le travail; il le méprise. Le travail, c'est bon pour la femme. C'est elle qui doit faire tout. Et elle devient ainsi une esclave, une bête de somme, un objet de plaisir, un instrument de reproduction. Aussi, la mortalité des femmes dans les montagnes est-elle terrible, et leur valeur marchande relativement très haute: il faut donner tant et tant de bétail pour avoir une femme.

Voilà, en quelques mots brefs, comment les choses se trouvaient être dans les montagnes du Nord de l'Albanie jusqu'à la veille de la guerre générale.

Depuis cependant une vingtaine d'années, sous l'influence croissante du capitalisme qui se développe dans les villes albanaises aussi, sous la pression de plus en plus forte de l'Etat albanais centralisé, et à la suite de ces multiples invasions que l'Albanie a dû subir pendant la guerre, la structure économique et sociale des montagnes se transforme lentement mais continuellement. L'argent fait déjà sentir son influence dissolvante dans le vieil organisme patriarcal, le pillage devient de plus en plus impossible, le métier de mercenaire ne rapporte plus rien, la justice civile se substitue graduellement à la *vendetta*, les mœurs s'adoucissent, et l'homme, en conséquence, perd une bonne partie de sa valeur sociale privilégiée: il lui faut, à lui aussi, maintenant, mettre la main à la pâte, travailler. Et c'est ce qu'il veut faire.

Les plaines albanaises, qui s'étendent principalement le long du littoral Adriatique, étaient jadis réputées pour leur grande fertilité; aujourd'hui, elles sont, en majeure partie, inondées et transformées en marais, ou ne servent qu'au pâturage. Il y a bien quelques bonnes terres, mais ces terres-là sont les tchiftliks des beys. Le tableau, dans ces plaines jadis si fertiles, est bien triste. Le féodalisme a asservi le paysan albanais avec une sauvagerie particulière, il l'a spolié, opprimé, exploité, humilié, assassiné, il a ruiné le pays, et les bulcs (bulci) albanais se sont enfuis de leurs terres sitôt qu'ils l'ont pu. Ceux qui restent encore n'ont ni la force, ni le goût, ni l'intérêt pour le travail. A quoi bon, se disent-ils, travailler comme une bête de somme pour ne produire que pour l'oppresser, le bourreau? Et ils appliquent, tout naturellement, la loi du moindre effort. Il en est résulté la décadence complète de l'agriculture, la transformation des champs en marais. Tel a été le bilan du féodalisme en Albanie. Et aujourd'hui encore, les beys y règnent en maîtres absolus, en satrapes asiatiques. La misère, la moustique et le bey ont anéanti la belle race du cultivateur albanais. L'amour de la liberté semble s'être éteint à jamais dans les coeurs de ces hommes, par le fer et le feu on leur a ravi leurs moyens de production, et on a du mal à reconnaître en ces serfs les fameux fils des aigles, d'antan.

L'Albanie du Sud, pays essentiellement montagnoux et dont les terres sont morcelées à l'excès, n'est pas non plus en état de nourrir ses habitants. Les bonnes terres, là aussi, sont les tchiftliks des beys. Et, dans ces conditions, nous, voyons ici aussi la misère noire, l'usure, l'émigration — l'histoire trop connue et trop triste de tous les pauvres paysans balkaniques.

Le sort des artisans, des petits commerçants, en un mot de la petite bourgeoisie des villes, n'est guère plus doux. Etranglés par le capitalisme envahissant, ils se débattent dans la misère, sont assassinés par l'usure, se jettent dans l'émigration.

Le Kossovo, enfin, la plus riche province de l'Albanie, est le pays de la grande paysannerie indépendante; il y a aussi des tchiftliks dans lesquels travaillent des milliers de paysans, serbes en grande partie, horriblement exploités. Le Kossovo a résisté par les armes à toutes les tentatives centralisatrices de Constantinople.

La bourgeoisie commerciale-usuraire de l'Albanie, le grand fléau de tous les pauvres pays orientaux, cette classe avide, lâche et réactionnaire, a ruiné la ville et la campagne albanaises, en faisant toujours cause commune avec les féodaux. En Albanie, cette classe n'a jamais pu jouer un rôle indépendant et elle a toujours cherché la protection de la domination turque, grecque ou italienne, selon qu'elle était musulmane, orthodoxe ou catholique. La petite bourgeoisie commerciale et industrielle n'existait point avant la guerre mondiale.

Tel est approximativement le tableau social de l'Albanie. Ajoutons encore que les Albanais appartiennent à trois religions: musulmane, orthodoxe et catholique; et que les musulmans sont eux-mêmes divisés en plusieurs sectes, dont les *Bektashis* jouèrent un rôle très important par leurs luttes contre la Turquie qui les persécutait toujours comme des hérétiques

*

Et maintenant, voyons comment s'est réveillée la conscience nationale albanaise. Nous sommes au XIX. siècle, en Empire Ottoman. Développement du capitalisme, construction de routes carrossables et de voies ferrées, mouvement centralisateur de l'Etat, lutte contre les restes féodaux, abolition du système des troupes mercenaires, introduction du système fiscal bourgeois, etc. L'Albanie était aux Balkans le pays où les survivances féodales étaient encore très fortes; elle avait toujours joui d'une espèce d'autonomie administrative très large et elle n'avait payé que bien peu d'impôts (les montagnes, elles, n'avaient jamais rien payé). Les féodaux albanais, descendants de chefs mercenaires, et eux-mêmes mercenaires pour la plupart, étaient les plus grands profiteurs de l'Empire Ottoman, dans lequel ils avaient toujours joué un rôle très important et très néfaste. Ils étaient donc, tout naturellement, les ennemis les plus acharnés du nouveau cours de la politique turque. Ils lutteront, alors, jusqu'au bout pour le sultan et pour l'ancien régime; et, le jour où ils auront désespéré de pouvoir conserver l'ordre des choses féodal, ils commenceront petit à petit à se détourner de la Turquie. De là au mouvement national albanaise, il n'y a qu'un pas: les plus éclairés le feront tout de suite; les autres, qui avaient encore des racines à Stamboul, livreront le dernier combat autour du palais du sultan Hamid, pour aller ensuite se jeter eux aussi dans le mouvement national albanaise.

Pour les beys menacés de la ruine complète, il s'agira alors de créer une Albanie autonome dans les cadres de l'Empire Ottoman, une Albanie féodale dans laquelle ils continueraient à régner sans être inquiétés par le mouvement centralisateur de la nouvelle Turquie. Il y aura cependant aussi quelques beys honnêtes, comme par exemple Naoum bey Frasherî, poète médiocre mais homme de grande probité et qui fut l'un des apôtres de l'indépendance nationale. La malheureuse petite bourgeoisie, surtout celle du Sud, qui cherchait désespérément une voie pour sortir de sa grande misère, se jettera, en grande partie, dans le mouvement national, et elle, elle luttera pour l'indépendance et non pas pour l'autonomie. Les paysans, les *Bektashis* surtout, qui appartiennent aux couches les plus miséreuses de la population du Sud, adhéreront en masse au mouvement, dès le début. Il en sera de même des montagnards du Nord, qu'on veut obliger déjà à payer des impôts et qu'on veut désarmer pour pouvoir mieux les mater. Kossovo se mettera en branle surtout après 1908. Les beys kossoviotes voulaient restaurer l'ancien régime, la masse des paysans voulait abolir les impôts, et ainsi ils ont ensemble marché sur Salonique en chantant:

«Lève-toi, Isa, marchons,

Nous voulons abolir la Constitution,

Nous voulons libérer le sultan de sa prison...»*)

Les paysans musulmans de Kossovo étaient bien contre les réformes bourgeoises des Jeunes-Turcs; mais, ce qui les intéressait surtout, c'étaient les impôts.

A la tête du mouvement national albanaise s'étaient placés des intellectuels, surtout des jeunes.

*

Telles ont été les forces motrices du mouvement national albanaise. Le commencement réel du mouvement peut être fixé chronologiquement en 1878, avec comme point de départ le Congrès de Berlin. Ce Congrès avait adjugé des provinces albanaises aux

*) Isa Boletîn était un chef féodal qui s'était illustré dans les luttes contre les Turcs et les Serbes; il fut assassiné à Cettigné en 1915.

Etats balkaniques voisins. Les Albanais commençaient à voir que le démembrement de l'Empire Ottoman était désormais chose certaine, et le danger d'être jeté sous la domination serbe, grecque, etc., sera dorénavant pour l'Albanais une menace constante. Une résistance armée a donc été organisée contre les décisions du Congrès. La Turquie, au début, encouragera ce mouvement. Mais, par la suite, elle voudra la freiner, l'enrayer; trop tard; le mouvement national albanais suivra son cours et ébranlera à sa base même l'Empire Ottoman.

Il ne faudra pourtant pas mésestimer la grande influence qu'ont exercée sur le mouvement albanais les mouvements d'affranchissement des autres pays balkaniques. Les Albanais avaient joué un grand rôle dans le mouvement révolutionnaire grec, il y avait eu des Albanais dans tous les deux camps: Botzaris était un Albanais, et Omer bey Vrioni était aussi un Albanais. Le mouvement héroïque du peuple macédonien a également fourni aux Albanais plus d'une leçon.

D'autre part, des puissances impérialistes, comme l'Autriche-Hongrie, et aussi l'Italie, ont soutenu le mouvement national albanais pour des raisons faciles à comprendre.

Jusqu'en 1912, et même jusqu'en 1924, ce mouvement était dirigé par les beys. En 1912, guerre balkanique: les beys marchent avec les Turcs pour défendre l'intégrité territoriale de l'Albanie. La Turquie fut battue, l'Albanie démembreée. Kossovo qui, plus que tout autre province albanaise, avait contribué à la libération de l'Albanie, Kossovo deviendra serbe.

En 1912, l'indépendance de l'Albanie fut proclamée à Vallona par les nationalistes albanais; en 1913, la Conférence de Londres sanctionna l'indépendance, mais aussi le démembrement de l'Albanie. Les impérialistes n'avaient pas pu s'entendre pour se partager l'Albanie, et ils décidèrent de créer un Etat microscopique, avec, chez chacun d'eux, l'arrière-pensée de l'annexion au moment propice.

Depuis cette date, les contradictions entre les beys et la petite bourgeoisie se révéleront toujours plus profondes, plus irréductibles; la lutte de classe se déclanchera, et elle aboutira à l'épisode de 1924. Mais de tout ceci, nous parlerons dans un prochain article.

L. Foundo

Locarno de Bourreaux

Barbusse, Renoult, Jourdain, Thorez le clouent, tour à tour, au pilori, à la Salle des Sociétés Savantes à Paris

Le succès obtenu par le meeting du 5 novembre à l'Hôtel des Sociétés Savantes a dépassé les espoirs même des plus optimistes parmi les organisateurs de cette belle réunion. Soit parce qu'elle savait vouée à un échec la Conférence d'Athènes, soit pour toute autre raison que ce n'est pas ici le lieu de rechercher, la grande presse n'avait pas cru devoir donner à cette farce une très large publicité, ni commenter longuement les vraies raisons de cette vaine parlotte. Nous pouvions donc craindre qu'il ne se trouvât pas un public très étendu pour s'intéresser à la mise au point que nous jugions utile de tenter.

Contrairement à l'attente de beaucoup d'entre nous, c'est devant une salle comble que Barbusse ouvrit la séance. Etudiants ou ouvriers, balkaniques ou français, les auditeurs savent avec quel soin et quelle sympathie Barbusse a étudié l'histoire passée et la situation actuelle des pays balkaniques. Aussi est-il écouté avec une attention émue, et puis applaudi avec enthousiasme, quand il évoque, lui qui a tenu à fraterniser avec les prolétariats de ces malheureux pays, leur courage et leur dévouement, quand il rappelle ce qu'il a vu dans la prison de Belgrade, la fameuse Glavniatcha; dans celle de Bucarest, la non moins tristement fameuse Doftana.

Entrant dans le vif du sujet, en même temps qu'il élève le débat, Barbusse dénonce la sinistre comédie que viennent de jouer à Athènes les bourgeoisies au service des grandes puissances spoliatrices. Les efforts que ces bourgeoisies affectent aujourd'hui de tenter pour constituer une Fédération, constitue la plus burlesque des parodies. Une fois encore, la réaction tente de s'emparer, en la défigurant, d'une grande et noble idée révolutionnaire. Fédération? Oui certes, mais ce mot ne cachera que la pire démagogie tant qu'il sera prononcé par des gouvernements qui ont montré en quel mépris ils tenaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Une grande Fédération a été constituée, il y a 13 ans, à l'Est de l'Europe: l'exemple que nous entendons suivre, l'enseignement que nous entendons recueillir, c'est l'exemple et l'enseignement que les héros d'Octobre ont donnés au monde.

Libérés de leurs gouvernements, affranchis de la dictature bourgeoise comme de la tutelle des grands Etats capitalistes, les prolétariats balkaniques pourront enfin

réaliser cette Fédération qui n'est point de la compétence d'une Conférence d'Athènes, d'un *Locarno de bourreaux*.

«Locarno de Bourreaux» répète Daniel Renoult qui prend la parole au nom du S. R. I. On sait que Renoult est un spécialiste des questions balkaniques. Rien de ce qui se passe dans la Péninsule ne lui est étranger. Nul n'était plus qualifié que cet excellent militant, ce grand et fidèle ami des peuples opprimés, pour rappeler les horreurs de la Terreur Blanche. Il ne peut, bien entendu, songer à épuiser un pareil sujet en une courte intervention. Obligé de se limiter à quelques exemples typiques, il évoque notamment le martyre d'Irène Sancovici, torturée dans les prisons de Roumanie et si bien reconnue innocente qu'elle reçut le décret de sa mise en liberté... le jour de sa mort. Renoult salue la mémoire de tant d'autres victimes de la sinistre Sigourantzou ou du fascisme bulgare. Il nie à leurs bourreaux tout droit à parler aujourd'hui d'union fraternelle; il affirme et prouve qu'ils mentent quand ils disent préparer la paix. Ils préparent la guerre. Contre qui? On ne le sait que trop: contre l'U. R. S. S. Au moment où se tenait la Conférence d'Athènes, des pourparlers s'engageaient entre la Roumanie et la Pologne pour sceller plus profondément leur accord dirigé contre le grand Etat prolétarien. La Conférence d'Athènes n'a été qu'un épisode du grand complot anti-soviétique, complot dans lequel les gouvernements de la Péninsule ont depuis longtemps accepté d'entrer. Lorsqu'en 1919, Clémenceau organisait la croisade armée contre la Révolution d'Octobre, ne fit-il pas appel à son ami Vénizélos, et celui-ci ne mit-il pas à sa disposition les mercenaires grecs? Comment les ouvriers et les paysans balkaniques pourraient-ils attendre leur libération de ces contre-révolutionnaires féroces, de ces fascistes sanguinaires que Barbusse a cloués au pilori dans son beau livre «Les Bourreaux».

«Ce sont ces ouvriers, ces paysans qui réaliseront eux-mêmes la Fédération», déclare à son tour un camarade serbe. Et ce sont eux qui, sous l'égide du parti communiste, prendront la défense de l'U. R. S. S. Parlant au nom du Parti Serbe, l'orateur se fait acclamer par tous ceux qui entendent sa langue, en stigmatisant les dynasties et en répétant à l'adresse des Karaguéorgévitch le mot de «Doli» avec une passion si éloquente qu'elle se communique à toute la salle.

Et voici Maurice Thorez à la tribune. Le secrétaire général du P. C. F. est aimé de tous les auditeurs révolutionnaires pour sa mâle éloquence, si claire, si simple, si humaine, et plus encore pour l'ardeur de ses convictions, pour la foi révolutionnaire, pour la sincérité, l'abnégation dont il a déjà donné tant de preuves. Il apporte aux prolétariats balkaniques le salut du Parti Communiste Français et l'assurance d'une complète solidarité. La caractéristique du P. C., sa qualité essentielle, c'est d'être vraiment et avant tout internationaliste. Il porte naturellement sur trois terrains son action qui se résume en ces trois mots d'ordre: contre la misère, contre le fascisme, contre la guerre.

Or, aucune misère n'est plus angoissante que celle de la classe ouvrière des Balkans. Le fascisme y est plus sanglant, la guerre plus menaçante que partout ailleurs. Si les Etats de la Péninsule sont divisés et dressés les uns contre les autres, c'est qu'ils ne sont que les instruments de l'impérialisme européen. Et c'est plus spécialement l'impérialisme français qui, obsédé par la peur du communisme, s'efforce de grouper contre l'U. R. S. S. toutes les bourgeoisies de l'Europe Centrale, toutes ces bourgeoisies qui sentent le besoin de se serrer les coudes, les yeux tournés vers l'ennemi commun: la classe ouvrière internationale. Union créée par la peur, alliance scellée par la haine du pays où s'édifie le socialisme. C'est le pays qui sert de mauvais exemple aux ouvriers et paysans opprimés. C'est le pays qui a résolu le problème des minorités nationales et que ces bourgeoisies ne peuvent réaliser. C'est pour organiser la lutte de ces bourgeoisies balkaniques que le capitalisme a envoyé son Flandin. La lutte pour la Fédération communiste balkanique est en même temps la lutte pour la défense de l'U. R. S. S.

Cette vaste conjuration contre l'U. R. S. S., j'avais auparavant tenté moi aussi (parlant au nom de l'Union «Balkans Libres») d'en préciser les causes et d'en mettre en évidence les conséquences, rappelant que plus qu'jamais se trouvent aujourd'hui justifiées les premières lignes du «manifeste de Marx et Engels». Un spectre hante le monde: le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte Alliance pour conjurer ce spectre.

Limitant aux Balkans la question de l'antisoviétisme, je m'étais efforcé de montrer quelle politique poursuit la France en s'alliant à la Yougoslavie et à la Roumanie, liées elles-mêmes à la Tchécoslovaquie. Ce groupe appuie, complète l'alliance conclue d'autre part entre la France et la Pologne et poursuit les mêmes fins. J'avais montré la France démocratique et pacifique, envoyant aux pays limitrophes de l'U. R. S. S. des milliers de canons, de tanks, de mitrailleuses, d'aéroplanes, des centaines de milliers d'obus, des centaines de millions de cartouches. J'avais esquissé rapidement l'évolution suivie depuis la guerre par l'idée de la Fédération Balkanique, idée spécifiquement révolutionnaire mais reprise, camouflée et deshonorée par la réaction, d'abord au 27^{me} congrès du Bureau International de la Paix, puis à la Conférence d'Athènes.

L'Union Balkanique suppose une communauté d'efforts politiques et économiques qui ne peut être réalisée que si les différents Etats de cette Union jouissent de droits égaux. Cette égalité nécessite non seulement une tolérance réciproque, mais aussi l'absence de toute idée de suprématie, la renonciation à tout privilège.

C'est dire qu'aucun projet de fédération ne peut être mis à l'étude avant que soient reconnus les droits des minorités nationales. Cette question devait raisonnablement figurer en tête de l'ordre du jour de la Conférence d'Athènes, si celle-ci avait véritablement voulu aboutir. Or, si on n'a pu empêcher la question d'être évoquée, on a tout fait pour qu'aucune discussion sérieuse de ce grave problème ne fut instaurée. Les oppresseurs réunis à Athènes étaient-ils qualifiés pour aborder une pareille étude? Non. La solution ne peut être apportée par des gouvernements unis dans une même haine des prolétaires: elle ne peut être que par ceux-ci, unis dans une même haine du fascisme et de l'impérialisme. L'accueil fait aux orateurs nous a prouvé que nous étions bien tous unanimes à penser et à proclamer une fois de plus que la Fédération Balkanique serait l'oeuvre de la Révolution des nations opprimés, des paysans laborieux et du prolétariat révolutionnaires.

Résolution votée au Meeting

«Les ouvriers de Paris, les émigrés politiques et économiques, les étudiants français et des pays des Balkans, réunis mercredi 5 novembre, salle des Sociétés Savantes, après avoir entendu Henri Barbusse, Maurice Thorez, Francis Jourdain, Daniel Renoult, s'élèvent contre la tentative de couvrir la terreur blanche exercée par les tortionnaires de Bucarest, Belgrade, Sofia, Athènes et Tirana par la farce cynique d'une prétendue Fédération Balkanique.

Partout dans les pays des Balkans, la terreur sévit contre la classe ouvrière, les minorités nationales et les peuples opprimés.

Des complots d'espionnage, comme en Roumanie, des prétendus attentats contre le roi, comme en Bulgarie, des soulèvements des peuples opprimés, comme en Yougoslavie ou en Albanie, sont pris comme prétextes pour jeter en prison ou y maintenir des centaines, voire même des milliers d'ouvriers.

Les auditeurs se joignent aux orateurs pour protester contre ce régime et pour exprimer leur sympathie pour la véritable Fédération Balkanique (qui sera fondée par les ouvriers et les paysans des Balkans sur les ruines des gouvernements balkaniques actuels.

Francis Jourdain

Angora — Athènes

Trois semaines se sont à peine écoulées depuis la clôture solennelle de la I. Conférence Balkanique «de Paix» dans l'antique théâtre de Delphi, et voilà que deux pays ayant participé à cette Conférence peuvent fièrement annoncer avoir fait le premier pas vers la réalisation de l'«Union Balkanique». Il s'agit de la Grèce et de la Turquie, et de leurs traités conclus le 31 octobre dernier. Examinons ceci de plus près.

Nous avons déjà essayé de dévoiler le véritable caractère de cette fameuse Conférence Balkanique, d'en relever les véritables motifs. Nous avons dit aux masses laborieuses et aux peuples nationalement opprimés des Balkans: Attention! Derrière cette comédie de paix, c'est la guerre qui se prépare! Car, le véritable but de toute cette entreprise, c'était la préparation du front commun des bourgeoisies balkaniques contre la croissante vague révolutionnaire aux Balkans, les conciliabules pour des mesures communes à prendre contre les conséquences de la crise économique, et la préparation du terrain de la participation commune dans un bloc antisoviétique auquel la France s'intéressait en tout premier lieu — elle avait envoyé à la Conférence le ministre M. Flandin, comme contrôleur et maniganceur. Nous avons également souligné les contradictions irréductibles qui existent entre les Etats balkaniques eux-mêmes, et qui avaient failli provoquer la rupture de la Conférence. Dans tout ce jeu de contradictions, la Grèce a observé double-face. Dépendant simultanément de l'impérialisme français, anglais et italien, ses propres intérêts la faisant elle-même hésiter entre les deux groupes, la Grèce a poursuivi et poursuit toujours un double jeu dans tout ce complexe d'intérêts «pacifiques et communs». Par la conclusion, cependant, du traité de neutralité et d'amitié avec l'ennemi héréditaire, la Turquie, réalisée grâce au rôle actif que l'Italie y a joué, la bourgeoisie grecque semble commencer à s'éloigner du groupe français et à s'engager dans les rêts de l'impérialisme mussolinien.

Le voyage de Bethlen, de ce laquais bien connu de l'Italie, qui ne coïncida que «tout accidentellement» avec celui de Vénizélos à Athènes, la froide réception que le gouvernement turc fit au ministre français du Commerce, M. Flandin, l'attitude de la presse bourgeoise française contre le rapprochement gréco-turc («Le Temps» demande, dans un article sur le voyage de Vénizélos, si celui de Bethlen à Angora n'a été effectué en même temps que par un pur hasard), le coup d'Etat militaire tenté par Pangalos, appuyé par la France et la Yougoslavie, et toute une série d'autres faits fortifient le bien-fondé de la supposition que tout ceci, sans certainement négliger les intérêts spéciaux des deux pays, ne découle, en dernière fin, que des contradictions entre l'Italie et la France, la France et l'Angleterre. Le rapprochement turco-grec peut être désigné, dans ce complexe

de contradictions, comme un succès de Mussolini contre la France, fortifiant la position de l'Italie dans la mer Méditerranée.

Le rapprochement gréco-turc a, cependant, une autre signification encore: il est dirigé contre un Etat balkanique, la Yougoslavie, la vassale de l'impérialisme français.

Le rusé Crétois, après ses deux guerres balkaniques, son rôle dans la guerre générale, ses campagnes en Ukraine et en Asie-Mineure, essaie à présent de freiner les appétits de son ancienne alliée de guerre. Car, l'opposition d'intérêts entre la Grèce et la Yougoslavie, qui depuis 1913 n'a jamais cessé d'exister, la lutte pour Salonique, existe plus que jamais, gagne de plus en plus d'acuité.

La lutte pour le pont du Danube, devant relier la mer Baltique à la mer Egée (avec Salonique), l'exigence de la Yougoslavie que ce pont relie la Roumanie à la Yougoslavie, et non pas, comme la Pologne l'exige, la Roumanie à la Bulgarie, se trouve également en connection avec les visées de la Yougoslavie sur Salonique.

L'observation pas du tout bête du journal monarchiste athénien «Elliniki», lors de la session de la Conférence d'Athènes, qui écrivait: «Yonitch, cet apôtre yougoslave de paix, a seulement oublié de nous dire à qui Salonique et Fiume appartiendront dans l'Union Balkanique, si cette Union se réalisait» — cette observation n'était nullement l'effet d'un pur hasard. La lutte pour Salonique, sous la crise économique de plus en plus aiguë, devient elle aussi de plus en plus actuelle. La visite à Salonique de commerçants et industriels yougoslaves à la veille même de la Conférence d'Athènes, leur procura l'occasion de constater de près l'importance de ce port. Plus la crise économique gagne en acuité, plus les regards dirigés par la Yougoslavie sur Salonique deviennent belliqueux et les contre-mesures de la Grèce intensives; et la guerre entre ces deux «amis héréditaires» dessine ses contours avec toujours plus de netteté. Car le traité gréco-turc d'amitié et de neutralité signifie aussi que, pour le cas d'une guerre avec la Yougoslavie, Vénizélos tend à assurer la sécurité de sa ligne de dos. Enfin, l'observation du «Times» que Vénizélos poursuit vis-à-vis de la Bulgarie la même politique que vis-à-vis de la Turquie et que la Bulgarie considérerait amicalement le rapprochement gréco-turc, la coïncidence ci-haut mentionnée des voyages à Angora de MM. Bethlen et Vénizélos, et enfin, les bruits circulant autour d'une alliance projetée bulgare-hongroise-grecque-turque — tous ces faits indiquent la tendance d'un encerclement de la Yougoslavie par toute une série de pays qui se trouvent directement ou indirectement sous l'influence de l'Italie (Hongrie, Albanie, Grèce, Bulgarie).

C'est donc ainsi que le rapprochement gréco-turc est élucidé du juste côté: ce rapprochement ne signifie qu'un aiguisement des contradictions interbalkaniques, un grand danger de guerre entre les deux fronts balkaniques qui se dressent avec toujours plus de précision l'un contre l'autre. Ce, malgré les déclarations démagogiques de Vénizélos et de sa presse, et celles de Ruchdi bey, le ministre turc des Affaires Etrangères, que le rapprochement gréco-turc se trouverait sous le signe de la réalisation de l'«Union Balkanique».

C'est là l'un des côtés du traité, il règle les rapports et les groupements de force entre les impérialistes mêmes. Il est cependant une autre cause encore, qui a conduit à la conclusion de ces traités: c'est la crise économique.

A l'instar de tous les pays balkaniques et de tout le monde capitaliste, la Grèce et la Turquie sont ébranlées par une profonde crise économique. En Grèce surtout, cette crise économique commence à se transformer en une crise politique. La tentative échouée des militaristes de s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat lors de l'absence de Vénizélos, avec la participation des agrariens, avait, outre les causes du dehors (appui de la France et de la Yougoslavie), des causes au dedans: la crise économique et le révolutionnement toujours plus étendu des masses, surtout de la paysannerie.

Le village grec s'agitte de plus en plus. Les frictions entre les paysans pauvres et les représentants du pouvoir étatique se transforment souvent en des rencontres armées. C'est ainsi qu'aux premiers jours de novembre, au Péloponèse, dans la localité de Hadji, il y eut une rencontre entre 300 paysans armés et la gendarmerie, au cours de laquelle deux paysans furent tués et plusieurs blessés. Dans les villes, la situation n'est pas moins critique. Le chômage augmente toujours. L'hiver s'annonce avec toutes ses rigueurs. La vie des masses travailleuses devient de plus en plus misérable. La production baisse. La rentrée des impôts s'effectue avec toujours plus de difficultés, tandis que les armements sont activés avec intensité. La situation de la bourgeoisie devient de plus en plus critique, et elle cherche en vain une issue. La guerre en offre une; le fascisme, qui est étroitement lié à la guerre, en offre une autre. A l'aide de ses agents (les agrariens, les social-démocrates, etc.), la bourgeoisie essaie de diriger sur cette voie les tendances révolutionnaires des masses. C'est ainsi que s'explique le fait que, à la tentative échouée du coup d'Etat, aux côtés des pangalistes et des monarchistes participant aussi les agrariens, et que des mots d'ordre démagogiques-révolutionnaires (contre les impôts, etc.) avaient été lancés.

D'autre part, à l'aide de phrases pacifistes, Vénizélos cherche à apaiser les masses. Il contracte des alliances de guerre avec un Etat balkanique, dirigées contre un autre Etat balkanique, avec un vernis de pacifisme.

Mais en Turquie non plus, la situation n'est pas meilleure. Misère paysanne au village, chômage dans les villes, stagnation du commerce, crise dans les finances de l'Etat — et, comme résultat, un profond révolutionnement des larges masses. Ces masses ont besoin d'une soupape, et c'est ce qu'on veut leur procurer par des phrases pacifistes.

Une autre raison économique, c'est la limitation des armements maritimes. On sait que jusqu'ici, la Turquie et la Grèce se lançaient dans une concurrence d'armements maritimes, ce qui était insupportable pour les finances des deux Etats. Par le dernier traité conclu, certaines limites ont été tirées à cette concurrence effrénée. On se demandait peut-être: mais alors, et les préparatifs de guerre de la Grèce contre la Yougoslavie? Il suffit, pour y répondre, de relever que la Yougoslavie n'est point une puissance maritime, et que, par contre, les armements de terre se poursuivent avec autant de violence.

Il existe encore toute une série d'intérêts économiques spéciaux qui ont conduit à la conclusion du traité commercial gréco-turc. La Turquie aspire à jouer aux Balkans un rôle plus grand que jusqu'ici. Le gouvernement turc sut, à cet effet, exploiter les sentiments nationalistes des cercles conservateurs turcs, les sentiments pour le traditionnel Empire Ottoman au sud de l'Europe, et parvint ainsi à saper le terrain sous les pieds du nouveau parti libéral turc de Fethi pacha. Et voilà surtout pourquoi la Turquie prit elle-même part à la Conférence Balkanique.

Nous nous sommes efforcés ici de présenter l'état véritable des choses. Il en ressort que le rapprochement gréco-turc, réalisé avec tant de réclame, n'est, en vérité, qu'une préparation plus intensive encore à la guerre. Le vieux Vénizélos se montre de nouveau sur la scène, avec toute son activité pour la guerre. Les masses laborieuses et les peuples opprimés des Balkans doivent se tenir sur leur garde, car tout ce qui se trame là-bas ne sera, en fin de comptes, qu'à leurs propres dépens.

P. Mavros

Le mouvement national macédonien de libération

La lutte révolutionnaire organisée en Macédoine date de 1893, lorsqu'un groupe de Macédoniens, ayant en tête Gotsé Delcheff, Damé Grouëff, Péré Tocheff, Gjortché Petroff et d'autres, posèrent les fondements de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne. A cette époque, la situation générale économique et politique du peuple macédonien était en un état de complète destruction matérielle et d'absolue privation de droit. Les 80% de toute la superficie arable de la Macédoine, et sa partie la plus fertile, se trouvaient entre les mains des beys gros-propriétaires, et c'est à peine si les 20% se trouvaient entre celles des petits-propriétaires. Encore, la plus grande majorité de la population chrétienne ne possédait point de terres du tout et était obligée de travailler pour les gros-propriétaires, à des conditions onéreuses, comme des esclaves. Le paysan chrétien devait remettre à son bey la moitié de sa production, et, de l'autre moitié, il devait payer les innombrables impôts et tributs.

Aussi, le paysan macédonien se trouvait-il dans une misère noire indescriptible.

En 1908, le député et homme politique macédonien D. Vlakhoff déclarait dans un discours au Parlement ottoman, sur base de ses calculs, que les revenus annuels d'un paysan du district de Koukouche labourant 120 deunums s'élevaient à 1918 piastres, et que ses dépenses étaient de 2708 piastres, et qu'ainsi il clôturait l'année avec un déficit de 790 piastres. Ce dans le district de Koukouche, dans la plaine fertile, avec 120 deunums à sa disposition. C'était donc là la situation d'un paysan favorisé, les paysans chrétiens ne possédant généralement pas de terres du tout, ou 10 à 20 deunums au maximum.

La population macédonienne des villes, artisans et petits commerçants en plus grande majorité, se débattait dans une situation non moins pénible. D'une part les grands pays industriels inondaient la Turquie d'alors de leurs produits à bon marché, écrasant ainsi la bien primitive production indigène. D'autre part, l'appauvrissement des masses paysannes réduisait leur capacité d'achat, de telle manière que tout accroissement de la population urbaine ne pouvait exister et était condamné à la mort de faim. Et des milliers et milliers d'artisans étaient obligés de fermer leurs boutiques et d'aller chercher du travail qu'ils ne trouvaient point, faute de fabriques. D'où, misère noire pour eux aussi.

Ce tableau d'esclavage économique était complété par celui de l'esclavage politique dans lequel se trouvait la population macédonienne chrétienne, c'est-à-dire l'immense majorité du peuple macédonien.

Il fallait donc une issue à cette insupportable situation.

Les Macédoniens chrétiens commencèrent alors à émigrer; tous les ans, près de 100,000 Macédoniens quittaient leurs foyers pour aller chercher du travail et du pain aux quatre coins du monde, comme saisonniers, ou pour chercher un autre foyer ailleurs. Et les Macédoniens turcs se firent bandits, en masse. Mais un tiers de la population prit les armes, et s'insurgea. Il y eut, avant 1878, des insurrections à Kresna d'abord, et à Raslogh ensuite; en 1880, à Prilep et à Ochrid; en 1881, de nouveau à Ochrid.

Ainsi, comme conséquence naturelle de cet état des choses, se constitua, en 1893, l'*Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne*, nommée par la suite *Makedonsko-Odrinska* parce qu'elle avait étendu son activité sur la région d'Andrinople aussi.

II

Le but politique principal de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne-Andrinopolitaine était, d'après le § 1 de ses statuts: «La conquête de la liberté pleine et entière de la Macédoine et d'Andrinople» — pleine et entière liberté pour toutes les nationalités de la Macédoine, réunies en un peuple macédonien, avec administration autonome, sous le protectorat des grandes puissances.

D'après le § 3: l'Organisation emploiera «tous les moyens et toutes ses forces pour munir la population d'armes et de tout ce qui est nécessaire pour une insurrection générale, partout en Macédoine».

Au début, l'Organisation travaillait seulement parmi la population des villes, et principalement parmi les Bulgares se trouvant sous l'influence idéologique et politique de l'exarchat bulgare. Les militants de l'Organisation avaient au début restreint le champ de leurs travaux non seulement pour ne pas compromettre dès son début l'oeuvre commencée, mais aussi à cause du fait qu'eux-mêmes étant de nationalité bulgare, ils avaient le plus de possibilité à avoir des contacts permanents avec la population bulgare. Mais bientôt, un ou deux ans plus tard, l'Organisation avait déjà étendu son activité dans les villages et défendait énergiquement les paysans pauvres contre les beys gros-proprétaires. Elle avait déjà réussi à imposer aux gros-proprétaires des tarifs de salaires, et les paysans travailleurs, voyant qu'elle défendait leurs intérêts non seulement par des paroles d'agitation, mais aussi par des actions efficaces, affluèrent en masses vers elle. Ainsi, dans un laps de temps relativement bien court, l'Organisation réussit à étendre le réseau de ces comités révolutionnaires sur toute la Macédoine et la région d'Andrinople. Les paysans constituaient sa colonne vertébrale. «C'est à ce moment, écrivait Christo Mateff, l'un des fondateurs de l'Organisation, (devenu plus tard l'idéologue du verkhovisme dans le mouvement macédonien) c'est à ce moment que d'organisation administrative et urbaine, elle se transforma en une organisation rurale et de combat.»

Par la suite, l'Organisation étendit son activité dans presque tous les domaines de la vie sociale: elle constitua ses propres tribunaux, ses propres organes exécutifs, sa poste, sa milice, ses troupes armées en permanence (les tchéts) — elle réussit à s'ériger en un Etat dans l'Etat, ne poursuivant qu'un seul but: préparer la population macédonienne à la révolution en masse.

Cette période de préparatifs à l'insurrection armée dura environ 10 ans.

III

Les rapides succès de l'Organisation inquiétaient profondément le gouvernement turc, ainsi que tous les ennemis intérieurs et extérieurs de l'idée d'une Macédoine autonome. Les gouvernements bulgares, surtout, usèrent de tous les moyens pour placer l'Organisation au service de leurs intérêts: au service du projet de l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie. Mais lorsqu'ils ne purent vaincre la résistance de l'Organisation contre ces projets de conquêtes bulgares, ils firent fauffer leurs hommes de confiance, tels que Garvanoff, etc., dans le sein de l'Organisation, y semèrent la discorde, et, en 1903, l'Organisation était déjà demi-prisonnière dans les mains des gouvernements bulgares.

Ces agissements machiavéliques des gouvernements bulgares, d'une part, et la vigilance et la brutalité redoublées des gouvernements turcs, d'autre part, poussèrent l'Organisation à se jeter prématurément dans la grande insurrection d'Ilinden, éclatée le 2 août 1903. Cette insurrection embrassa toute la partie Occidentale de la Macédoine et une partie de la région d'Andrinople, et dura jusqu'à la fin d'automne 1903 où, secondées par un hiver rigoureux, les forces turques dix fois supérieures étouffèrent cette insurrection avec une férocité inouïe: les troupes turques incendièrent 10,000 maisons, dévastèrent 135 villages, rendirent 60,000 personnes sans abri, tuèrent dans les combats et massacrèrent, par la suite, 2130 Macédoniens, enlevèrent et violèrent 2250 femmes et jeunes filles et jetèrent en prison 500 personnes.

IV

Malgré ces conséquences énormément douloureuses de l'insurrection d'Ilinden, elle eut ce résultat important de faire disparaître les illusions qu'une partie de la population nourrissait en le rôle émancipateur du gouvernement de Sofia et d'enraciner en

elle aussi la conviction qu'il n'y avait d'autre voie de libération que celle de la lutte révolutionnaire en masse et qu'il était tout à fait absurde de s'attendre à une aide d'un gouvernement quelconque. C'est ce que constatèrent aussi de nombreux étrangers qui s'étaient rendus en Macédoine, et l'un d'eux, l'écrivain anglais bien connu Brailsford, membre d'une mission anglaise de secours qui, immédiatement après l'insurrection d'Illinden était venue visiter les régions macédoniennes les plus éprouvées, écrivait dans son livre «La Macédoine»: «... C'était une surprise pour moi de voir que toutes ces souffrances n'avaient provoqué dans la population macédoienne aucun mécontentement contre le Comité et les chefs... De vieux Macédoniens me déclarèrent que si le Comité lançait un nouvel ordre pour une nouvelle lutte en été, ils exécuteraient tous cet ordre sans hésitation aucune.»

Au sein même de l'Organisation, cependant, cette défaite raviva toutes les dissidences semées si habilement par les gouvernements bulgares. Les partisans de l'idée qu'une libération de la Macédoine n'était possible que par l'aide militaire de la Bulgarie, y puisèrent une confirmation de leur thèse, tandis que les partisans de l'idée que la libération de la Macédoine ne pouvait être atteinte que par l'insurrection intérieure et que l'Organisation devait rester entièrement indépendante, virent dans la révolution d'Illinden la confirmation générale de ce point de vue et déclarèrent absolument inadmissible de renoncer à ces positions et de se placer au service d'un gouvernement balkanique quelconque. Au Congrès de 1905, la gauche de l'Organisation, c'est-à-dire les partisans de la dernière thèse, l'emportèrent: mais la droite, c'est-à-dire les partisans de la première thèse, ne se soumirent point et, un an plus tard, ils proclamèrent ouvertement leur scission. L'Organisation Révolutionnaire Intérieure se scinda donc ainsi en deux ailes qui, réciproquement, se déclarèrent une lutte acharnée et sanglante.

Après la révolution jeune-turque qui promettait au peuple macédonien de larges droits culturels et politiques, toutes les ailes de l'Organisation renoncèrent à leur caractère illégal et fondèrent, l'aile gauche: le «Parti Populaire Fédératif», et l'aile droite: les «Clubs Constitutionnels». Ainsi, l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne-Andrinopolitaine cessait formellement d'exister.

Deux ans plus tard, une nouvelle organisation illégale parut sur l'arène macédonienne et s'arrogea du nom de l'ancienne Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, avec laquelle elle n'avait pourtant absolument rien de commun. A la tête de cette nouvelle organisation s'étaient placés des gens tels que Todor Alexandroff et Alexandre Protoguéroff, chargés par le gouvernement bulgare de préparer en Macédoine les conditions nécessaires pour son annexion à la Bulgarie. Au cours de la guerre balkanique, cette organisation mit ses bandes au service de l'avant-garde de l'armée bulgare, et, par une lettre adressée en janvier 1913 au premier-ministre bulgare, le Comité Central de cette organisation disait entre autres: «... En ce moment d'alarme où nos régions sont occupées par les Grecs et les Serbes, nous nous adressons à vous, Monsieur le Président, pour vous prier de ne pas cesser d'appliquer tous les moyens pour assurer l'union avec la Bulgarie de tous ces territoires bulgares... Nous, de notre côté, ajouterons tous les sacrifices possibles à ceux portés déjà depuis tant d'années par la Macédoine, pour assurer le succès de ces aspirations générales bulgares...»

Cette organisation observa lors de la dernière guerre impérialiste aussi cette même attitude, qu'elle continue d'ailleurs à observer aujourd'hui encore. Son idéologie est celle des cercles bulgares officiels, mais, par des raisons démagogiques, elle se donne l'air d'être une organisation macédonienne et de lutter pour une Macédoine autonome.

V

Les guerres balkaniques et la guerre impérialiste mondiale morcellèrent et dépécèrent le corps palpitant de la Macédoine, et ses nouveaux maîtres, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, se comportèrent à son égard bien plus féroceement que les pachas, beys et spahis turcs.

En Macédoine sous le joug grec, la grande partie de la population fut traquée et chassée de ses foyers et jetée au delà des frontières, et ceux des Macédoniens qui restèrent dans les pays furent privés de tous droits politiques, nationaux et culturels. Dans la Macédoine sous le joug serbe, la population est privée aussi de ces droits élémentaires qu'elle possédait sous le régime turc; pour la Serbie, le nom de Macédoine et celui de Macédonien n'existent pas; il n'y a que la Serbie, et des Serbes. Et en Macédoine sous le joug bulgare, la population macédonienne est livrée entre les mains d'une organisation fasciste terroriste qui, depuis quelques années, l'extermine systématiquement.

Cet état des choses, et les conséquences économiques catastrophales qui s'ensuivirent, rendirent plus insupportable encore la situation du peuple macédonien. D'autre part, les conditions nécessaires pour une activité nationale-révolutionnaire macédonienne existaient toujours, et tous ressentaient la nécessité d'une organisation nationale-révolutionnaire qui réunirait toutes les forces du peuple macédonien en entier, sans différence aucune de nationalité, de langue ni de religion, et qui en dirigerait le mécontentement révolutionnaire sur la voie de la lutte de libération. Il n'y en avait donc que l'initiative à prendre. Et c'est cette initiative qui fut prise en octobre 1925, lorsqu'un groupe d'hom-

mes politiques macédoniens se réunirent et posèrent les bases de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée — ORIM Unifiée.

La nouvelle organisation ainsi créée prit le nom de l'ancienne Organisation Révolutionnaire Macédonienne, car ses bases et son activité contenaient toutes les idées principales enseignées par l'ancienne organisation: lutte pour la libération de la Macédoine par la révolution intérieure du peuple; lutte pour l'indépendance du mouvement macédonien de libération des aspirations et de l'influence des gouvernements balkaniques; lutte contre les agents du nationalisme bulgare de conquête — les «autonomistes» macédoniens d'aujourd'hui. Et elle s'intitula «Unifiée», car elle s'était posé la tâche d'unifier «toutes les saines mais éparses forces macédoniennes» embrassant sa plateforme.

En dehors de ces idées fondamentales et de ces principes de base qu'elle avait pris de l'ancienne organisation, l'ORIM Unifiée apporta de nouveaux facteurs dans l'idéologie du mouvement macédonien national-révolutionnaire, et dans la tactique et les méthodes de sa lutte. C'est ainsi qu'elle ne proclama point comme but ultime de ses aspirations une Macédoine autonome sous le protectorat des grandes puissances, mais bien, dans l'Art. 1 de ses statuts: «Une Macédoine libre et indépendante dans le cadre de ses frontières géographiques et économiques, une unité politique indépendante, entrant comme membre égal et indépendant dans la future Fédération des Libres Républiques Populaires des Balkans».

En ce qui concerne la tactique à suivre, elle préconisa la lutte révolutionnaire des masses. Elle proclama aussi que la révolte armée ne devrait point avoir le but de provoquer une intrusion de l'étranger, mais le renversement direct de la domination étrangère dans toutes les trois parties de la Macédoine et la constitution d'un Etat macédonien libre et indépendant.

Le second principe fondamental proclamé par l'ORIM Unifiée et posé à la base même de sa plateforme révolutionnaire, fut le *front uni révolutionnaire* du mouvement national macédonien de libération avec toutes les autres forces nationales-révolutionnaires et sociales-révolutionnaires en Macédoine et aux Balkans. «Le front révolutionnaire uni, est-il dit dans le rapport de la Première Conférence Générale, constitue la pierre fondamentale de la tactique de l'ORIM Unifiée, et c'est ce qui la distingue de toutes les autres organisations macédoniennes anciennes et nouvelles.»

Quant à la position de l'ORIM Unifiée à l'égard des puissances impérialistes et de l'Union Soviétique, elle est claire et catégorique:

«Attendre la solution de la question macédonienne des puissances impérialistes, dont les intérêts impérialistes aux Balkans ont morcelé et asservi la Macédoine, est-il dit dans le rapport suscitée, serait la plus noire trahison de l'idéal de liberté du peuple macédonien. Ces grandes puissances maintiennent sous une oppression coloniale et nationale des centaines de millions d'hommes. Seule l'Union Soviétique est l'ennemie de l'impérialisme exploiteur et oppresseur, seule l'Union Soviétique a rendu la liberté nationale pleine et entière à tant de peuples opprimés par le régime tsariste, seule l'Union Soviétique a résolu chez elle la question nationale d'une façon absolument radicale... Aussi, le peuple macédonien voit-il aujourd'hui en l'Union Soviétique la seule puissance amie et protectrice et sur l'aide de laquelle elle peut compter dans sa lutte de libération.»

Tels sont les principes de base et les idées fondamentales au nom desquels fut créée l'ORIM Unifiée. C'est en leur nom qu'elle organise, instruit et prépare le peuple macédonien, sans différence de nationalité ou de religion, pour la lutte armée imminente; c'est en eux qu'il voit la meilleure garantie du succès final.

Dans un prochain article, nous présenterons à nos lecteurs un rapide aperçu historique de la lutte systématique du «Verkhovisme» bulgare contre le mouvement macédonien de libération.

Andrej Rilski

Les gouvernements actuels aux Balkans ne peuvent pas prétendre réaliser une Fédération Balkanique. Une institution de ce genre ne peut naître et s'établir d'une façon stable que dans un système purement démocratique. Tout gouvernement qui ne s'appuie pas sur les masses populaires est fatalement conduit à agir selon ses intérêts de domination et non selon les intérêts des foules qui constituent la substance réelle d'un pays, et l'édifice ainsi construit n'aurait pas de fondation et serait fragile et aléatoire.

Henri Barbusse

*

Les appétits toujours plus insatiables et toujours moins assouvis font que les gouvernements impérialistes balkaniques se dressent les uns contre les autres; et ces rivalités engendreront certainement une nouvelle et affreuse guerre. La Fédération Balkanique serait, naturellement, la solution définitive qu'il faut désirer. Mais ce ne sont pas les gouvernements actuels qui sauraient réaliser cette belle idée d'une Fédération Balkanique.

Colonel Joiash Clement Wedgwood

Le mouvement national-révolutionnaire aux Balkans

Importantes Déclarations du Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans

En présence des récents événements, le Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans avait lancé ces derniers temps différentes Déclarations. Vu leur importance, nous en présentons ici rétrospectivement quelques unes à nos lecteurs:

Contre le 6. Congrès des Minorités Nationales à Genève

Le Congrès des Minorités d'Europe tient de nouvelles assises à Genève. A l'ordre du jour de ce Congrès se trouvent de multiples sujets, mais pas un seul d'entre eux ne touche les questions vitales et les plus aiguës des minorités, pas un seul ne traite de la question de leur existence même en tant que minorités, de leur droit d'autodétermination, de leur libération nationale.

Ce Congrès, dès sa constitution même, s'est toujours placé et se place toujours sur la base des traités dits «de paix», en reconnaît et défend le régime établi, s'efforce de propager l'illusion que la situation des minorités pourrait être améliorée en dépit de ces régimes, et ne souffle mot de leur libération nationale, de leur union nationale, de leur autodétermination.

Les dirigeants du Congrès évitent toujours avec le plus grand soin de poser ces questions primordiales, concrètes, et, pour mieux les contourner, discutent des sujets tout-à-fait secondaires et abstraits. Car, poser ces questions aiguës et concrètes, signifierait reconnaître du coup la banqueroute totale de leurs méthodes et tactiques; effleurer même ces questions serait constater que tous les pays impérialistes, ainsi que la Société des Nations et autres institutions dépendant d'eux, ne font que défendre leurs propres intérêts impérialistes, et que les gouvernements dans les territoires desquels se trouvent les minorités nationales, loin de vouloir résoudre ces problèmes, ne cherchent qu'à dénationaliser et assimiler les nationalités étrangères qu'ils subjuguent.

Cette attitude du Congrès dit «des Minorités Nationales», s'explique, d'ailleurs, bien aisément. Car, en réalité, ledit Congrès n'est qu'un instrument pur et simple des pays impérialistes, ayant pour tâche d'étouffer les légitimes aspirations des peuples opprimés et minorités nationales.

Les faits enregistrés quotidiennement démasquent d'une façon absolue les intentions des impérialistes à l'égard de ces minorités et peuples qui gémissent sous les coups féroces de leurs oppresseurs, sous les barbares méthodes de dénationalisation, d'assimilation, d'extermination physique.

Depuis déjà onze années, un grand nombre de ces minorités adressent à la Société des Nations des memorandums, des pétitions, des requêtes: les Dobroudjanais, les Croates, les Albanais du Kossovo, les Grecs, les Bulgares de la région de Tsaribrod et Boussilégrad, et tant d'autres prient et supplient la Société des Nations d'intervenir auprès des gouvernements les écrasant, pour arrêter leurs méthodes d'extermination.

Et cette «noble» Institution, que fait-elle? Elle jette tout simplement toutes ces adresses au panier, et ce en un moment où ces peuples opprimés et minorités nationales, que nous représentons, sont soumis à un régime sanglant de terreur et d'extermination, en un moment où l'on tue à coups redoublés des Macédoniens, des Monténégrins, des Croates, des Albanais du Kossovo, des Dobroudjanais, des Bessarabiens, des Transylvaniens, des Thraciens, etc., etc.

Non, le Congrès «des Minorités Nationales» ne représente point et en aucune façon les intérêts et aspirations des minorités nationales; non, les délégués à ce Congrès ne sont aucunement et nullement les véritables représentants de ces nationalités.

Contre ce Congrès, et contre toutes les organisations similaires, purs instruments des impérialistes, nous élevons le mot d'ordre de la libération complète des peuples opprimés et minorités nationales. Et nous affirmons à haute voix que le seul chemin menant à cette libération, c'est celui de la lutte révolutionnaire en masse. Les peuples opprimés et minorités nationales ne peuvent se libérer qu'uniquement par cette lutte. Jamais ces peuples ne pourront compter, pour leur libération, sur les impérialistes et les fascistes, auteurs des traités «de paix», et sur les organisations ou institutions créées par eux. Ils ne peuvent compter uniquement que sur les classes opprimées des nations dominantes, c'est-à-dire sur les ouvriers et paysans qui, eux aussi, luttent contre l'oppression et l'esclavage. L'exemple désormais historique et classique, nous l'avons vu dans l'Union Soviétique, où les peuples jadis subjugués et opprimés sont aujourd'hui absolument libres et indépendants.

Les peuples opprimés et minorités nationales des Balkans, qui constituent la moitié de la population des pays balkaniques, sont tous soumis à un régime de terreur brutale. Ils sont tous privés de leurs droits nationaux et culturels, et certains d'entre

eux, comme les Macédoniens, les Albanais du Kossovo, les Monténégrins, ne sont même pas reconnus comme nations spéciales. Aussi, n'espèrent-ils plus absolument rien de la «justice» et de l'«équité» de leurs oppresseurs, de leurs bourreaux, ne croient-ils plus au pacifisme qui, au début, dirigeait l'activité de quelques uns de leurs représentants. Ces peuples torturés à blanc refusent de pactiser avec leurs oppresseurs, n'y voyant que fourberie; combattent ces traités «de paix» qui les ont précipités dans leurs misères; luttent contre les exécuteurs et les soutiens de ces traités de malheur, contre les impérialistes, contre les gouvernements dictatoriaux et fascistes balkaniques, et reconnaissent que leur libération ne peut être conquise que par les méthodes de la lutte révolutionnaire.

Notre Comité, composé des délégués de toutes les organisations nationales-révolutionnaires des Balkans, déclare, en sa qualité de représentant des peuples opprimés balkaniques, que la voie des pétitions et des ententes avec les oppresseurs est la voie de la contre-révolution. Il se déclare ouvertement pour la lutte révolutionnaire dirigée contre l'impérialisme et le fascisme, contre les traités d'esclavage et ses auteurs, pour l'abolition des régimes de dictature existant dans les Balkans, de l'oppression nationale, pour la complète libération nationale, pour la constitution de la Fédération des libres Républiques des masses travailleuses des Balkans.

Contre le front de l'oppression et de la contre-révolution, nous dressons le front de la révolution, de la libération complète nationale.

Contre la Conférence impérialiste à Athènes

Le 5 octobre prochain se réunira à Athènes la première Conférence Balkanique des représentants du monde industriel, financier et commercial des Balkans, et y prendront part aussi des représentants officiels des gouvernements balkaniques, de la Société des Nations, de l'Union Interparlementaire, du Bureau International de Paix et de l'Office International du Travail. D'après la déclaration officielle du Bureau International de Paix et le langage de la presse de régime des Etats balkaniques, cette Conférence devra avoir une grande importance historique: elle devra assurer la paix aux Balkans; résoudre les questions de la collaboration économique, particulièrement dans le domaine de la production agricole; raffermir les rapports financiers aux Balkans par la création d'une Banque Interbalkanique; raffermir les rapports culturels; créer une Union Balkanique Postale et des Communications; uniformer les législations sociales; créer un Locarno Balkanique, et poser les bases pour la réunion des peuples balkaniques en une Union Balkanique.

Le Comité des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans considère de son devoir de démasquer devant les peuples balkaniques ces faux apôtres de paix qui surgiront à la Conférence d'Athènes, et de montrer la véritable face de cette Conférence absolument impérialiste. Sous le faux masque de créer la paix aux Balkans, la Conférence d'Athènes n'a pour tâche principale que de maintenir les frontières d'aujourd'hui des Etats balkaniques et l'esclavage national de la moitié des peuples balkaniques, de créer un bloc de guerre, et de tâcher de constituer des points de contact économiques entre les cercles dominateurs aux Balkans, aux fins de sauver les régimes dictatoriaux et fascistes, aux Balkans, des conséquences de la lourde crise économique et surtout agricole.

Les terribles conséquences de la crise économique mondiale se firent tout particulièrement sentir dans les pays agricoles balkaniques et détruisirent des couches entières de paysans petits et moyens, jetèrent dans la rue des centaines de milliers de paysans effondrés, baissèrent jusqu'à la dernière limite les forces de consommation des paysans, livrèrent à la mort de faim des millions de familles paysannes. La politique militariste de guerre et d'oppression nationale des Etats balkaniques, et la politique de protection des gros industriels et banquiers aux dépens de la paysannerie laborieuse et des classes pauvres des villes rendent plus terribles encore la misère et le désespoir des pauvres masses des villes et des villages, par le fait de l'augmentation constante du budget de l'Etat pour l'armée, les préparatifs de guerre, la gendarmerie et la police, soutiens des régimes d'oppression. De nouveaux impôts et de nouvelles dettes usuraires coïncident avec la baisse des prix des produits agricoles et jettent le paysan dans une situation sans issue. Des charges fiscales particulièrement lourdes frappent les nations opprimées, et au moyen d'elles les régimes dominants pressurent au sang les peuples qu'ils subjuguent.

A la suite de ces pressions toujours plus insupportables des régimes balkaniques dominants, le mécontentement et la résistance se manifestent avec toujours plus de violence chez les larges masses opprimées. Et voilà pourquoi les cercles au pouvoir dans les Balkans veulent s'entr'aider mutuellement, car ils ne sentent que trop que les masses laborieuses des villes et des villages, et surtout celles des nations opprimées se soulèveront pour chercher et trouver elles-mêmes une issue de cette misère et désespérance dans laquelle elles furent précipitées par la politique d'impérialisme, de militarisme et d'oppression nationale des classes dirigeantes balkaniques. Aussi, ces cercles au pouvoir dans les Balkans cherchent-ils par tous les moyens à apaiser le bouillonnement

des masses en détresse, à détourner leur attention des causes principales de la crise économique et politique aux Balkans, et à leur placer devant les yeux un tableau chimérique sous forme d'une Conférence Balkanique, pour maintenir encore à tout prix l'esclavage des nations opprimées.

A cette Conférence «pour la fraternisation et l'union des peuples balkaniques» prendront part des représentants de la dictature grand-serbe, des gros-industriels, gros-banquiers et gros-commerçants de Yougoslavie qui oppriment et exploitent non seulement les masses laborieuses serbes, mais aussi 8 millions d'étrangers: des Croates, des Slovènes, des Macédoniens, des Albanais, des Monténégrins, des Hongrois, des Bulgares, des Roumains, etc. Des représentants de cette dictature grand-serbe qui à l'aide d'une féroce terreur détruit les acquisitions nationales des nations qu'elle a asservies, leur interdit leur langue, leur littérature, leurs appellations nationales, et qui, dans sa politique de serbisation ne recule même pas non seulement devant des meurtres — Raditch — mais aussi devant des massacres politiques en masse, devant des expéditions punitives, massacrant des dizaines de milliers de personnes, incendiant et détruisant des contrées entières, exterminant féroceement des peuples entiers.

A cette Conférence prendront part des représentants du régime fasciste roumain qui opprime 7 millions d'étrangers: des Bulgares et des Turcs, dans la Dobroudja; des Allemands, des Hongrois, des Russes, en Bessarabie, etc.; des représentants de ce régime qui détruit les libertés nationales et les droits sociaux de tous les peuples asservis par lui et qui mit hors la loi les ouvriers et paysans révolutionnaires de Roumanie.

Les représentants du gouvernement bulgare sont ces mêmes bourreaux du *Demokratitcheski Zgovor* et de tout le camp fasciste bulgare dont les bras sont jusqu'aux épaules imbibés du sang de dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers.

A cette Conférence prendront part aussi les représentants de la dictature albanaise d'Ahmed Zogou, de ce régime de beys féodaux et des vassaux de l'impérialisme italien.

A cette Conférence viendront enfin, en qualité de ses promoteurs, et pour prêcher «la fraternisation des peuples balkaniques», les représentants du gouvernement grec qui a chassé de ses foyers toute la population macédonienne de sous son joug, et qui veut assimiler par une violence brutale les Albanais de la Tchamria et les Turcs de la Thrace.

La Conférence d'Athènes n'est donc qu'une réunion des impérialistes balkaniques. Comme des observateurs, mais en réalité comme les participants principaux et les plus actifs, viendront les délégués de la Société des Nations. La fraternisation des peuples balkaniques devra donc s'accomplir sous le haut protectorat de cet aréopage qui n'a été créé que pour défendre les traités impérialistes «de paix», ces traités en vertu desquels la moitié de la population entière balkanique a été jetée comme proie à différents Etats balkaniques. Cette même Société des Nations qui sanctionne l'oppression nationale aux Balkans, assume le haut protectorat de la création d'une «union» des peuples balkaniques, dans le seul but de leurrer plus encore les masses balkaniques et de seconder plus activement les impérialistes balkaniques.

Le point de base et de départ de tous ces Etats «victorieux» qui prennent part à la Conférence est le sanctionnement, par l'«Union Balkanique», du *statu quo* actuel aux Balkans, le maintien des frontières actuelles de chaque Etat, et la consolidation de l'asservissement national. Le point de base et de départ des Etats vaincus dans la guerre générale est, au contraire, une modification des frontières actuelles, mais ce non point sur la base de la volonté des peuples, mais d'après leurs appétits de conquêtes.

Malgré ces points de départ tellement opposés, ces deux groupes accourent à la Conférence. Car, le danger commun des révoltes, des insurrections, des révolutions des masses et la peur commune du renversement violent des régimes actuels balkaniques fascistes et dictatoriaux les obligent à chercher une issue, sans toutefois aucunement abandonner, ne fût-ce que pour un seul instant, les armements et les préparatifs pour des discussions sanglantes entre eux. Et encore, parce que les grandes puissances impérialistes, leurs protecteurs et donneurs d'argent, désirent voir les Etats balkaniques dans un bloc de guerre prêt à se lancer dans le carnage projeté pour leurs fins impérialistes. Les peuples balkaniques furent d'ailleurs bien souvent déjà employés comme de la chair à canon. Cette intention arrêtée de créer un bloc de guerre, et les buts de ce bloc se reflètent bien distinctement dans les discours et déclarations des hommes d'Etat balkaniques, à la veille de la Conférence d'Athènes. Les ministres roumains Maniu et Medgeare invitent à cette Conférence la Hongrie qui elle aussi a un intérêt à s'engager dans cette même voie pour faire face au danger de la misère paysanne, c'est-à-dire de la révolte paysanne, et au danger du «dumping» russe, c'est-à-dire de l'influence de la Révolution russe. Donc, le bloc devra être dirigé contre une révolte actuelle des masses paysannes et ouvrières se débattant dans une noire misère, et contre l'Union Soviétique.

On voit de plus en plus distinctement que l'idée qui dominera à la Conférence d'Athènes sera celle de rapprocher très intimement tous les Etats qui ont l'intérêt commun du maintien des territoires conquis et de l'entraide réciproque pour soutenir à tout prix les régimes de violence aux fins de collaborer mutuellement à la répression du mouvement révolutionnaire national et social.

Le Locarno Balkanique, la Banque Interbalkanique, l'élargissement des rapports de culture et de communication entre les Etats balkaniques, toutes ces choses que la Conférence d'Athènes déclarera prévoir pour la réalisation de l'étape première vers l'Union Balkanique, ne sont que des masques camouflant le principal but de la Conférence: la constitution d'un bloc de guerre et impérialiste aux Balkans pour le maintien des traités impérialistes «de paix», de l'oppression des nations subjuguées, de l'exploitation des larges masses laborieuses.

Le Comité des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans déclare que les régimes actuels, les monarchies, les militaristes et les fascistes ne pourront porter aux Balkans ni la paix, ni la fraternisation, et ni l'union des peuples. Ils ont intérêt au maintien de l'asservissement de la Macédoine, du Kossovo albanais, de la Croatie, du Monténégro, de la Dobroudja, de la Thrace, de la Bessarabie, de la Bukovine, de la Tchamria, etc. Leur politique mène inévitablement et en ligne directe vers de nouvelles guerres, et non point vers la paix.

En 1912, des impérialistes balkaniques conclurent, sous d'autres conditions, une Union Balkanique, et cette Union engendra immédiatement la guerre balkano-turque, à laquelle succéda, de suite, la guerre interalliés, et des centaines de milliers de Balkaniques jonchèrent les champs de bataille.

La paix aux Balkans ne pourra effectivement s'établir que lorsque tous les peuples balkaniques jouiront de leur pleine et entière liberté et indépendance. Et ce n'est qu'alors que les nations balkaniques libres et indépendantes pourront réaliser leur fraternisation dans la Fédération des Républiques Balkaniques des Peuples Travailleurs. Le chemin de la libération des peuples balkaniques n'est point un Locarno Balkanique ou une Union Balkanique des bourreaux et conquérants impérialistes des Balkans, mais la lutte révolutionnaire des peuples opprimés, en commun avec celle des ouvriers et des paysans laborieux.

La voie de la lutte nationale-révolutionnaire est la seule et unique possibilité de conquérir la libération nationale des peuples balkaniques. Les peuples opprimés se sont engagés dans cette voie, et, à l'avenir, ils la suivront avec plus d'énergie encore. Ils n'ont devant eux que le but suprême: la Fédération des Républiques Balkaniques des Peuples Travailleurs, qui seule peut effectivement fraterniser, unir et allier les peuples balkaniques.

A bas la Conférence impérialiste d'Athènes!

A bas les traités impérialistes «de paix» et d'oppression nationale!

Vive le front uni révolutionnaire des nations opprimées et des travailleurs exploités aux Balkans! Vive leur lutte commune!

Vive la Fédération des Républiques Balkaniques des Peuples Travailleurs!

Le mouvement révolutionnaire de Kossovo

Kossovo a joué un rôle révolutionnaire de premier ordre dans toutes les phases du mouvement révolutionnaire albanais. C'est à Kossovo que se sont livrées les luttes les plus acharnées contre la domination turque; c'est là que fut fondée en 1878 la Ligue de Prisrend, qui a organisé la résistance armée contre les décisions du Congrès de Berlin dans le but de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Albanie. Que les Albanais de Kossovo aient pris une part très active dans toutes les luttes pour la libération et l'union de tout le peuple albanais en un Etat libre et national, est un fait historique. Pourtant, après tant de sacrifices consentis, Kossovo n'a pas pu se libérer du joug étranger. Après la guerre balkanique de 1912, alors qu'une partie de l'Albanie obtenait une sorte d'indépendance, Kossovo, cette province albanaise, fut condamnée par les puissances impérialistes à supporter un nouveau joug, beaucoup plus cruel que le précédent — le joug des militaristes grand'serbes. Depuis dix-huit années, le peuple de Kossovo continue à être opprimé et impitoyablement terrorisé par l'impérialisme grand'serbe — dont la Béla-Rouka (Main Blanche) est l'un des instruments les plus dociles — qui a toujours eu et a encore entre ses mains le pouvoir d'Etat, continuant à appliquer toutes les méthodes les plus barbares pour exterminer la population de Kossovo. Hommes, femmes, vieillards, enfants ont été tués en masse, des villages entiers ont été détruits et incendiés, des biens pillés et confisqués, de dizaines de milliers de familles albanaises ont été contraintes par le régime grand'serbe à abandonner leurs foyers séculaires et à s'exiler, nues et affamées, à l'étranger. Les Albanais de Kossovo ne jouissent d'aucun droit politique et culturel, ils ne doivent même pas parler et écrire leur propre langue. Les gouvernants de Belgrade, les terroristes de la «Main Blanche», usèrent de tous les moyens pour entraver la consolidation de la jeune République albanaise alors démocratique, voulant ainsi faire disparaître l'un des points d'appui essentiels des Albanais de Kossovo, dans leur lutte de libération; ce fut une des raisons pour lesquelles, en 1924, l'impérialisme grand'serbe arma des bandes mercenaires et mit à leur tête son agent d'alors Ahmed Zogou qui, à l'aide de ces bandes et de l'armée serbe régulière, envahit, dévasta, terrorisa

toute l'Albanie, après avoir assassiné les meilleurs révolutionnaires, tels que Bajram Curri et tant d'autres qui avaient consacré toute leur vie à la cause de la libération de Kossovo.

Les Kossoviotes, ainsi que les autres Albanais, ne sont pas restés les bras croisés devant cette situation effroyable qui leur a été créée. Ils ont fondé leurs organisations révolutionnaires et ont adopté toutes les méthodes révolutionnaires de lutte, pour la libération du Kossovo et l'union de tout le peuple albanais en une République Populaire, dans le cadre des frontières ethniques. Tôt ou tard, l'Organisation albanaise de l'Émancipation Nationale et l'Organisation révolutionnaire du Kossovo libéreront le peuple albanais du joug des impérialistes étrangers et des bourreaux albanais.

Les Albanais ne souffrent pas seuls de l'oppression nationale dans les Balkans; d'autres peuples, tels que les Macédoniens, les Croates, les Dobroudjanais, etc., subissent le même sort. Chacun de ces peuples opprimés des Balkans a lutté héroïquement pour secouer le joug des capitalistes et militaristes balkaniques et des impérialistes étrangers. Leurs efforts sont jusqu'ici restés sans résultats; car les révolutionnaires balkaniques n'avaient pas encore jusqu'à ce jour constitué un front uni contre leurs oppresseurs. A l'heure actuelle, les Organisations nationales révolutionnaires ont rassemblé autour d'elles des milliers de lutteurs révolutionnaires, elles ont établi le front uni et elles poursuivront leur lutte jusqu'au renversement des régimes sanglants balkaniques, pour ériger à leur place les Républiques libres des masses travailleuses ouvrières et paysannes.

L'Organisation Révolutionnaire du Kossovo est depuis longtemps entrée dans le front uni révolutionnaire balkanique; côte à côte avec les autres Organisations, elle lutte pour la libération du Kossovo.

Le Comité des Organisations nationales révolutionnaires des Balkans exprime une fois de plus sa solidarité avec le mouvement révolutionnaire du peuple albanais du Kossovo et ajoute que ce mouvement continuera sans arrêt et aura l'appui fraternel et actif de toutes les organisations nationales révolutionnaires des Balkans.

Les masses travailleuses du Kossovo, les paysans, les artisans et les ouvriers et tous les intellectuels kossoviotes sont convaincus que Kossovo ne pourra être libéré que par l'action commune de tous les peuples opprimés des Balkans.

L'impérialisme fasciste italien et ses agents albanais, A. Zogou et Cie, veulent faire de l'Albanie une colonie italienne et une base pour une invasion impérialiste de tous les Balkans. C'est pourquoi la propagande des agents de l'impérialisme italien, qui essaient de faire croire que Kossovo peut être libéré par A. Zogou avec l'appui de Mussolini, doit être énergiquement combattue, parce qu'elle tend à faire naître des illusions dangereuses dans l'esprit non averti des masses kossoviotes. Kossovo ne peut être libéré que par l'action révolutionnaire des masses kossoviotes elles mêmes, par l'action de tout le peuple laborieux d'Albanie et des autres pays balkaniques.

Cependant, au moment où le Comité de Kossovo devait entrer dans une nouvelle phase de son action révolutionnaire, au moment où la grande crise du régime dictatorial de Belgrade pose devant les révolutionnaires de grandes tâches pour la lutte décisive, pour la libération du Kossovo, certains des dirigeants du mouvement de Kossovo, tels que Bédri Péjani et quelques autres, qui avaient depuis longtemps perdu tout contact avec les masses et qui manquaient du courage révolutionnaire nécessaire pour poursuivre la lutte dans les conditions difficiles actuelles, ont fléchi et se sont réfugiés dans la voie plus facile de la capitulation avec Zogou. Pour justifier leur trahison, ils ont prétendu qu'ils se rendaient en Albanie afin de continuer la lutte dans la ligne politique tracée par la Déclaration commune qu'ils avaient faite ensemble avec le Comité albanais de l'Émancipation Nationale en avril 1927, qu'ils repousseraient toute collaboration avec A. Zogou qu'ils continuaient de considérer comme un traître à la cause du peuple albanais. Et pourtant, sitôt arrivés à Tirana, ils se sont empressés de se démasquer et de se mettre purement et simplement au service de Zogou, bourreau des révolutionnaires kossoviotes. Par cette trahison au mouvement kossoviote, on pourrait croire que les masses du Kossovo attendent leur salut du «Roi des Albanais» et de son patron de Rome. Ceci, pourtant, ne réponde aucunement à la réalité: les kossoviotes, mieux que tous les autres, savent qu'Ahmed Zogou n'est que l'agent vénal de tous les Etats balkaniques tour à tour et de toutes les grandes puissances impérialistes qui voulaient démembrer l'Albanie. Cet homme sans principes ni scrupules, qui a massacré des centaines de révolutionnaires kossoviotes — exécutant ainsi les ordres de ses maîtres de Belgrade — ne sera toujours que l'instrument aveugle de tous les ennemis du peuple albanais. Une collaboration avec Zogou est, par conséquent, une trahison pure et simple à la cause kossoviote et à la cause de tout le peuple albanais. La trahison de quelques chefs et leur démagogie grossière n'ont jamais pu induire en erreur les révolutionnaires de Kossovo et ne pourront point affaiblir le mouvement révolutionnaire kossoviote.

Le Comité des Organisations nationales révolutionnaires balkaniques déclare à cette occasion, que le mouvement révolutionnaire de Kossovo ne sera point ébranlé par la capitulation de quelques renégats; au contraire, tous les révolutionnaires kossoviotes poursuivront désormais la lutte avec plus d'ardeur et redoubleront d'efforts pour mieux s'organiser et mieux se préparer, avec l'appui fraternel des autres organisations révolutionnaires balkaniques, pour l'action décisive de la libération.

Nous sommes sûrs que les révolutionnaires de Kossovo seront en état de jouer un rôle de premier ordre dans la lutte qui approche pour la libération du peuple albanais et de tous les autres peuples opprimés des Balkans.

Vive le mouvement révolutionnaire de Kossovo!

Vive le front uni des masses travailleuses balkaniques, nationalement et économiquement opprimées!

Vive la lutte commune des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans!

Vive la Fédération Balkanique!

Contre la dictature sanglante en Ukraine Occidentale

Depuis quelques semaines, l'Ukraine Occidentale est le théâtre d'une féroce terreur qui nous rappelle les temps les plus sombres du tsarisme russe et de l'absolutisme des sultans.

Les bandes de Pilsudski organisent contre les paysans travailleurs, contre les masses de toute la population laborieuse, des pogromes des masses. Des expéditions punitives y ont été organisées auxquelles prirent part plusieurs milliers de soldats et de gendarmes, et qui sont conduites par les fils des gros-propriétaires. Ces bandes attaquent des villes et des villages, incendient des greniers et des localités entières, pillent différentes institutions culturelles — des écoles, des salles de lecture, des maisons syndicales, des coopératives. Elles battent, terrorisent et tuent les travailleurs de nationalité ukrainienne, violent des femmes et des jeunes filles, raillent tout ce qui est sacré au sentiment national des Ukrainiens. Elles forcent les jeunes filles à baisser les bottes crottées des soldats, forcent les paysans à se cracher à la figure les uns les autres, à baisser les portraits, souillés préalablement d'excréments, de différents combattants populaires ukrainiens, à crier «Vive Pilsudski!». Elles placent les paysans devant l'alternative de garder les biens des gros-propriétaires, ou, en cas de refus, d'être tués. Sans considération d'âge ni de sexe, ces hordes arrêtent des paysans, des ouvriers, des artisans et des intellectuels populaires, et dans les prisons, ces malheureux sont si féroceement torturés que, dans plusieurs endroits, ils ont déclaré la grève de la faim. Les prisons de Pilsudski sont tellement bondées que l'on a déjà transformé en prison de nombreuses casernes.

Le système du «tué en tentative de fuite», qui n'est que trop connu aux Balkans, est repris et appliqué par Pilsudski. Pour se soustraire aux terribles tortures qui leur sont infligées, des femmes se sont suicidées, et des paysans se sont enfuis et ont gagné en masse les forêts.

Les tableaux que publie la presse européenne, n'est qu'un bien faible reflet de la réalité.

Cette action des fascistes polonais est encouragée et appuyée par la bourgeoisie ukrainienne, qui mène une violente campagne contre l'Unioin Soviétique et qui préfère à un règne du peuple, ce régime Pilsudskien de dénationalisation et d'assimilation.

Le but des fascistes polonais est de détruire l'esprit combattif des masses ukrainiennes qui luttent contre leur esclavage par les gros-propriétaires et pour leur liberté nationale et sociale, et se dressent contre la guerre que Pilsudski prépare contre l'Union Soviétique.

Le fascisme polonais a plusieurs fois déjà appliqué ces méthodes contre les Blancs-Russiens, les Ukrainiens de l'Ouest, les Juifs, et autres, mais jamais les atrocités n'ont été poussées à cette mesure.

Cependant, les masses laborieuses de l'Ukraine Occidentale ne cesseront point leur lutte. Elles lutteront jusqu'au complet anéantissement de la dictature fasciste en Pologne, jusqu'à la complète réalisation des idéals du peuple ukrainien.

Le Comité des Organisations nationales-révolutionnaires des Balkans, qui lutte contre les dictatures balkaniques, pour la liberté et l'indépendance des peuples balkaniques et leur organisation en une République des masses travailleuses des Balkans, proteste énergiquement contre ces méthodes féroces dont les victimes sont à nouveau les paysans, les ouvriers et les masses laborieuses, et déclare que dans cette lutte contre la dictature de Pilsudski, sa place est aux côtés du peuple.

Nous saluons le peuple ukrainien en lutte, nous l'assurons de notre solidarité, nous lui souhaitons d'atteindre dans le plus bref délai son but d'une libre et indépendante Ukraine Occidentale et de son union avec sa grande soeur, l'Ukraine Soviétique.

Si, au lieu des Peuples, c'étaient les Etats, représentés par leurs gouvernements, qui se fédéraient, on assisterait à l'intérieur de cette Fédération aux mêmes rivalités et aux mêmes chocs des nationalismes et impérialismes qui continuent à menacer la paix aujourd'hui.

Professeur Auguste Prenant

Un Manifeste de la section bulgare de la Ligue Antiimpérialiste

La Section Bulgare de la Ligue Antiimpérialiste vient d'adresser aux peuples des Balkans un Manifeste relevant la lourde crise économique, sociale, politique et nationale qui frappe actuellement tous les peuples, la perfidie de la Société des Nations, les machinations des puissances impérialistes dans tous les pays balkaniques, contre la Russie des Soviets, les machinations des cliques des banquiers et exploitateurs pour étouffer les mouvements d'affranchissement des masses nationales et laborieuses, etc., etc. Vu l'importance de ce Manifeste, nous en reproduisons ci-dessous les passages essentiels :

«Le capital financier, par des concessions, des cartels, des trusts et des monopoles s'est emparé de tous les moyens de production de l'activité humaine et a complètement ruiné les petites et moyennes existences. Il a précipité les peuples dans la misère et l'esclavage, pour assurer l'aisance à une minorité infime.

Pour assurer l'exploitation effrénée économique et sociale des peuples, des régimes fascistes et de dictature leur ont été imposés, régimes s'appuyant sur l'armée, la gendarmerie, la police et les organisations des facteurs irresponsables. Partout, les droits et libertés constitutionnels sont restreints et brutalement suspendus au moyen de la terreur allant jusqu'aux assassinats individuels et massacres en masse.

C'est le système de l'impérialisme.

L'esclavage national imposé dans tant de pays se trouve aussi en liaison organique avec l'oppression sociale-économique et politique, n'en est que la conséquence logique. Car, l'augmentation de la production résultant de l'immense développement de l'industrie dépasse de beaucoup les besoins locaux, et, à l'aide du militarisme et des guerres, les capitalistes finançant les industries se font conquérir de nouveaux débouchés, envahissent de nouveaux pays, asservissent de nouveaux peuples. Plus la résistance de ces peuples est véhémente, plus leur subjugation s'effectue sanguinairement et féroce.

L'exploitation effrénée des peuples ainsi subjugués, et leur asservissement et oppression par tous les moyens du fascisme, de la dictature et de la police poussèrent le prolétariat à la révolte contre le capitalisme, et les nationalités contre l'impérialisme. Et cette conscience nationale se manifesta avec une énergie élémentaire par des impétueux mouvements révolutionnaires de peuples entiers pour la liberté et l'indépendance. Nous voyons ces manifestations tout particulièrement en Chine, en Indochine, aux Indes, en Egypte, au Maroc, au Mexique, au Nicaragua, etc., et aux Balkans.

L'asservissement social-économique, politique et national des peuples balkaniques devint de plus en plus féroce, ces peuples furent artificiellement morcellés, et ils sont de plus en plus barbaquement dépecés tant par les impérialismes puissamment développés de l'Europe occidentale que par les impérialismes locaux, qui, à l'unisson, stimulent les antagonismes nationaux de ces peuples par des régimes dictatoriaux d'exception et par de lourdes charges financières, et les poussent à s'entre-déchirer et à se lancer dans de nouvelles guerres.

Pour se donner fourbement une apparence d'idéologie, et pour se constituer un appui, l'impérialisme créa la Société des Nations. Et il fait créer et sanctionner par cette Société «des Nations» tous ses traités et toutes ses entreprises qui n'ont que le seul but du viol et de l'exploitation des peuples. Cette Société «des Nations» dupe les peuples par ses traités sur les droits des minorités et la protection du travail, elle essaie de les leurrer par des promesses délibérément mensongères, par des fictions telles que les Etats-Unis d'Europe de Briand, le Locarno Balkanique de Vénizélos, par des Conférences de Désarmement, des «Fédération Balkanique», etc., etc., alors que les grands et petits impérialistes préparent fiévreusement de nouvelles guerres. Le système de la tromperie des peuples est appliqué avec plus de fourberie encore au moyen de ces soi-disant Unions Internationales des Associations pour la Société des Nations, pour la Paix au moyen de l'Eglise, des Congrès des Minorités Loyales, des Organisations Patriotiques, etc., etc., qui se composent des intellectuels carriéristes de différents peuples et qui entretiennent encore chez les cercles de la petite et moyenne bourgeoisie la foi en l'amélioration de leur condition économique par des promesses et des «réformes».

Cette même Société «des Nations», cependant, jette dédaigneusement et cyniquement de côté, sans même les examiner, les centaines et centaines de pétitions qui lui sont encore adressées par des opprimés qui espèrent encore d'elle une intervention pour atténuer l'esclavage qu'ils subissent. Plus encore: elle insulte à leurs souffrances par des encens aux oppresseurs. Au commencement de septembre de l'année dernière, Sir Eric Drummond, secrétaire-général de la Société des Nations, visita la Yougoslavie. Le gouvernement du général Jivkovitch le reçut solennellement, un banquet fut organisé en son honneur, il fut reçu par le roi Alexandre, et réintégra sa résidence de Genève, sans même avoir daigné visiter la Macédoine, la Croatie, le Monténégro, le Kossovo et avoir recueilli sur lieu et place les plaintes de la population exploitée et torturée de ces pays. Un autre

agent de la Société des Nations, le Dr. E. Amende, président de l'Union des Minorités Loyales, se rendit dernièrement par voie de Siliistra à Dobritch pour y assister à un banquet donné en son honneur par les boyards locaux, et quitta ensuite immédiatement la Dobroudja sans visiter un seul même de ces villages tellement éprouvés ces derniers temps.

Les impérialistes qui ont créé cette Société «des Nations» sont entre eux en constante lutte pour s'arracher des débouchés les uns aux autres. La France impérialiste se trouve en lutte permanente avec l'impérialisme anglo-saxonne et l'impérialisme italien, pour l'hégémonie en Europe Centrale et Orientale et aux Balkans. La France soutient la Petite-Entente, la dictature de Pilsudsky en Pologne, celle du roi Alexandre en Yougoslavie, et elle appuya le retour de Carol en Roumanie. L'Italie, non contente de s'être assuré la vassalité de l'Albanie, jette ses regards sur la Macédoine, Salonique et le Proche-Orient. L'impérialisme yougoslave, appuyé par la France, s'oppose à ses visées, et Mussolini menace la France de guerre, et s'efforce de s'assurer les services de la Bulgarie.

La crise de l'impérialisme s'aggrave par les mouvements nationaux-révolutionnaires tant dans les pays industriels européens et américains que dans les colonies. L'existence de l'Union Soviétique avec sa nouvelle organisation étatique et la collectivisation de son économie nationale, ses centaines de nationalités qui toutes vivent dans ses cadres sur la base du libre droit d'autodétermination des peuples et en pleine possession de leurs droits et libertés politiques et économiques, l'existence de cette Russie Soviétique qui est le seul pays où la question des nationalités ait été réglée d'une façon équitable et heureuse, stimule avec force les mouvements révolutionnaires des peuples asservis. Et les impérialistes, malgré les antagonismes qui les divisent, s'unissent pour la combattre, s'emparer de ses richesses naturelles, s'assurer son débouché, et surtout pour anéantir ce réservoir mondial d'idées révolutionnaires. C'est pour servir ce but que Carol a été imposé au peuple roumain. La Roumanie devra constituer pour les impérialistes la sentinelle avancée contre l'Union Soviétique, et Carol devra obéir à tous leurs ordres. En échange de l'appui à lui prêté pour son retour en Roumanie par la France, Carol a contracté envers cette dernière les quatre engagements suivants:

1. de réunir toute la bourgeoisie bancaire, urbaine et rurale de Roumanie et de lui faire reconnaître les intérêts de cette même bourgeoisie de l'étranger;
2. de centraliser le régime, avec pour but la fascistisation et la dictature;
3. de renforcer les préparatifs psychologiques et techniques de la guerre projetée;
4. d'organiser, ensemble avec les autres gouvernements balkaniques, la persécution efficace de tous les mouvements nationaux-révolutionnaires et sociaux-révolutionnaires aux Balkans.

Le même cours est suivi en Bulgarie aussi, on y chante les louanges du roi Carol, et on y parle tout ouvertement d'un front uni bulgaro-roumain contre l'Union Soviétique. On s'offre même spontanément à aller sauver la Roumanie du danger la menaçant de la part de la Russie Soviétique, et demande, en échange, certaines concessions qui rendraient possible une plus grande exploitation du travail des masses dobroudjanaises.»

Cet important Manifeste lance, à la fin, un vibrant appel à tous les peuples balkaniques opprimés de se grouper autour de la Ligue Antiimpérialiste et de s'organiser en sections, pour pouvoir efficacement lutter contre l'impérialisme mondial et balkanique, contre les gouvernements fascistes balkaniques, contre les traités d'esclavage, contre les fourberies de la Société des Nations et de ses sous-agences, contre les préparatifs en cours de la guerre anti-soviétique projetée,

et pour le droit d'autodétermination des peuples, pour une libre Macédoine, une libre Dobroudja, une libre Croatie, un libre Monténégro, un libre Kossovo, une libre Albanie,

enfin, pour la constitution de la véritable Fédération des peuples balkaniques libres et travailleurs.

Si je ne crois pas que, par un sentiment de noblesse, le capitaliste veuille réaliser le socialisme, je ne puis non plus croire que les gouvernements conduits seulement par l'égoïsme des nations, puissent réaliser une union des Etats dans un esprit collectif. Et même s'ils pouvaient le faire, le but ne serait pas atteint, car ils ne pourraient le faire que comme des actionnaires ou des directeurs de grandes entreprises qui forment des trusts pour pouvoir continuer avec plus d'impudence encore leurs pratiques antisocialistes. Une vraie Fédération ne peut être formée que par les peuples se gouvernant eux-mêmes, dans l'esprit des véritables intérêts collectifs. Nul autre chemin ne mène à une véritable Fédération.

Dr. Zdenek Nejedly

Albanie

La crise économique et financière en Albanie

prend un caractère de plus en plus catastrophal. La récolte des céréales n'a atteint que le 60% de celle de l'année précédente, et la famine se dresse, menaçante. Le commerce est entièrement paralysé. La rentrée des impôts devient de plus en plus difficile, et les appointements des fonctionnaires ne sont payés qu'avec des retards de plusieurs mois. Le journal «Vullneti i Populli», de Tirana, écrit: «Toutes les richesses du pays sont monopolisées et vendues à vils prix à des sociétés albanaises et étrangères... Les petits commerçants ferment leurs boutiques par centaines et se prolétarisent... La campagne est en détresse, les paysans consomment les grains destinés à la semence...»

Le Dr. Terenc Toçi, un des agents bien connus de Zogou, préconise, pour remédier à cette situation, d'ouvrir plus grandes encore les portes au capital étranger (lisez: au capital italien).

La criminalité, la corruption

Une des conséquences immédiates de la terrible crise économique, c'est la croissance excessivement inquiétante du nombre des crimes et des cas de brigandage, ainsi que la multiplicité augmentant toujours des cas de détournements de fonds publics et surtout d'enrichissements scandaleux des nombreux «politiciens» de Tirana. Le chef de ces «politiciens», Ahmed Zogou, qui a en moins de six ans accumulé une fortune de plusieurs millions de francs or, devant l'effervescence qui s'empare de plus en plus des larges masses populaires en présence de cet état des choses, essaie de rejeter tous ses péchés sur ses amis les plus proches. Et on assiste tous les jours à des révélations sensationnelles, faites par ordre supérieur, sur les fortunes accumulées ces dernières années par l'ancien premier-ministre *Koço Kotta*, par le sénateur *Abdulrahman Krosi*, etc., etc., tous de l'entourage immédiat de Zogou.

Le mécontentement populaire contre la pénétration italienne

atteint des proportions de plus en plus larges, et on s'attend tous les jours à le voir se manifester par des actes de violence spontanés contre les intrus fascistes.

Mussolini est en train de presser de tous côtés son roitelet d'Albanie pour le faire marcher dans son plan d'installation par milliers de colons italiens en Albanie. Zogou, craignant l'explosion populaire, s'y oppose encore. Mais Mussolini a un

moyen puissant pour lui imposer sa volonté: l'Etat albanais, à commencer de l'année prochaine, doit payer annuellement 7 millions de francs aux banques italiennes. Or, d'où l'Etat albanais prendrait-il cet argent, si ce n'est en rampant devant Mussolini et en acceptant tous ses ordres? Déjà, les agents albanais de Mussolini, tel p. e. le ministre de Zogou à Washington, *Faik bey Konitza*, entreprennent une campagne systématique pour cette colonisation. D'autre part, la visite à Tirana d'une escadrille aérienne italienne composée de 50 avions a été, en même temps qu'une démonstration contre la Yougoslavie, une tentative d'intimider le peuple albanais pour la pousser à accepter sans haut murmurer la colonisation italienne.

La révolution en marche

La «Liria Kombëtare», l'organe du Comité Albanais de l'Emancipation Nationale, après avoir, dans son No du 10 octobre, analysé la politique économique du régime, qui a abouti à la faillite, fait la conclusion suivante:

«La faillite ou la misère, avec le régime féodal fasciste — ou la révolution, pour la libération et le salut des masses populaires laborieuses. Tel est le choix à faire.

Demain, il faudra commencer à payer 7 millions de frs or aux banques italiennes. Où trouvera-t-on cet argent, alors que le budget de l'Etat présente d'ores et déjà un énorme déficit, alors que les masses ne sont plus du tout en état de payer les impôts dont elles sont accablées? La faillite est inévitable; la famine est certaine.

Assez! Le peuple ne peut plus, ne doit plus, ne veut plus payer ces impôts. Paysans, travailleurs des villes, organisez-vous, formez vos comités de défense contre le brigandage officiel, chassez à coups de bâton les gens du fisc et les percepteurs de la dîme!

Pas un seul grain de maïs, pas un sou pour les agents de ce régime de terreur et de corruption!»

Les rénégats

Le Comité Central de l'Emancipation Nationale vient de rayer de ses rangs M. K. Boshnjak qui, depuis un certain temps, s'était engagé dans la voie de la capitulation avec le régime. Les difficultés organisatoires que le mouvement révolutionnaire albanais a à surmonter à l'heure actuelle et qui sont liées avec l'extension de la crise générale et de la terreur fasciste, ont fait perdre la tête à M. Boshnjak, qui fit de piètres tentatives de désagréger l'Organisation Révolutionnaire Albanaise, mais qui ne réussit qu'à se faire mettre à la porte.

Bulgarie

La terreur effrénée

Voici, sur la base des statistiques policières bien incomplètes, le bilan de terreur des 8 premiers mois de 1930, en Bulgarie:

70 procès politiques, avec 291 accusés. Il y eut 84 personnes de condamnées, à ensemble 698½ années de prison et de travaux forcés. Un grand nombre de procès ont été ajournés, mais les accusés restent toujours en détention préventive.

Il y aura, sous peu, une série de 33 procès politiques, avec 248 accusés, la plupart des jeunes communistes: 17 accusés à Sofia, 7 à Choumen, 6 à Pleven, et beaucoup d'autres à Plovdiv, à Tirnovo, et ailleurs. L'un des procès est celui des 65 paysans, paysannes et enfants du village de Govedare, district de Plovdiv, et le procureur requiert les travaux forcés à perpétuité pour 58 d'entre eux.

Dans ces 8 mois, 83 journaux, revues et brochures ouvriers ont été confisqués, et les rédacteurs en ont été jetés par douzaines dans les prisons.

Toujours dans le courant de ces 8 mois, 15.419 ouvriers et paysans ont été arrêtés par la police et la gendarmerie, et soumis aux tortures les plus bestiales; il y eut 3200 perquisitions, 882 réunions ouvrières dispersées, 49 personnes internées, un ouvrier exilé. Rien que dans les mois de juillet et d'août, 49 clubs ouvriers ont été attaqués par les fascistes, la police et la gendarmerie, et 74 réunions ouvrières dispersées, 58 conférences publiques ouvrières interdites, 325 ouvriers ont été attaqués pendant des excursions, et 51 ouvriers ont été grièvement blessés par la police.

Plus de 100 détenus politiques pourrissent dans les geôles bulgares. Ils sont soumis à un régime des plus barbare, et jetés bien souvent dans des cachots. Pour protester contre la nourriture exécrable des prisons, et aussi en guise de démonstration de solidarité envers le prolétariat bulgare et international, il y eut, dans ces 8 mois, 41 grèves de la faim, avec 2140 participants, et ensemble 4545 journées de faim.

Le détenu politique Kuroum Loukoff a été assassiné en prison, en juillet dernier.

Les émigrés politiques rentrés en Bulgarie à la suite d'une amnistie trompeuse sont soumis à une sévère surveillance policière. La plupart d'entre eux furent internés, d'autres furent immédiatement arrêtés et jetés dans de nouveaux procès. Plus de 300 émigrés bulgares attendent en vain, depuis plus d'un an, l'autorisation pour rentrer au pays.

La vague de protestation des ouvriers et des organisations révolutionnaires contre ces procès devient de plus en plus formidable. A Kustendil, où trente-cinq ouvriers et paysans avaient été traduits en «justice» pour avoir pris part à la démonstration du 1er Mai de cette année,

les ouvriers, en guise de protestation, ont cloué sur les murs du cercle militaire un drapeau rouge. Des tracts de protestations ont été distribués en masse. Plusieurs ouvriers ont été arrêtés et maltraités. Un nouveau procès a été intenté contre les distributeurs de tracts, en vertu de la loi de Défense de l'Etat.

A Pléven aussi, au cours d'un procès contre 7 ouvriers, il y eut de violentes manifestations de protestations, et de nombreux ouvriers ont déclaré une grève de 24 heures au premier jour du procès.

Le chômage

Tous les ateliers à Gabrovo ont réduit leur travail à un minimum, plus de 2000 ouvriers chôment, et les autres ne travaillent que 3 ou 4 jours par semaine, ne recevant que des salaires minimes. Le journal démocrate «Znamé» écrit: «Le chômage prend des proportions menaçantes. Dans le bâtiment, plus des 30% des ouvriers sont sans travail, ce pendant la saison. Dans l'industrie textile, le nombre des ouvriers travaillant est de 3000 en moins que celui de l'année passée. Le nombre des sans-travail augmente dans toutes les autres branches de l'industrie. On estime qu'il y aura 100.000 ouvriers sans travail en hiver. N'est-ce pas là un chiffre terrifiant?»

Détournements de fonds ouvriers

Nikoloff, chef de la section du travail au ministère du Commerce et qui était le délégué officiel bulgare aux séances de l'Office International du Travail, ainsi que l'inspecteur du travail Paskaleff, ont été arrêtés pour corruption et détournements de sommes considérables.

Sous la botte du capital italien

Les conduites d'eau Rila-Sofia sont construites par une société italienne. Or, les ouvriers bulgares y sont terriblement exploités. Ils ne reçoivent que 6 à 8 leva l'heure (fr. 1 à 1.50), alors que les ouvriers fascistes italiens embauchés en masse reçoivent 16 à 20 leva l'heure (3 à 4 fr.). Et encore, les paiements des salaires aux ouvriers bulgares se font très irrégulièrement. La journée de huit heures n'est point respectée. Les enregistrements des heures de travail dans les livrets se font sans contrôle par les ouvriers, qui sont ensuite énormément frustrés. Les ouvriers couchent le soir dans des étables, ou en plein air. Il n'y a ni hôpital ni baraques pour les ouvriers malades.

La crise de l'agriculture

L'ancien ministre de l'Agriculture, M. D. Christoff, une personnalité marquante du parti gouvernemental, s'occupe dans le «Outro» de la crise agricole bulgare. Il repousse l'optimisme et l'illusion que la récolte de cette année pourrait améliorer la

situation du producteur paysan, car, dit-il, elle est bien de quantité supérieure, mais de qualité bien inférieure à celle de l'année écoulée, un hectolitre de blé pesant à peine 72 kg., et les prix étant «catastrophiquement bas et sans espoir aucun d'une amélioration». Et il craint que l'agriculture bulgare ne se trouve en péril «d'être ébranlée à sa base même».

«Le Trésor, écrit Christoff, subit actuellement les conséquences de sa politique financière, rampante à Genève, mais brutale dans toute notre vie économique et agricole».

Et Christoff exige «des mesures héroïques»: primes d'exportation pour le blé, intervention gouvernementale pour abaisser les prix des produits industriels de première nécessité pour les paysans — ce qui ne pourrait être atteint que par une révision des droits d'entrée.

Le «Zanajatchiska Douma» calcule que les bénéfices des gros acheteurs de blé et des banquiers y intéressés se sont élevés cette année-ci à 2½ milliards de léva, soit un milliard en plus que l'année écoulée. Le froment est acheté du paysan à 2 à 3 léva, et exporté à 4 à 6 léva, soit donc avec un bénéfice de 100%.

Rien qu'à Nova-Zagora, 2018 traites furent protestées en un seul jour, d'un montant total de 15 millions de léva, et les 90% en appartenaient à des paysans des alentours.

Par suite de la rapide diminution de ses recettes, l'Etat a suspendu, «jusqu'à de meilleurs temps», les paiements à ses créanciers privés.

Le gouvernement a décrété une série de mesures, on réalité illusoire, pour se donner l'air de vouloir remédier à ce désespérant état des choses. Le «Znamé» écrit à ce sujet que tous les décrets du gouvernement n'ont qu'un caractère de recommandations à des institutions autonomes qui ne veulent ou ne peuvent les exécuter. Il cite comme exemple la décision prise par le gouvernement, il y a quelques mois, de faire accorder des crédits aux producteurs agricoles, par la Banque Agricole, Or, écrit ledit journal, «il a été constaté du bilan même de cette Banque que, depuis cette décision gouvernementale, son portefeuille de crédits n'a point augmenté du tout, mais que son portefeuille de procès — des ventes forcées de biens payans — a singulièrement grossi».

Les «allégresses» à l'occasion du mariage royal

Pour garantir la sûreté de la fête monarcho-fasciste, les autorités ont entrepris un contrôle général d'identité des militants ouvriers à Sofia et dans la province. Le conseiller municipal A. Boyadjief, pour avoir protesté contre le cadeau de cinq millions de léva — argent des ouvriers municipaux — que le conseil municipal a accordé à la reine, a été cruellement battu

par un groupe de conseillers municipaux. Un procès a été intenté contre lui, en vertu de la fameuse loi de Défense de l'Etat, sous l'accusation d'avoir insulté le roi.

Un incident similaire s'est aussi produit à la Chambre bulgare, où le député N. Petkoff, métallurgiste remplaçant le député incarcéré A. Stoyanoff, fut expulsé de la salle des séances pour avoir protesté contre la politique gouvernementale dans le mariage du roi.

Les prisonniers politiques de la prison de Sofia ont déclaré, le 10 octobre, une grève de la faim de 24 heures pour protester contre la pratique de «grâce» exercée encore une fois à propos du mariage royal. Le geste des prisonniers de Sofia a été suivi d'autres semblables, dans d'autres villes. Tous les prisonniers politiques demandent une amnistie générale et l'annulation de la loi de la Défense de l'Etat.

Révoltes ouvrières

Dans le village de Bela, près de Varna, les ouvriers des tuileries de Gandew, qui étaient traités comme des serfs et ne recevaient que des salaires de misère, perdirent enfin patience et, le 8 novembre, armés de fusils et de gourdins, se rendirent en groupe à la direction et y présentèrent leurs revendications. Gandew et ses employés prirent la fuite, poursuivis des coups de fusils tirés par les ouvriers. Un surveillant, qui avait toujours fait preuve d'une brutalité particulièrement féroce à l'égard des ouvriers, fut rossé. La gendarmerie, avisée par Gandew, accourut sur les lieux et opéra de nombreuses arrestations.

Les succès du Parti Ouvrier

Aux élections des conseils régionaux, le Bloc des Travailleurs remporta de grands succès, surtout dans les principales villes telles que Philippople, Bourgas, Varna, Yambol, Tétéven, etc., où il obtint la majorité des voix. Dans d'autres villes, il enrégista un croisement considérable depuis les dernières élections: à Viddine, de 100%; à Altos, de 500%; à Roussé, de 60%; à Haskovo, de 40%; à Choumen, de 50%; à Sofia, de 50%, etc. Il en fut de même dans presque tous les villages.

La presse gouvernementale en écume de rage. Le «Demokratitcheski Zgovor» écrit: «Sous la forme d'un Bloc des Travailleurs, les communistes en Bulgarie ont pu grouper autour de leur liste 75.000 citoyens bulgares. Pour nos conditions, ce nombre est très grave et pèse lourdement sur l'âme de tous les citoyens honnêtes...»

Puis, le journal gouvernemental continue:

«Notre pays est, de par sa position géographique, un bastion pour le communisme. Nous avons aussi un violent

mouvement paysan qui a toujours été l'avant-garde des actions communistes, par des raisons psychologiques et profondément sociales.»

D'après le «Zora» liaptcheffiste, le résultat de ces élections a fait l'objet d'un conseil des ministres spécial, qui a chargé le ministre de la Justice d'examiner la question de la dissolution du Parti Ouvrier comme une organisation communiste camouflée.

Un leader du Parti Ouvrier écrit à ce propos dans l'«Echo»: «Les organisations ouvrières ne le savent que trop bien que cette victoire éclatante du Bloc des Travailleurs engendrera un renforcement de la terreur contre la classe ouvrière. Mais nous sommes profondément ancrés dans les masses et dans les ateliers, et nous serons invincibles. Les «mesures» du pouvoir fasciste ne pourront nullement arrêter l'avance victorieuse des masses ouvrières et paysannes.»

Dans la réunion, au soir des élections, au club du Parti Ouvrier, à Sofia, le secrétaire-général des Syndicats Indépendants, Boyadjieff, dit: «Malgré la terreur effrénée, nous avons remporté la victoire. Mais, nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers. C'est, au contraire, maintenant que commence la lutte la plus difficile, décisive. Et nous devons nous y attendre à une nouvelle vague de terreur particulièrement sanglante.»

Grève de solidarité

Le 21 novembre, 2 ouvriers de l'atelier métallurgique «Tchouk», à Sofia, furent licenciés parce qu'ils avaient exigé, au nom de leurs camarades, que les salaires leur soient payés régulièrement. Là-dessus, les 40 ouvriers de l'atelier déclarèrent à l'unisson une grève de solidarité.

Dobroudja

L'action continue de terreur contre les nationalités subjuguées

700 colons Koutzovalaques, armés par les autorités roumaines, attaquèrent le village d'*Arabadji* et y perpétrèrent de féroces actes de violence contre les Bulgares et les Turcs. 50 paysans, paysannes et enfants furent terriblement battus, et 2 grièvement blessés.

Dans le village de *Kemenler*, le nommé *Nicolas Guéorguieff*, âgé de 28 ans, membre actif de l'Organisation révolutionnaire dobroudjanaise, fut assassiné dans un guet-apens, par des membres de l'organisation fasciste anti-dobroudjanaise ORID. Parmi les assassins, qui n'ont d'ailleurs point été inquiétés, se trouverait aussi le bourreau *Bosdouganow*.

Le mouvement révolutionnaire dobroudjanais

Le Comité Central de l'Action Dobroudjanaise, à Sofia, adresse un Appel au

peuple dobroudjanais, clouant au pilori le cours fasciste d'un récent Congrès de soi-disant leaders de l'émigration dobroudjanaise et relevant la nécessité de la lutte révolutionnaire énergique de l'émigration dobroudjanaise et de tout le peuple dobroudjanais contre les régimes fascistes de la Bulgarie et de la Roumanie.

Le baillonnement de la presse

Le journal «Narodna Douma», organe de la défense des intérêts des masses travailleuses dobroudjanaises, paraissant à Dobritch (Bazardjik), après de nombreuses confiscations vient d'être définitivement suspendu.

La Jeunesse dobroudjanaise

A la récente III. Conférence de l'Union de la Jeunesse dobroudjanaise, à Sofia, et en présence de 32 délégués des principaux centres de l'émigration dobroudjanaise, le secrétaire général *Ivan Guéorguieff* présenta un rapport détaillé de l'activité politique et organisatoire de l'Union, et le *Docteur Vitcheff* exposa d'une façon particulièrement documentée l'état actuel de la question dobroudjanaise. Les débats qui suivirent mirent une fois de plus en relief la ferme volonté des membres de l'Union de combattre énergiquement le fascisme national sous toutes ses formes et de travailler sans relâche à développer les rapports de l'Union avec l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise.

Il fut particulièrement relevé, dans des Résolutions adoptées par acclamations:

que l'asservissement politique et culturel du peuple dobroudjanais, dû à la politique de conquête de l'impérialisme international, balkanique et roumain, devient de plus en plus brutal et sanglant, et qu'à la suite de ces terribles circonstances, une grande partie de la jeunesse dobroudjanaise a été obligée d'abandonner ses foyers et d'émigrer, souffrant ainsi de toutes les misères de l'émigration;

que la jeunesse émigrée en Bulgarie a le devoir sacré de travailler par tous les moyens à la libération du peuple dobroudjanais, des griffes de l'impérialisme roumain;

que l'Union se pose comme tâche primordiale d'organiser la Jeunesse dobroudjanaise, sans distinction de race ni de religion ou conception politique, de l'éduquer et de la préparer pour la lutte nationale-révolutionnaire pour une Dobroudja libre et indépendante, membre de la Fédération des Libres Républiques Populaires Balkaniques;

que, pour atteindre ce but, il est absolument indispensable de constituer l'alliance et le front uni avec tous les peuples subjugués de Roumanie (Bessarabiens, Bukoviens, Transylvains, etc.), et des Balkans en général (Macédoniens, Thra-

ciens, Croates, Monténégrins, etc.), et avec le mouvement d'affranchissement de toutes les masses laborieuses des Balkans et du monde entier.

Un nouvel organe hebdomadaire de l'Union de la Jeunesse Dobroudjanaise, le «Dobroudjansko Znamé», paraîtra dorénavant pour contribuer à l'exécution des décisions de la III. Conférence de l'Union.

Grèce

Grande Réunion à Athènes contre la Conférence impérialiste Balkanique

Le 8 octobre dernier se tint à Athènes une imposante Réunion convoquée par le «Comité de lutte contre le danger de guerre», et à laquelle participèrent plus de 1200 personnes. De nombreux orateurs prirent la parole pour dévoiler avec véhémence l'hypocrisie et les desseins perfides de la Conférence Balkanique, et, au nom de la section bulgare de la Ligue Anti-impérialiste, le *Dr. Peter Vitcheff*, dit, entre autres:

«... La Conférence ne s'occupe que des questions intéressant le système d'oppression et d'exploitation du capitalisme, mais ne parle nullement des droits et libertés des peuples balkaniques, de la suppression des régimes fascistes de terreur, de violence et de pillage, de la situation misérable des millions de réfugiés en Grèce et en Bulgarie. Une Fédération Balkanique n'est possible que

si les traités impérialistes sont supprimés,

si les dettes internationales des peuples balkaniques aux impérialistes sont annulées,

si tous les peuples balkaniques obtiennent le droit de décider eux-mêmes de leur sort,

si les préparatifs de guerre des impérialistes, et surtout ceux contre l'URSS., sont démasqués et brisés,

si les régimes fascistes de terreur et de violence sont renversés.

Cette Conférence Balkanique fait de la démagogie éhontée. Elle travaille pour l'impérialisme. La véritable Fédération Balkanique ne peut être réalisée que par les peuples travailleurs des Balkans, par le front uni des ouvriers et paysans, par le renversement des impérialismes.

Elevez le drapeau de la Ligue mondiale Antiimpérialiste, pour la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance des peuples!»

À la fin des discours, la Réunion vota, par acclamations, une Résolution dans laquelle il est dit, entre autres:

«La Conférence Balkanique, convoquée par les impérialistes et les socialfascistes, et sous l'égide de la Société des Nations, n'aspire qu'à la création du bloc anti-soviétique et à l'union des impérialistes des Balkans pour étouffer les mouvements

révolutionnaires des peuples balkaniques et raffermir le fascisme aux Balkans. Les impérialismes ne parlent de paix que pour berner les masses laborieuses. En réalité, c'est la guerre qu'ils préparent, la guerre contre la Russie Soviétique qui a fait d'énormes progrès dans l'édification socialiste, et la guerre entre les impérialistes eux-mêmes pour la conquête de nouveaux territoires. Ils parlent de paix, alors qu'ils s'arment jusqu'aux dents.

Nous opposerons à l'alliance fasciste le front uni des exploités et opprimés, pour l'affranchissement des peuples balkaniques, pour la défense de l'Union Soviétique, pour la constitution de la Fédération Balkanique des Républiques ouvrières et paysannes.

Nous, les prolétaires et travailleurs d'Athènes et du Pirée, repoussons au nom du prolétariat de la Grèce toute entière cette Conférence Balkanique antisoviétique de nos oppresseurs fascistes souillés de sang, et jurons de défendre l'Union Soviétique, la patrie du prolétariat du monde entier, contre toute attaque des impérialistes.»

Puis, les assistants organisèrent dans les rues d'Athènes des démonstrations, en chantant l'Internationale, malgré les brutalités de la police de M. Vénizélos, qui se rua sur eux à coups de matraques.

Les préparatifs de la guerre antisoviétique

Au printemps 1931 auront lieu des manoeuvres combinées de toutes les forces de terre, de mer et de l'air, organisées activement surtout par la délégation militaire française. Les manoeuvres auront lieu en Macédoine, et on y emploiera les moyens de guerre les plus modernes, et en tout premier lieu des gaz asphyxiants.

Le chef de la flotte aérienne, Bulgaris, avait démissionné et le général Drahos avait été nommé à sa place. La raison de ce changement a été, d'après le «Rizospastis», une divergence d'opinions sur le type de 18 avions de guerre que le gouvernement grec avait décidé de commander à l'étranger.

Un Conseil Supérieur Extraordinaire de Guerre a été convoqué pour examiner l'état général de l'armée, les questions techniques d'organisation, la nouvelle construction de grands dépôts militaires, etc.

L'Anglais Leh a été engagé par le gouvernement grec pour l'amélioration de l'organisation de la flotte aérienne de guerre.

D'après l'«Elefterion Vima», le gouvernement grec vient d'acheter 10 hydroplanes et 24 avions de bombardement.

Pendant la Conférence d'Athènes, M. Vénizélos tint à Tripolis (Péloponèse) un discours dans lequel il dit entre autres: «Je ne suis pas de ces pacifistes qui crient

tout le temps: «Paix, paix!». J'ai déjà montré que je peux faire la guerre, s'il le faut. Je dis maintenant à la jeunesse: «Endurcissez votre corps!».

Le «Yarin», de Constantinople, compare les budgets de guerre de la Grèce de l'exercice 1929—1930 et 1930—1931 et y relève une forte augmentation des dépenses ordinaires et extraordinaires. Ledit journal dit: «Tandis que, d'un côté, la Grèce proclame son amour pour la paix, elle augmente fiévreusement ses armements».

Le mouvement ouvrier

Au IX. Congrès de la Fédération des ouvriers de l'électricité et du gaz, l'adoption de la voie révolutionnaire fut proclamée à la majorité des voix. La direction de jusqu'ici préconisait l'entrée de la Fédération dans la CGT social-fasciste, tandis que l'aile gauche réussit à voter, par une majorité des trois-quarts, l'entrée dans la CGTU révolutionnaire. La nouvelle direction de la Fédération devra dorénavant organiser la lutte révolutionnaire des ouvriers de l'électricité et du gaz contre l'offensive du capital, et pour des augmentations des salaires.

Les révoltes partout, contre le fisc

La presse bourgeoise rapporte que des mesures violentes ont été décrétées contre plus de 500.000 paysans qui ne peuvent pas payer leurs impôts. Cela signifie donc pour plus d'un demi-million de paysans, la vente forcée de leurs derniers biens, ou la prison. Il est résulté, de cet état des choses, une forte augmentation des refus des paysans de payer leurs impôts, et des révoltes contre les gendarmes. Dans les villages d'Azihli et de Tourasahli (district de Kilkis en Macédoine), 20 paysans ont été arrêtés par les gendarmes pour avoir refusé de payer leurs impôts. Là-dessus, les autres villageois s'armèrent d'outils et ustensiles agricoles, attaquèrent la gendarmerie et libèrent les arrêtés. Dans le village de Zyrново, les femmes battirent et chassèrent les percepteurs du fisc. A Dradoninia, en Thessalie, le percepteur, assisté de deux gendarmes, vint arrêter les paysans qui avaient des arriérés à payer. Les autres villageois attaquèrent alors les gendarmes qui firent feu contre la foule et blessèrent plusieurs paysans. Il y eut de nombreuses arrestations.

Dans le village de Stefanovimis, les femmes blessèrent les gendarmes qui accompagnaient les percepteurs.

Des rencontres se produisirent dans le village d'Arabestidi, des renforts de gendarmerie arrivèrent à la rescousse, et de nombreuses arrestations furent opérées.

Un journal bourgeois écrit: «Dans le village de Gesli, les percepteurs fiscaux s'adressèrent à la gendarmerie; il s'ensuivit une bataille en règle entre les villageois et les gendarmes, qui dura plus de

trois heures. Les paysans s'enfuirent ensuite dans les champs. Les gendarmes pénétrèrent alors dans les maisons et arrêterent 20 personnes.

Persécution du mouvement contre la guerre antisoviétique

Au Pirée et à Volo, de nombreuses manifestations eurent lieu contre la campagne antisoviétique. Une réunion avait été convoquée dans le même but au théâtre de Centricon, à Athènes. La police interdit cette réunion. Mais les organisateurs l'ouvrirent quand même, en présence d'un nombreux auditoire ouvrier. Alors, la police fit irruption dans la salle et arrêta tout ce qu'elle put arrêter. Au procès y relatif, les ouvriers Kloros, Mitisis et Drakonis furent condamnés à 1½ ans de prison; Kondiliotis, Mauridis et Kondojanis, à 8 mois de prison; et les autres, à diverses peines de jusqu'à 3 mois de prison.

Macédoine

L'ORIM fasciste travaille

Au commencement de juin de l'année courante, le nommé Planinsli, de Platintza, district de Koukouche, et domicilié à Pétritch, fut enlevé et assassiné par les bandes «autonomistes» d'Ivan Mikhaïloff, parce qu'il était un ami du groupe de Protoguéroff. Le 21 septembre dernier, le nommé Mikhaïloff, de Godlévo, district de Raslog, a été assassiné par les mêmes bandes «autonomistes». Sur la route de Ressen, le nommé Pripel D. Brachnartchéto, d'Okhrida, a été tué toujours par ces mêmes hordes.

La population de Pétritch dépeuplé

D'après les statistiques officielles bulgares, il y avait, dans le département de Pétritch, 48,2‰ de naissances en 1926, et 38,7‰ en 1929; et 18,7‰ de décès en 1926, et 24,7‰ en 1929. Dans ces dernières quatre années, les naissances y ont donc diminué de 10%, alors que les décès ont augmenté de 6%.

Dans les villes en particulier, la mortalité a bien plus progressé: de 18,6‰ en 1926, elle s'est accrue à 32,6‰ en 1929.

La mortalité infantile a surtout augmenté d'une façon effroyable: de 120 par 1000 décès en 1926, elle s'est élevée à 238 par 1000 décès, en 1929. Elle a donc augmenté de 100%!

Ce dépérissement de la population du département de Pétritch a pour cause la pauvreté extrême, la situation de misère qui règne en Macédoine depuis l'installation dans cette région des «autonomistes» de l'ORIM fasciste.

La baisse des prix des produits agricoles en Macédoine

Le froment est vendu en Macédoine au prix de 120 dinars les 100 kg, c'est-à-dire

à 50% au-dessous du coût de revient; l'opium, dont le prix était de 1000 dinars le kg en 1923, n'est vendu à présent qu'à 310 dinars, c'est-à-dire bien au-dessous du coût de revient, du moment que, même d'après le «Politika», un kg d'opium coûte au producteur 300 dinars en effectifs, en dehors du travail et du loyer de la terre; le tabac, qui se vendait en 1923 à 48 dinars le kg, n'obtient aujourd'hui que 17 dinars, c'est-à-dire 50% au-dessous du coût de revient; les cocons, dont les prix étaient de 110 à 120 dinars par kg en 1923, ne sont vendus aujourd'hui qu'à . . . 15—18 dinars! Et c'est de telles baisses catastrophiques que l'on peut constater sur toute la ligne des produits agricoles en Macédoine. Cette crise effroyable en Macédoine, qui dépasse de beaucoup la crise dans le marché mondial, n'est due qu'à la terrible spéculation et les monopoles d'Etat qui sévissent dans ce pays.

Les richesses naturelles dans la Macédoine affamée

Dans la région de Gostivar ont été découvertes des couches considérables de minerais des plus riches et des plus variées — du fer, du cuivre, de l'argent, de l'asbeste, de l'arsenic, etc., etc. Dans plusieurs endroits de cette même région, des filons d'or ont aussi été trouvés. Mais, le peuple macédonien subjugué se débat dans une noire misère.

Eserocs décorés par le roi Alexandre

Le maire de Doyran, D. Djoukitch, arrêté pour détournement d'une somme de 650.000 dinars destinée à la reconstruction de la ville qu'il «administrait» (Doyran avait été détruite au cours de la guerre), a fait à la police de Valandovo des aveux complets. Quelques semaines après son arrestation, cet honnête homme était récompensé par son maître, le roi Alexandre, qui lui conférait l'ordre «Pour le Mérite».

Eserocs non encore décorés par le roi Alexandre

N. Uritch, conseiller à la direction des finances d'Uskub, a été arrêté pour avoir pris 30.000 dinars de «pots de vin». Le trésorier de Strouga, I. Antolesko, a été condamné à Ochrid pour avoir détourné des sommes importantes, du fisc. Pour des mêmes raisons ont été arrêtés aussi des fonctionnaires de Monastir et de Chtip. On voit combien la corruption florit parmi les valets du roi Alexandre.

Des palais pour le roi Alexandre et ses sbires de la police

On sait qu'un palais à Zagreb, dont le prix s'élève à 9.200.000 dinars, sera offert en cadeau au roi Alexandre. Les valets satrapes oppresseurs et exploités de la Macédoine, pour ne pas rester en arrière de leurs consorts de Zagreb, ont décidé

d'offrir à la police du roi Alexandre un palais dont la construction coûtera 10 millions de dinars.

La situation économique en Macédoine sous le joug grec

Le consul belge à Salonique, M. C. Calin, vient de publier un rapport dans lequel il est dit, entre autres:

La production agricole ne couvre qu'une partie seulement des besoins de la population. Elle est très défectueuse à la suite de la misère de la majorité des paysans, de l'usure, du défaut des voies de communications, de l'exploitation primitive du sol, etc.

L'élevage est également bien insuffisamment développée, et des boeufs, des porcs, des chèvres etc. doivent être importés de la Yougoslavie, de la Bulgarie, de la Turquie, de la Hongrie, de la Roumanie, etc.

La force d'achat de la population macédonienne a sensiblement diminué dans le courant de ces derniers mois.

Roumanie

Révoltes paysannes

A Peahova-Tals, 150 paysans, ayant leur maire à leur tête, révoltés contre une sentence inique de la justice de classe en faveur du gros-proprétaire de la commune, pénétrèrent par force dans le domaine de ce dernier et s'emparèrent de l'inventaire mort et vivant. Les troupes, appelées au secours, arrêtaient le maire et de nombreux paysans.

L'effervescence et les démonstrations spontanées des petits paysans au Nord de la Roumanie, continuent. Une commission gouvernementale s'est rendue dans ces régions pour «enquêter». Lorsque cette commission arriva à Wisaul de Sus, district de Maramourece, les paysans y affluèrent des villages avoisinants, et des rencontres s'y produisirent avec les gendarmes. Les représentants des paysans déclarèrent à la commission que l'expropriation immédiate des forêts et leur répartition parmi les paysans pauvres pourrait seule résoudre la crise dans cette région.

Le ministre Manoïlescu présenta au roi une statistique d'après laquelle les agriculteurs de Roumanie doivent aux banques, à l'Etat et à des particuliers, 60 à 80 milliards de leis, de sorte qu'une banqueroute sera inévitable sous peu.

Les impôts

sont tellement écrasants qu'à Lapos, plusieurs paysans propriétaires de forêts, ne pouvant payer les énormes taxes, ont préféré incendier et ainsi détruire leurs propriétés.

Le chômage,

augmente en Roumanie avec une rapidité effroyable. Dans la région de Bihor, une grande partie des 100.000 ouvriers qui étaient employés dans l'exploitation des forêts et dans l'industrie minière, ont été licenciés en masses. Dans la vallée du Schil, des centaines d'ouvriers mineurs ont été également licenciés. Dans l'industrie pétrolière, il y eut aussi des licenciements en masses, et à Mislea, p. e., il y eut de graves troubles les ouvriers jetés sur le pavé s'emparèrent d'un réservoir et y mirent le feu.

En Bukovine, le chômage

prend des extensions immenses. Jusqu'ici, la plus grande partie de la population travaillait dans les exploitations des forêts: mais, cette année-ci, l'industrie du bois est presque entièrement arrêtée.

Les dettes des paysans en Bukovine sont énormes, leurs biens sont vendus aux enchères, et les frais judiciaires achèvent de les effondrer complètement: c'est ainsi que pour une traite de 1000 leis, les frais de procès s'élèvent à plus de 5000 leis.

Misère noire à Bihor

La «Dimineata» écrit: «Une effroyable misère règne dans tout le district de Bihor. Des dizaines de milliers ont faim, dans les villages. Beaucoup de paysans, qui étaient jadis assez aisés, ne peuvent même plus s'acheter du sel et du tabac. Pour pouvoir payer leurs impôts, beaucoup ont dû engager leurs biens ou vendre à vil prix leur bétail. De nombreux fonctionnaires communaux et scolaires n'ont pas reçu leurs traitements depuis février.

Les préparatifs de la guerre antisoviétique

L'ancien ministre du Travail roumain, M. Raduceau, déclara à un journaliste viennois que la seule issue des difficultés de la situation générale économique de l'Europe serait l'union des Etats bourgeois contre le «dumping» russe. Il faudrait terrasser la concurrence russe par un sévère blocus économique.

L'ancien premier ministre M. Maniu s'était aussi déclaré pour un bloc anti-soviétique et une Europe Donubienne.

Le ministre des Finances, M. Madgearu, a proclamé les mêmes idées.

Une mission militaire polonaise en Roumanie

Le 25 novembre arriva à Bucarest une mission militaire polonaise, sous le commandement du général Biskow, chef de l'Etat major général de l'armée polonaise. La presse gouvernementale salua cette visite avec enthousiasme.

Yougoslavie

Le passif du bilan commercial

a été de 271.718.605 dinars pour les neuf premiers mois de 1930. L'exportation totale de ces neuf premiers mois a été de 5.004.840.276 dinars, soit de 332.871.812 en moins que dans la même période de l'année passée; et l'importation totale a été de 5.276.588.881 dinars, c'est-à-dire de 348.664.240 dinars en moins que dans la même période de 1929, résultat du terrible affaiblissement de la force de consommation des larges masses.

Le journal «Proleter» publie dans son numéro d'octobre une correspondance caractéristique sur la situation désespérée des ouvriers: «... Les ouvriers vinrent demander du travail à l'entrepreneur d'un bâtiment en construction. On leur dit qu'il n'y avait pas du travail pour eux. Ils proposèrent de travailler trois jours dans la semaine gratuitement et de ne réclamer du salaire que pour les trois autres jours. L'entrepreneur les embaucha alors, mais pour les . . . licencier après les trois premiers jours de travail gratuit. La situation des ouvriers dans l'industrie textile est plus terrible encore, car ce sont surtout des ouvrières qui travaillent dans cette branche, et elles ne savent pas bien résister aux attaques des entrepreneurs. On y travaille de 10 à 16 heures par jour, pour 1.50—2.50 dinars l'heure (1 fr. = 2.20 din. environ).

Les mouvements nationalistes

A Toussaint, les tombes des leaders croates assassinés Stjepan et Pavle Raditch et Gjuro Bassaritchek furent ornées de fleurs et de couronnes munies de cocardes aux couleurs croates. La police saccagea les tombes et détruisit les fleurs. Deux nationalistes croates bien connus, dont l'un était le frère du leader émigré Kochouitch, furent arrêtés. Mais, devant l'excitation qui s'empara des masses populaires croates, le ministre de l'Intérieur de la dictature sanglante publia un communiqué disant avoir ordonné «une enquête sévère» et la «punition des coupables».

Le fils de Svetosar Pribitchévitch a été arrêté pour avoir distribué des feuilles volantes.

La dictature travaille

Le communiste Ivan Zwer se suicida, le 30 août dernier, dans la prison de Ljubljana, pour se soustraire aux tortures continues qui lui étaient infligées. Le 16 septembre, l'ouvrier agricole Vouchinoff fut tué à Novizad par des «inconnus». Le même jour, le cheminot Josip Dole, de Novisad, et le paysan allemand Anton Landgraf, de Jaeha Tomitch, «disparurent sans traces». Le 18 septembre, le paysan Josip Rak, de Lovas, fut assassiné par des «inconnus». Aux premiers jours d'oc-

tobre, le communiste Ivan Schitz, réfugié à Vienne, expira à la suite des tortures qu'il avait subies dans la prison de Zagreb. Le 14 octobre, l'ouvrier Rista Samarđitch fut assassiné dans la prison de police à Zagreb.

Les tribunaux travaillent

Depuis les 21 mois de l'établissement en Yougoslavie de la dictature sanglante, il y eut 79 procès et 389 condamnations à ensemble 1341 ½ ans de prison et 3 condamnations à mort. En outre, 94 meurtres politiques ont été perpétrés.

Le Tribunal exceptionnel a condamné les communistes Kotchmour à 12 ans de prison; Kerchovani, à 10 ans; Babovitch, à 7 ans; Hafner, à 4 ans; Stabichitch, Djoritch, Markovitch, Vidakovitch, Djouritchitch, Micheltchitch, Kandalj et Sticho-vitch, à 2 ans; Pavlovitch, à 1 an et demi, et Matachitch, à 1 an. Le Tribunal de Koumanovo a condamné les nationaux-révolutionnaires tures Djérim Issémow, à mort; Moustafow, à la détention à perpétuité; Osmanow, à 10 ans de prison; Rajinow, à 4 ans, et Suleimaow, à 3 ans.

Le 6 novembre, le tribunal spécial de Belgrade a condamné le jeune ouvrier Friedrich Reinprecht à 10 ans de travaux forcés pour de la propagande communiste.

Le 22 novembre commença à Sérajevo le procès contre Ivan Starl, de Alipachine Most, pour de la propagande communiste.

A Banatsko Novo Selo (Vojvodine) vient d'avoir lieu un procès contre 142 Nazaréens — adeptes d'une secte religieuse qui défend de toucher même à des armes. Ils avaient fondé un *home* à Novo Selo, et ils y tenaient leurs réunions. La police interdit ces réunions dans leur Maison spéciale. Alors, ils se réunirent dans des demeures privées. Là-dessus, ils furent traduits «en justice», et furent condamnés à une amende de 400 dinars chacun.

La mort dans les prisons

Dans la prison de Strenska Mitrovitza, où se trouvent 1200 détenus, dont 124 politiques, les 78% des incarcérés sont atteints de la tuberculose et de la scrofule.

L'activité des intellectuels contre la dictature

L'Union des Balkans Libres a publié, dans un livre intitulé «La dictature en Yougoslavie», de nombreux documents et rapports sur la terreur féroce et l'oppression nationale de la dictature sanglante.

Krnjévitch et Kochoutitch ont fondé à Genève le journal «Croatia», et des émigrés du parti Pribitchévitch, à Berlin, le journal «Budutchnost».

Plusieurs grèves importantes

furent déclarées en Yougoslavie au cours de ces derniers mois: en août dernier, la grève de 350 ouvriers du cuir, à Zag-

reb et celle de 1500 ouvriers, à Banjaluka; le 1er septembre, la grève de deux semaines de 1600 ouvriers forestiers, à Teslitch, et le 7 octobre, celle des 1500 ouvriers de l'industrie du bois, à Drvar.

Entrevue du Dr. Matchek avec les délégués des émigrés croates

A Karlsbad, le Dr. Matchek a eu une entrevue avec Kochoutitch et Drnjévitch, au cours de laquelle il a particulièrement été relevé la force des organisations croates en Amérique, et il a été constaté que le Parti Paysan Croate est fermement décidé à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire complète et définitive.

Arrestations en masse de Hongrois en Vojvodine

A Soubotitza, la police yougoslave opéra des arrestations en masse de Hongrois, sous l'accusation d'un complot devant faire sauter par des machines infernales des ponts, des voies ferrées, différentes bâtisses gouvernementales, etc. Furent arrêtés: Michael Rack, Geza Zworeny, Kalman Karman, Tschako Nali, Fodor Obich, Istvan Tasib, Desider Rack, Janos, Suabo et Elek Rack. Les arrêtés se seraient aussi rendus coupables d'espionnage. En réalité, par de telles mensonges machiavéliques, le gouvernement de Belgrade persécute et terrorise la minorité hongroise en Yougoslavie.

Persécutations pour diffusion de livres croates

Le 14 novembre, le tribunal de Belgrade condamna Gizela Hitrea et Martin Tchevra à 1 mois de prison et 1800 dinars d'amende chacun, pour avoir diffusé le livre «Bozienica» de Raditch.

La crise agricole

L'«Obzor», de Zagreb, du 25 novembre, publie la petite notice suivante qui est caractéristique pour la terrible crise agricole sévissant en Yougoslavie:

«A Vinkovtzi, un arrêt absolu se produisit ces derniers jours au marché aux blés. Les commerçants et les meuniers n'achètent plus rien du tout. Les paysans, ne pouvant donc vendre leurs produits, alors qu'ils sont cependant forcés de faire face à de différentes obligations contractées, se trouvent dans une situation désespérée. Samedi dernier, le maïs en tiges fut vendu à 25 dinars le quintal métrique!»

La Fédération communiste des Balkans et la Conférence d'Athènes

La Fédération communiste des Balkans a publié en septembre dernier, à la veille de la Conférence d'Athènes, une Déclaration intitulée: *Contre le front balkanique*

impérialiste et antisoviétique. Vu l'importance de cette Déclaration, nous en reproduisons les passages suivants :

«La Conférence est organisée par les impérialistes, les bourreaux et les exploités des Balkans, en commun avec les impérialistes français et anglais, non pas «pour assurer la paix», mais pour préparer avec plus d'unité et plus d'énergie la nouvelle guerre, avant tout contre l'Union Soviétique; la Conférence est organisée non pour réaliser le «rapprochement des peuples balkaniques», mais dans le but de rapprocher les gouvernements de dictature et les bourgeoisies fascistes, afin de pouvoir mieux combattre en commun accord les masses laborieuses luttant pour le pain, la terre et la liberté, pour l'émancipation nationale et l'indépendance; afin de combattre en commun le mouvement révolutionnaire des ouvriers, des paysans travailleurs et des nationalités opprimées et de se préparer à l'intervention commune en cas d'une révolte éclatant dans tel ou tel pays balkanique; afin de dresser le front commun contre l'Union Soviétique, citadelle de la révolution; la Conférence est organisée non point pour réaliser l'idée de l'Union Balkanique populaire, mais pour réaliser celle de l'Union Balkanique des régimes de dictature, des exploités et des oppresseurs.»

La Déclaration souligne ensuite les moments caractéristiques de la situation dans les Balkans que reflètent les préparatifs de guerre :

«La Conférence se réunit en un moment où les eaux balkaniques viennent de recevoir la visite «pacifique» des vaisseaux de guerre du gouvernement «socialiste» de Macdonald (Constantza, Split); en un moment où, en Roumanie, Carol prépare l'instauration de la dictature militaire-fasciste ouverte; où, en Grèce, ont eu lieu et ont encore lieu de grandes manoeuvres militaires; où, en Yougoslavie, la dictature sanglante du capital financier et de la grande propriété foncière, ayant à sa tête le roi des potences Alexandre, promulgue une nouvelle loi de mobilisation et organise quotidiennement de grandes parades militaires; où l'armée albanaise passe de plus en plus aux mains de l'Etat-Major italien fasciste; où des armements secrets s'opèrent en Bulgarie. La Conférence se

réunit en un moment où la militarisation et la fascisation de la jeunesse travailleuse des pays balkaniques sont poussées par tous les moyens. Voilà la musique d'accompagnement de cette Conférence «de paix».

Puis, la Déclaration relève les effets des traités impérialistes «de paix» dans les Balkans :

«Les traités de paix impérialistes et de pillage non seulement n'ont pas résolu les anciennes contradictions, mais ont encore accumulé de nouvelles matières explosives dans les Balkans. Il ne peut être question de paix dans les Balkans aussi longtemps que la bourgeoisie des nations dominantes en Roumanie, en Grèce et en Yougoslavie essaie de dénationaliser les autres nations par tous les moyens de la terreur, de l'oppression, de la corruption et de la guerre civile. Il ne peut être question de paix dans les Balkans aussi longtemps que les bourgeoisies roumaine, yougoslave, grecque et bulgare luttent les unes contre les autres pour l'hégémonie dans les Balkans. Il ne peut être enfin question de paix dans les Balkans aussi longtemps que restent au pouvoir les impérialistes étrangers qui mettent à profit les antagonismes balkaniques pour renforcer leurs propres positions.»

La Déclaration dévoile les tendances de la Conférence d'Athènes, qui n'est «qu'une tentative impérialiste de constituer le bloc antisoviétique des Balkans, d'organiser l'offensive commune contre le prolétariat, la paysannerie travailleuse et les nations opprimées, de maintenir le *statu quo* et d'«éterniser» l'asservissement des Macédoniens, des Croates, des Monténégrins, des Albanais du Kosovo, des Slovènes, des Dobroudjanais, des Thraciens et des autres nations.»

La Déclaration conclut, enfin, que «la seule voie de salut pour les masses laborieuses, la seule voie de l'émancipation nationale et de l'union des peuples balkaniques est et ne peut être que le renversement des régimes de dictature dans les Balkans, l'instauration d'une Fédération Balkanique des républiques ouvrières et paysannes. Et la Déclaration souligne que ce n'est que le front uni des éléments révolutionnaires des Balkans qui pourra donner la vie à cette Fédération Balkanique.



Publications des mouvements nationaux balkaniques de libération.

1. Les bases idéologiques de l'ORIM *Unifiée* (en bulgare) — Prix: 1 fr. fr.
2. Les traîtres à la cause macédonienne (en français et en bulgare) — Edition de l'ORIM *Unifiée* — Prix: 12 frs. fr.
3. La situation des peuples opprimés des Balkans (en allemand) — Memorandum — Edition de «La Fédération Balkanique» — 1929 — Prix: 3 frs. fr.
4. La dictature en Yougoslavie: Faits et documents (en allemand) — Edition «Bund Freier Balkan» — Berlin 1930 — Prix: 3 frs. fr.
5. Pour la Défense de la Macédoine (en bulgare): 1. Les protestations et résolutions contre la terreur en Macédoine; 2. Henri Barbusse: Contre les bourreaux de Belgrade et les fascistes macédoniens — Edition «Makedonsko Delo» No. 2 — 1929 — Prix: 2 frs. fr.
6. Les luttes de libération du peuple macédonien (en bulgare) — D. Vlahoff — Edition de «La Fédération Balkanique» — 1925, Vienne — Prix: 3 frs. fr.
7. Le procès d'assassinat contre Carniciu (en allemand) — Edition Münster, Vienne — Prix: 4 frs. fr.
8. La vérité sur l'ORIM de Protoguéroff (en français) — Henri Barbusse — juillet 1928 — Paris — Prix: 1 fr. fr.
9. La vraie figure de l'ORIM verkhoviste (en français) — Paris 1928 — Prix: 1 fr. fr.
10. La vraie face des «chefs» macédoniens actuels à Sofia (en bulgare) — Edition «Makedonsko Delo» No. 3 — Prix: 1 fr. fr.
11. Les révolutionnaires de Serrès et les gouvernements bulgares (en bulgare) — Edition «Makedonsko Delo» No. 4 — Prix: 1 fr. fr.
12. Les militants de Stroumitza et le mouvement révolutionnaire (en bulgare) — Edition «Makedonsko Delo» No. 5 — 1930 — Prix: 1 fr. fr.
13. L'insurrection d'Ilinden, D. H. Dimoff (en bulgare) — Edition «Makedonsko Delo» No. 1 — 1925 — Prix: 1 fr. fr.
14. Aux délégués du Vme Congrès des Minorités à Genève — Dr. P. Vitcheff (en français) — Genève 1929 — Prix: 1 fr. fr.
15. «Nous ne pouvons plus nous taire...!» — Exclamation des étudiants macédoniens indépendants sur les querelles mutuelles entre les Macédoniens (en bulgare) — Sofia 1929 — Prix: 1 fr. fr.

Tous ces ouvrages sont en vente à l'Édition de la «Fédération Balkanique».

La Fédération Balkanique

Organe des peuples opprimés et minorités nationales des Balkans

Septième année

Adresse:

Wien IX.

Postamt 71

Postfach 50

Prix de l'Édition balkanique le No.: Doll: 0.05; fr suisse: 0.25; fr fr: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30.
Abonnement 6 mois: Doll: 0.60; fr suisses: 3.—; frs fr: 15; marks: 2.40; schillings: 3.60.

Makedonsko Delo

(L'Oeuvre Macédonienne),

Paraissant deux fois par mois
en langue bulgare.

Sixième année.

Adresse:

Anton Kubiznak

Postamt 110, Postfach 59.

Vienne, Autriche.

Une année 5 frs or

Makedonski

Bulletin

(Bulletin Macédonien),

Organe de l'Union des groupes
progressifs en Amérique

Première année.

Adresse:

GEO PIRINSKI

126 W Huron

St. Pontiac, Michigan

États-Unis d'Amérique.

NARODEN GLAS

(La Parole du Peuple)

Hebdomadaire indépendant,
paraissant en bulgare.

Première année.

Adresse:

Rue Princesse Elisabeth No 7 bis

Bazardjik, Roumanie.

Une année . . . 150 leis

Six mois . . . 80 leis

Svobodna Dobroudja

(La Dobroudja Libre)

Hebdomadaire
sur des questions nationales,
paraissant en bulgare.

Adresse:

SVOBODNA DOBROUDJA

SOFIA.

Un an 160 leva

Dobroudjansko Znamé

(Le Drapeau Dobroudjanais)

Organe de l'Union des jeunes
dobroudjanaises en Bulgarie.

Adresse:

Dobroudjansko Znamé

Maison Coopérative,

Rue Alabinska 37

Sofia, Bulgarie.

Liria Kombētare

(La Liberté nationale)

Organe hebdomadaire du Comité alba-
nais de l'Émancipation nationale

Sixième année.

Adresse:

L. K. Imprimerie Sonor-S. A.

48 Rue du Stand

Genève, Suisse.

Une année: 10 frs suisses

Six mois: 6 frs suisses



Propriétaire, Editeur et Gérant responsable Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.

